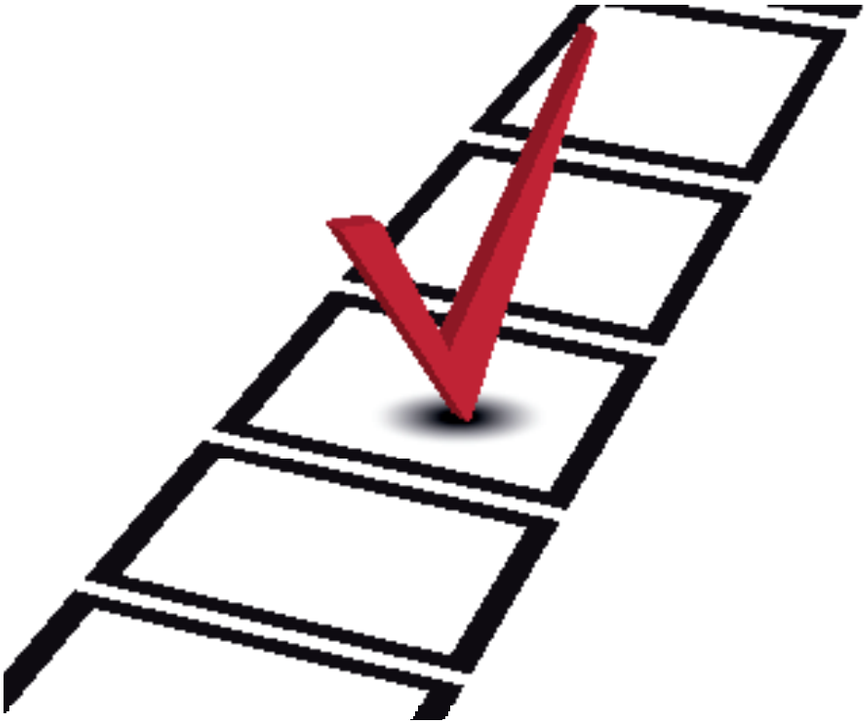


COURS D'ORIENTATION
ET D'INITIATION PROFESSIONNELLES (COIP)/
INSERTION PROFESSIONNELLE DIVERS METIERS (IPDM)

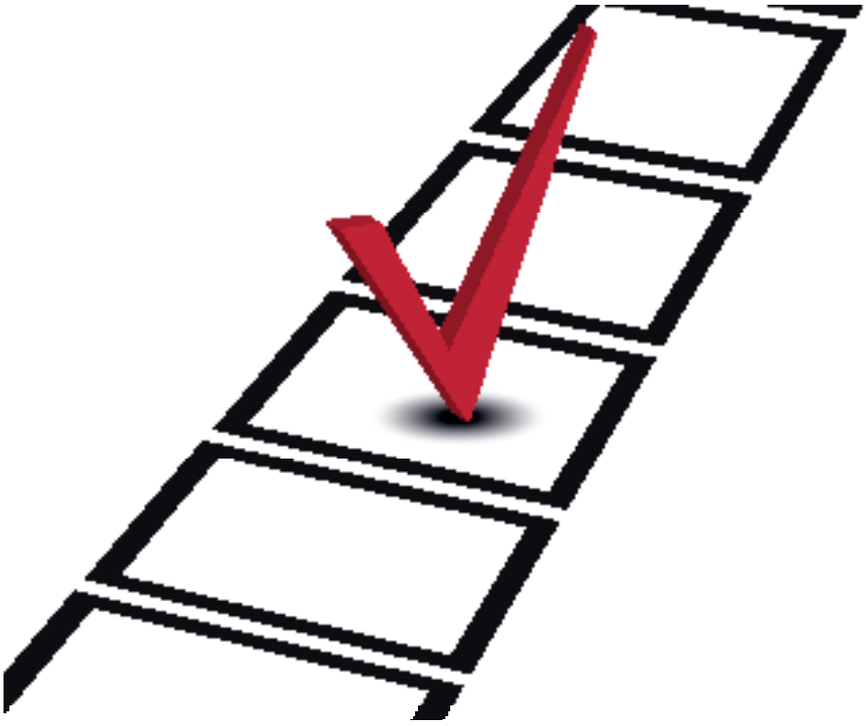
Evaluation continue

2007 - 2011

Carole Reckinger

Fondation Lydie Schmit

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Service de coordination de la recherche et de
l'innovation pédagogiques et technologiques



COURS D'ORIENTATION
ET D'INITIATION PROFESSIONNELLES (COIP)/
INSERTION PROFESSIONNELLE DIVERS METIERS (IPDM)

Evaluation continue

2007 - 2011

Fondation Lydie Schmit

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
Service de coordination de la recherche et de
l'innovation pédagogiques et technologiques

SOMMAIRE EXECUTIF

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE EXECUTIF

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES DES FIGURES 1

1. INTRODUCTION 2

2. OBJECTIF 4

3. MÉTHODOLOGIE 5

4. PLANIFICATION 9

5. QUESTIONS 10

6. STRUCTURE DU DOCUMENT 11

7. ÉTAT DES LIEUX 12

7.1. ÉTABLISSEMENTS & CLASSES 12

7.2. INTERVENANTS 16

7.3. ÉLÈVES 18

7.3.1. Classe précédant COIP-IPDM 18

7.3.2. La sélection des élèves 20

7.3.3. Nationalité des élèves 21

7.3.4. Age des élèves 22

7.3.5. Genre des élèves 23

7.3.6. Aide à la formation 24

8. LE RÈGLEMENT GRAND DUCAL du 24 aout 2007 28

8.1. LES COURS 28

Article 2 : 28

Article 4 : 28

8.1.1. Enseignement général 29

8.1.2. Formation pratique et professionnelle 31

8.1.2.1. Travaux pratiques en atelier 31

Article 3 : 31

8.1.2.2. Stages hebdomadaires & stages longs en entreprise 32

8.1.3. Éducation technique et branches d'expression (ESTIP) 33

8.2. ÉVALUATION & AVANCEMENT 35
8.2.1. Socles de compétence 35
Article 5 : 35
8.2.2. Évaluation 36
Article 6 : 36
8.3. ENCADREMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE 39
Article 7 : 39
Article 8 : 39
Article 9 : 39
8.4. PARTENARIATS 41
Article 10 : 41
8.5. TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE 44
Article 11 : 44
Article 12 : 45

9. RÉSULTATS ÉTAT DES LIEUX 47
9.1. ÉTABLISSEMENTS & CLASSES 47
9.2. INTERVENANTS 48
9.3. ÉLÈVES 50
9.3.1. Classe précédant COIP-IPDM 50
9.3.2. La sélection des élèves 50
9.3.3. Nationalité des élèves 53
9.3.4. Age des élèves 53
9.3.5. Genre des élèves 54
9.3.6. Aide à la formation 54

10. RESULTATS RGD 55
10.1. LES COURS 55
10.1.1. Enseignement général 55
10.1.2. Formation pratique et professionnelle 56
10.1.2.1. Travaux pratiques en atelier 56
10.1.2.2. Stages hebdomadaires & stages longs en entreprise 57
10.1.2.3. Éducation technique et branches d'expression (ESTIP) 59
10.2. ÉVALUATION & AVANCEMENT 61
10.2.1. Socles de compétence 61
10.2.2. Évaluation 61
10.2.3. Taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire 62
10.3. ENCADREMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE 73
10.4. PARTENARIATS 74
10.5. TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE 76

11. CONCLUSION 78

12. RECHERCHES FUTURES 81

13. RECOMMANDATIONS 82

14. BIBLIOGRAPHIE 84

15. ANNEXES 88

Annexe 1 : Évaluation de la mise en œuvre de la loi concernant les COIP-IPDM, SCRIPT, juin 2010 88
Annexe 2 : Questionnaire pour enseignants, charges de cours et éducateurs 90
Annexe 2.1 : Questionnaire A 92
Annexe 2.2 : Questionnaire B 96
Annexe 2.3 : Questionnaire C 99
Annexe 2.4 : Questionnaire D 103
Annexe 2.5 : Questionnaire E 105
Annexe 2.6 : Questionnaire F 108
Annexe 2.7 : Questionnaire G 111
Annexe 2.8 : Questionnaire H 114
Annexe 2.9 : Questionnaire I 116
Annexe 2.10 : Questionnaire J 119
Annexe 2.11 : Questionnaire K 121
Annexe 3 : Questionnaire pour élèves 125
Annexe 3.1 : Total Questionnaire élèves 126
Annexe 4 : Questionnaire ALJ 128
Annexe 4.1 : Questionnaire A 128
Annexe 4.2 : Questionnaire B 129
Annexe 4.3 : Questionnaire C 130
Annexe 4.4 : Questionnaire D 131
Annexe 4.5 : Questionnaire E 132
Annexe 4.6 : Questionnaire F 133
Annexe 5 : grille horaire 2007-2011 135
Annexe 6 : grille horaire 2011-2012 137
Annexe 7 : Ateliers offerts en 2010/2011 139

TABLE DES MATIERES DES FIGURES

FIGURE 1: NOMBRE DE CLASSES COIP-IPDM SELON LES ÉTABLISSEMENTS (2007/2008 À 2011/2012) 13
FIGURE 2: INSCRIPTION DES ÉLÈVES EN SEPTEMBRE DES ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2011/2012 14
FIGURE 3: INSCRIPTIONS CNFPC ET LYCÉES DES ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011 15
FIGURE 4: TYPE DE CONTRAT DES INTERVENANTS COIP-IPDM PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE 2010/2011 16
FIGURE 5: CLASSE PRÉCÉDANT COIP-IPDM, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011 18
FIGURE 6: PRÉPARATOIRE – CLASSE PRÉCÉDANT COIP-IPDM, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011 19
FIGURE 7: NATIONALITÉS ÉLÈVES 2007/2008 À 2010/2011 21
FIGURE 8: ÉLÈVES SOUS OBLIGATION SCOLAIRE, ANNÉES SCOLAIRES 2009/2010 & 2010/2011 22
FIGURE 9: ÉLÈVES RECEVANT UNE AIDE À LA FORMATION, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011 23
FIGURE 10: ÉLÈVES RECEVANT UNE AIDE À LA FORMATION PAR ÉTABLISSEMENT, ANN. SCOL. 07/08 À 10/11 26
FIGURE 11: PAYS DE NAISSANCE DES RÉCIPIENTS D'AIDE À LA FORMATION, ANNÉES SCOLAIRES 07/08 À 10/11 27
FIGURE 12: QUESTION AUX ÉLÈVES: "QUI A PRIS LA DÉCISION DE VOUS INSCRIRE EN CLASSE COIP-IPDM?" 52
FIGURE 13: QUESTION AUX ÉLÈVES: " PRÉFÈRES-TU LES STAGES, LES ATELIERS, OU L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL? 57
FIGURE 14 : SORTANTS 2007/2008 À 2009/2010, 3 MOIS APRÈS LA FIN DE L'ANNÉE COIP-IPDM 64
FIGURE 15 : SORTANTS 2008/2009 À 2009/2010 ET DIFFÉRENCES ENTRE LE CNFPC ET LE LYCÉE TECHNIQUE 64
FIGURE 16: INTENTIONS DES ÉLÈVES COIP-IPDM POUR L'ANNÉE SUIVANTE 65
FIGURE 17: SORTANTS ANNÉE SCOLAIRE 2009/2010, CLASSE APPRENTISSAGE EN SEPTEMBRE 2010 66
FIGURE 18: SORTANTS 2007/2008, CLASSE APPRENTISSAGE FIN 2009/2010 68
FIGURE 19 : PLACEMENTS APPRENTISSAGE AU LUXEMBOURG EN 2008, 2009 ET 2010 69
FIGURE 20 : DÉCROCHAGE PENDANT L'ANNÉE, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2009/2010 71
FIGURE 21 : PARCOURS APRÈS DÉCROCHAGE, ANNÉE SCOLAIRE 2007/2008 & 2008/2009 72

1. INTRODUCTION

Depuis l'année scolaire 2007/2008, des 'cours d'orientation et d'initiation professionnelles' - COIP, ou 'Insertion professionnelle divers métiers' – IPDM, d'une durée d'un an sont proposés non plus seulement dans les CNFPC (Centre National de Formation Professionnelle Continue), mais aussi dans l'enseignement secondaire technique (EST) dans tout le pays. Ceci a été rendu possible par la loi du 16 mars 2007 sur l' « organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue », dont l'article 14 du Chapitre II stipule que « le ministre peut autoriser le fonctionnement de cours d'orientation et d'initiation professionnelles dans les lycées, sous le contrôle et l'autorité du directeur concerné ».[1] Des cours d'orientation et d'initiation professionnelles ont été introduits en 1978 par le règlement grand-ducal du 21 février 1978.[2] Les cours COIP étaient donnés au CNFPC de Esch-sur-Alzette à partir de 1978 et au CNFPC d'Ettelbrück à partir de 1984. L'innovation de la loi du 16 mars 2007 est que les COIP-IPDM ne représentent plus exclusivement une mesure anti-chômage, mais font partie intégrante du système formel d'éducation et de formation. Les élèves sont placés sous l'égide d'un régent et d'un conseil de classe dont les attributions et le fonctionnement sont ceux en vigueur pour l'enseignement secondaire technique.

La loi du 16 mars 2007 portant sur l'organisation des cours de formation professionnelle au Centre National de Formation Professionnelle Continue définit que les cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP) sont proposés aux apprenants âgés d'au moins quinze ans pour lesquels la décision du conseil de classe ne prévoit pas l'avancement dans les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, pour ceux qui ne trouvent pas de poste d'apprentissage, ainsi que pour ceux qui ont quitté prématurément l'école. L'objectif des cours est « soit de préparer le jeune à la vie active, soit de l'orienter vers le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique, soit de le réintégrer dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ».

---

[1] Loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation. http://www.legilux.public.lu/rgl/2007/A/0904/A.pdf

[2] Règlement grand-ducal du 21 février 1978 portant organisation de cours d'orientation et d'initiation professionnelle. http://www.legilux.public.lu/rgl/1978/A/0122/1.pdf

Les modalités d'organisation, de fonctionnement, les contenus et les modalités d'évaluation des cours sont déterminées par règlement grand-ducal du 24 août 2007.[3] L'article 14 du Chapitre III stipule que « le fonctionnement des cours fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur du présent règlement ». C'est ce bilan, quatre ans après la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007, qui est exposé et analysé dans ce rapport.

A la demande du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle et avec le soutien de la Fondation Lydie Schmit, les recherches et la rédaction de ce rapport ont duré 12 mois, entre septembre 2010 et septembre 2011, et ce, sous la supervision du SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques).

[3] Règlement grand-ducal du 24 août 2007 relatif aux modalités d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des cours de formation professionnelle continue et de reconversion professionnelle organisés au Centre national de formation professionnelle continue http://www.legilux.public.lu/rgl/2007/A/3246/B.pdf

2. OBJECTIF

L'objectif principal de cet ouvrage est de livrer au Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle le bilan légalement requis des premières années de mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007. Ce bilan fournit une documentation descriptive détaillée des changements et de l'évolution des COIP-IPDM depuis la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007 qui pourra être utilisée comme point de départ de toute recherche potentielle sur le sujet ainsi que pour le développement futur du programme. De plus, ce bilan vise à compléter les recherches qualitatives et quantitatives existantes sur le système éducatif luxembourgeois.

3. MÉTHODOLOGIE

A la demande du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle et avec le soutien de la Fondation Lydie Schmit, ce rapport a été rédigé pour le SCRIPT (Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques) sur une période d'un an.

La période examinée dans cette recherche s'étend entre septembre 2007, la première année de la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007, et juillet 2011, fin de l'année scolaire 2010/2011. Quatre années scolaires sont donc prises en considération dans ce bilan, l'année 2010/2011 faisant l'objet d'une attention particulière puisque c'est au cours de celle-ci que ces recherches ont eu lieu et que la plupart des informations recueillies l'ont été lors de visites aux écoles et de rencontres avec les différents acteurs des COIP-IPDM.

Le règlement grand-ducal du 24 août 2007 stipule que « le fonctionnement des cours fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur du présent règlement » (Article 14, Chapitre III). Si le règlement grand-ducal du 24 août 2007 expose les modalités d'organisation, de fonctionnement, les contenus et les modalités d'évaluation des cours ainsi que les passerelles vers l'apprentissage de la loi du 16 mars 2007, il ne spécifie en revanche aucun détail quant à l'évaluation continue et le bilan. En juin 2010, le SCRIPT a donc développé une proposition sur « l'Évaluation de la mise en œuvre de la loi concernant les COIP-IPDM ».[4] Selon cette proposition « plusieurs méthodes pourront être utilisées (analyse documentaire, interview, questionnaires, bilan quantitatif, etc.). Il est important qu'elles soient multiples afin d'apporter une pertinence convergente au service d'une évaluation efficace de la mise en œuvre de la loi ».

[4] Annexe 1 : Evaluation de la mise en œuvre de la loi concernant les COIP-IPDM, SCRIPT, juin 2010

L'enquêteur n'a pas repéré une recherche ou analyse quantitative ou qualitative des COIP-IPDM sur laquelle la présente évaluation pourrait se baser. En 2010, le Service de la Formation professionnelle a fait circuler un questionnaire auprès des intervenants des COIP-IPDM du pays, en guise de premier pas vers la recherche d'informations nécessaires à l'élaboration du bilan légalement requis. Cette compilation inédite d'informations a servi de point de départ pour les présentes recherches. À la base de ces recherches se trouvent deux documents légaux (Loi du 16 mars 2007 & Règlement grand-ducal du 24 août 2007). Toutes autres informations recueillies pour ce bilan/évaluation continue l'ont été au travers d'observations, d'entretiens, de questionnaires et de discussions ouvertes et particulières avec des intervenants, chargés de direction, élèves, employés du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, de l'Action Locale pour les Jeunes (ALJ) ainsi que de l'Administration de l'Emploi (ADEM). Aucun autre cadre, discussion ou référence théorique n'a été pris en considération.

D'octobre 2010 à mai 2011, 22 visites ont été effectuées dans les onze établissements donnant actuellement des cours COIP-IPDM au Luxembourg. Les enseignants ont été contactés par courriel et ont tous rapidement répondu. L'ordre dans lequel les visites des écoles ont été effectuées était basé sur l'emploi du temps et les disponibilités des enseignants. Le but de la première visite (dans les onze écoles) était de permettre à l'enquêteur de se familiariser avec les COIP-IPDM, d'en savoir plus sur les réalités du terrain ainsi que de recueillir un maximum d'informations et d'impressions de la part des intervenants. Un questionnaire ouvert[5] sous forme d'entretien semi-structuré comportant 17 questions a été créé. Un questionnaire semi-structuré permettait un certain degré de flexibilité et la possibilité de formuler de nouvelles questions en fonction des réponses données par la personne interviewée. Les questions sont basées sur le questionnaire du Service de la Formation professionnelle qui avait fait circuler un questionnaire similaire auprès des intervenants des COIP-IPDM pendant l'année scolaire 2009/2010. Plusieurs questions ont été ajoutées. Les 14 premières questions avaient pour centre d'intérêt l'organisation des cours, et ont, par la suite, été utilisées pour décrire les similitudes et différences entre les différents établissements. Les trois dernières questions étaient des questions ouvertes et avaient pour but d'obtenir une vision plus large des forces et faiblesses des COIP-IPDM. Cette dernière partie de l'entretien était généralement plus longue et les réactions recueillies ont été intégrées dans cette évaluation. Les entretiens duraient entre une et deux heures.

[5] Annexe 2 : Questionnaire pour enseignants, chargés de cours et éducateurs

Étant donné l'importance de l'avis des élèves quant à l'évaluation des cours qu'ils suivent, un questionnaire fermé leur étant destiné a été créé en février 2011.[6] Ce questionnaire fermé et composé de huit questions concernait les impressions et le niveau de satisfaction des élèves ainsi que leur avis quant aux forces et faiblesses des COIP-IPDM. Les différents établissements ont été contactés par courriel. Lors des deuxièmes visites, entre mars et mai 2011, 165 élèves ont pris part à des discussions ouvertes de groupe et ont répondu au questionnaire individuellement. Dans chaque classe faisant l'objet d'une visite, une discussion ouverte de groupe a été menée, avec pour but de recueillir leurs impressions quant à la qualité des cours, leur niveau de satisfaction ainsi que leur préparation au marché de l'emploi. Ces discussions ont eu lieu en seule présence de l'enquêteur, sans intervenant. Ces discussions duraient entre dix et 30 minutes, selon les groupes. Après ces discussions, le but et l'anonymat du questionnaire étaient expliqués aux élèves. Un questionnaire était remis à chaque élève et l'enquêteur lisait chaque question à haute voix, la traduisait oralement en luxembourgeois et faisait une pause pour permettre aux élèves de répondre à la question par écrit. Les élèves avaient toujours la possibilité de demander des explications en cas d'incompréhension. Le questionnaire durait entre dix et 15 minutes selon les groupes. Cette seconde visite était aussi mise à profit pour rencontrer les enseignants et discuter des changements et développements survenus depuis la première visite, ainsi que pour éclaircir quelques points chez l'enquêteur.

Afin de recueillir de plus amples informations sur le travail des différents bureaux de l'ALJ (Action locale pour jeunes) et leur coopération avec les établissements, un questionnaire comportant sept questions ouvertes a été créé.[7] Tout comme au questionnaire remis aux enseignants, ce questionnaire permettait une certaine flexibilité et la possibilité de formuler de nouvelles questions en fonction des réponses apportées par la personne interviewée. Les questions sont basées sur les différents articles du règlement grand-ducal du 24 août 2007. De février à mai 2011, des entretiens ont été menés dans huit bureaux régionaux de l'ALJ. Les employés de l'ALJ ont été contactés par courriel et ont rapidement répondu. L'ordre des visites était aléatoire et a été établi en fonction de l'emploi du temps et de la disponibilité des employés. En juin 2011, un entretien a été mené avec le Chef de Service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM (Administration de l'emploi). Celui-ci a été contacté par téléphone. Un entretien à questions ouvertes a été utilisé afin de recueillir des informations sur la coopération et l'interaction entre l'ADEM et les différentes écoles, ainsi qu'entre l'ADEM et les différents bureaux de l'ALJ.

---

6 Annexe 3 : Questionnaire pour étudiants

7 Annexe 4 : Questionnaire ALJ

De plus, 25 réunions ont eu lieu au cours de l'année avec différents services et employés du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (SCRIPT, Service de la formation professionnelle et le Service des statistiques et analyses). Ces réunions étaient non-structurées et avaient pour sujet la méthodologie, le contenu, les questions et la structure des recherches et du présent rapport. L'enquêteur était aussi présent à toutes les réunions des groupes de coordination des COIP-IPDM.

Seules des informations statistiques limitées ayant trait aux COIP-IPDM ont été publiées par le Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle. Les études dans lesquelles les classes COIP-IPDM étaient mentionnées, ainsi que des informations statistiques inédites ont été mises à disposition par le service de statistiques et analyses du Ministère de l'Éducation. Chaque année, le bureau régional ALJ Esch-sur-Alzette recueille et compile, auprès de tous les bureaux régionaux de l'ALJ, des données relatives au parcours professionnel ou scolaire des élèves des COIP-IPDM trois mois après la fin de leur année scolaire. Ces données, jusqu'à présent inédites, ont été intégrées dans ce bilan.

Il est important d'insister sur le fait que l'enquêteur fait cette recherche en tant que 'outsider' - étranger, n'ayant jamais encore travaillé dans l'éducation au Luxembourg. Ceci, toutefois, lui donne une distance et une neutralité lui permettant de faire des observations sans idée fixe.

4. PLANIFICATION

D'abord, les deux premiers mois ont été mis à profit pour entreprendre la lecture de documents sur le système éducatif luxembourgeois en général ainsi que se référant directement ou indirectement aux COIP-IPDM. Des consultations ont eu lieu avec le Service de la Formation professionnelle, et l'agence qualité du SCRIPT, portant sur la procédure à suivre pour cette évaluation. Au début du mois d'octobre, une première réunion a eu lieu avec l'ALJ d'Esch-sur-Alzette, afin de discuter des COIP-IPDM de façon ouverte et de recueillir les impressions d'une personne ayant une longue expérience des COIP-IPDM et des élèves suivant ces cours. Pendant ce même mois d'octobre, le questionnaire destiné aux intervenants a été créé et les différents intervenants ont été individuellement contactés.

Ensuite, commençant avec le CNFPC Ettelbrück, les onze établissements scolaires ont fait l'objet de visites, et le contact a été établi avec les bureaux régionaux de l'ALJ. En février 2011, un rapport intermédiaire a été remis au SCRIPT, dont les commentaires ont été intégrés dans le présent document. Les visites aux bureaux ALJ ont eu lieu entre février et mai 2011. Le Service des statistiques et analyses du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a aussi été contacté afin d'apporter d'importantes informations statistiques à cette évaluation.

La deuxième visite dans les écoles et des réunions régulières au Ministère de l'Éducation ont eu lieu entre mars et mai 2011. En juin et juillet, toutes les informations et données recueillies ont été compilées et une rencontre avec le Chef de Service de l'ADEM, Orientation professionnelle a eu lieu. En août 2011, conseils et commentaires sur la structure du rapport ont été apportés par le SCRIPT. Ceux-ci ont été incorporés dans le présent ouvrage. Ce rapport a été finalisé pendant le mois de septembre 2011.

5. QUESTIONS

Le document mis au point par le SCRIPT en juin 2010[8] comprend sept axes de réflexion pour l'évaluation de la mise en œuvre de la loi qui prennent appui sur la loi et le règlement grand-ducal. A partir de ces axes de réflexions, une série de questions incorporant tous les articles du règlement a été formulée. Allant au-delà de ces sept axes de réflexion, d'autres questions seront formulées afin de fournir une image plus générale du programme. Chaque question correspond à un ou plusieurs articles du règlement grand-ducal du 24 août 2007.

1. **LES COURS:** Quelles sont les similitudes et les différences entre les écoles offrant des classes COIP-IPDM en terme d'enseignement général, de formation pratique et professionnelle, d'éducation technique et de branche d'expression et de stage en entreprises ? (Articles correspondants: articles 2,3 & 4 du règlement grand-ducal du 24 août 2007)

2. **EVALUATION ET AVANCEMENT**: Quel est le processus d'évaluation et d'avancement? Quel est le taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire? Est-ce que le dispositif a permis de réduire le décrochage scolaire de cette population spécifique? (Articles correspondants : articles 5 & 6 du règlement grand-ducal du 24 août 2007)

3. **L'ENCADREMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE**: Existe-t-il un dispositif pour soutenir les élèves à besoins spécifiques? (Articles correspondants: articles 7,8 & 9 du règlement grand-ducal du 24 août 2007)

4. **PARTENARIATS**: Existe-t-il systématiquement des partenariats pour favoriser les activités culturelles, artistiques et sportives? (Article correspondant : article 10 du règlement grand-ducal du 24 août 2007)

5. **TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE** : Quelles sont les mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'ALJ et quelle en est l'organisation? (Articles correspondants : articles 11 & 12 du règlement grand-ducal du 24 août 2007)

6. **CONCLUSION:** Les formations préparent-elles bien les élèves au futur métier?

[8] Annexe 1

6. STRUCTURE DU DOCUMENT

Ce bilan fournira tout d'abord un état de lieux des établissements qui offrent des classes COIP-IPDM. Des informations détaillées sur le contexte des COIP-IPDM, tel que le nombre d'écoles offrant des classes COIP-IPDM, le nombre d'intervenants et de plus amples informations sur les élèves tel que leur nationalité, leur âge, les cours suivis ou leur occupation avant leur entrée en classe COIP-IPDM, etc. seront précisées. Une fois que les profils des élèves, des enseignants et des établissements ont été fournis, chaque article du règlement grand-ducal du 24 août 2007 sera analysé.

Une deuxième partie fournira les résultats. En premier lieu, l'´Etat des lieux sera analysé de plus près suivi par une analyse plus détaillée de la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 24 août 2007. De plus, les questions élaborées ci-dessus vont être discutées en détail. La conclusion est suivie d'une section sur les recherches futures et des recommandations.

7. ÉTAT DES LIEUX

La première partie de cette section exposera l'état des lieux des établissements et classes, des intervenants et des élèves des classes COIP-IPDM entre les années scolaires 2007/2008 et 2010/2011.

7.1. ÉTABLISSEMENTS & CLASSES

Pendant la première année de la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007, l'année scolaire 2007/2008, six lycées (LTC, LTE, LTJB, LTMA, NOSL)[9] et le CNFPC Esch-sur-Alzette et CNFPC Ettelbrück offraient des classes COIP-IPDM. En 2009/2010, le LTETT[10] et le LNB[11] ont ouvert de nouvelles classes COIP-IPDM, suivis par le LN[12] en 2010/2011. En 2011/2012, les classes COIP-IPDM pourront aussi être suivies au Lycée Bel-Val et au Lycée Technique de Bonnevoie. Le nombre d'établissements scolaires offrant des classes COIP-IPDM a donc augmenté de huit à onze entre 2007 et 2011. Le nombre de classes offertes a augmenté de 32 en 2007/2008 à 36 en 2010/2011. Pour l'année 2011/2012, le nombre de classes offertes se réduit à 32 classes. Le tableau (Fig. 1) fournit des informations sur le nombre de classes COIP-IPDM dans les différents établissements entre l'année scolaire 2007/2008 et 2011/2012.

[9] LTC- Lycée Technique du Centre, LTE – Lycée Technique Esch-sur-Alzette, LTJB – Lycée Technique Joseph Bech, LTMA – Lycée Technique Mathias Adam, NOSL – Nordstad Lycée
[10] Lycée Technique Ettelbrück
[11] Lycée Nic Biever
[12] Lycée du Nord

FIGURE 1: NOMBRE DE CLASSES COIP-IPDM SELON LES ÉTABLISSEMENTS (2007/2008 À 2011/2012)

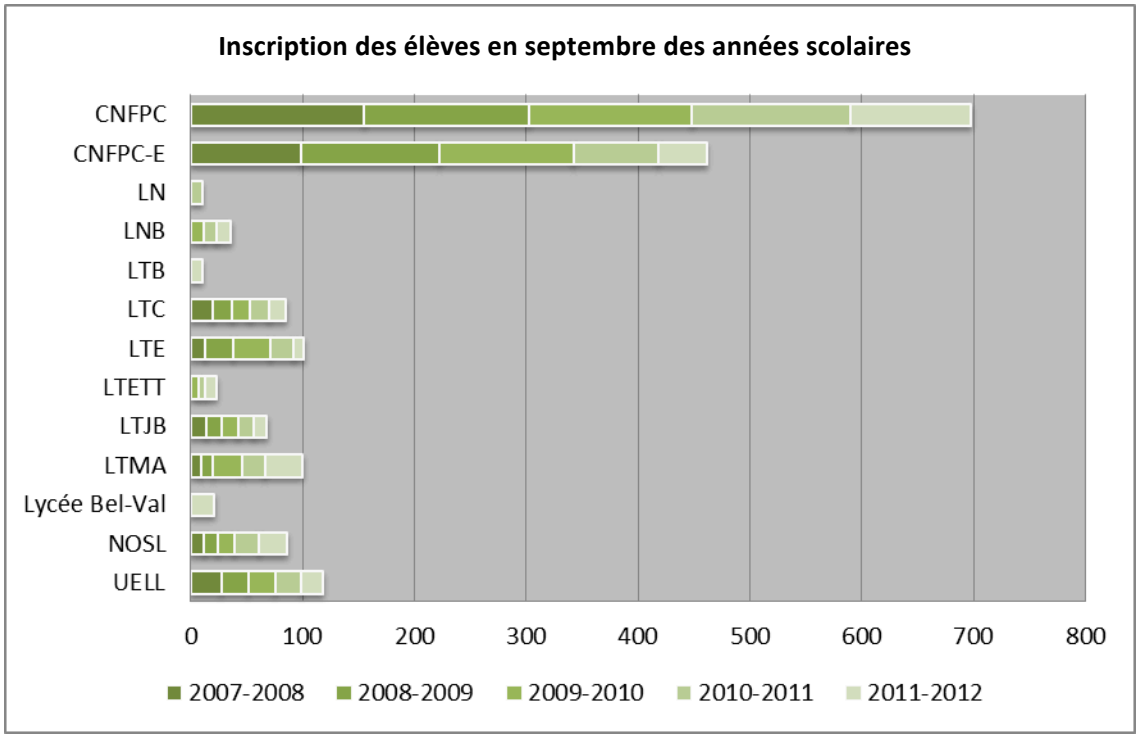
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
CNFPC	15	14	15	14	12
CNFPC-E	10	13	10	8	5
LN				1	0
LNB			1	1	1
LTB					1
LTC	1	1	1	1	1
LTE	1	2	3	2	1
LTETT			1	1	1
LTJB	1	1	1	1	1
LTMA	1	1	2	2	3
Lycée Bel-Val					2
NOSL	1	1	1	2	2
UELL	2	2	2	2	2
Total	32	35	37	35	32

Source: Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, Service des statistiques et analyses, sept 2011

Lors de la première année 2007/2008, 348 élèves étaient inscrits, répartis en 32 classes COIP-IPDM. Entre la rentrée de 2007 et celle de 2009, une augmentation du nombre d'élèves (de 348 à 414) peut être observée (Fig. 2). Ce nombre décroît lors de l'année 2010/2011 avec 51 élèves en moins que l'année précédente. En 2011/2012 le nombre d'inscriptions baisse encore pour atteindre seulement 318 élèves.

FIGURE 2: INSCRIPTION DES ÉLÈVES EN SEPTEMBRE DES ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2011/2012

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
CNFPC	155	147	146	142	107
CNFPC-E	99	123	120	76	43
LN				10	
LNB			12	11	13
LTB					10
LTC	19	18	16	17	15
LTE	13	25	33	21	9
LTETT			7	6	10
LTJB	14	13	15	14	12
LTMA	9	11	26	20	34
Lycée Bel-Val					21
NOSL	12	12	15	22	25
UELL	27	24	24	24	19
Total	348	373	414	363	318



Source: Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, service des statistiques et analyses, sept 2011

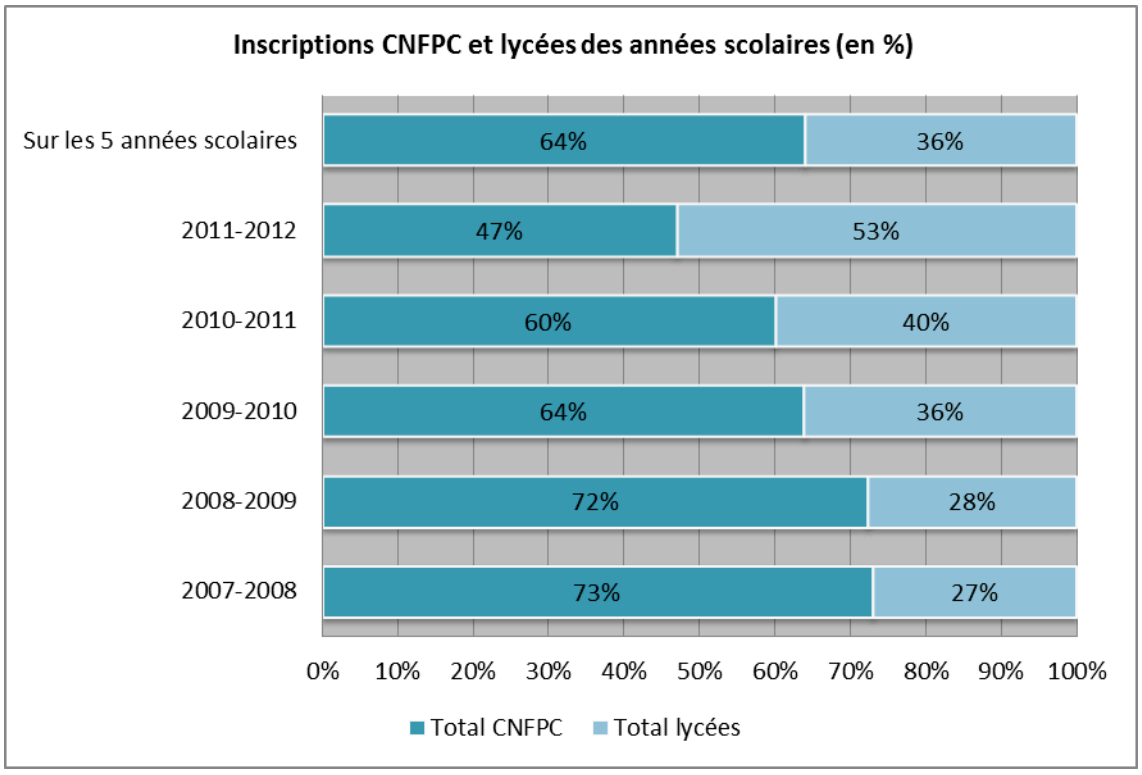
Le nombre d'élèves par classe varie entre un minimum de six et un maximum de 19 élèves.

Il a été constaté que le nombre d'élèves connaît des fluctuations pendant l'année scolaire. En septembre 2009, par exemple, 414 jeunes étaient inscrits aux classes COIP-IPDM. En février 2010, 407 jeunes fréquentaient les classes. En avril 2010, le nombre d'inscriptions était 397. En juillet 2010, le nombre d'inscriptions a baissé jusqu'à 375.[13] La situation en 2010/2011 était similaire.

Chaque année, la plupart des élèves sont inscrits dans les deux CNFPC (Fig. 3). Depuis 2007/2008, la proportion des élèves inscrits dans les CNFPC diminue chaque année.

FIGURE 3: INSCRIPTIONS CNFPC ET LYCÉES DES ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Sur les 5 années scolaires
Total CNFPC	73%	72%	64%	60%	47%	64%
Total lycées	27%	28%	36%	40%	53%	36%



Source: Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, Service des statistiques et analyses, sept 2011

[13] Rapport de la réunion CHADIR-IPDM du vendredi, 23.7.2010

En 2007/2008, 73% (c.-à-d. 254 des 348 élèves inscrits en septembre) des élèves étaient inscrits dans les deux CNFPC, cette proportion baissant à seulement 60% (c.-à-d. 218 de 363 élèves) pour l'année 2010/2011.

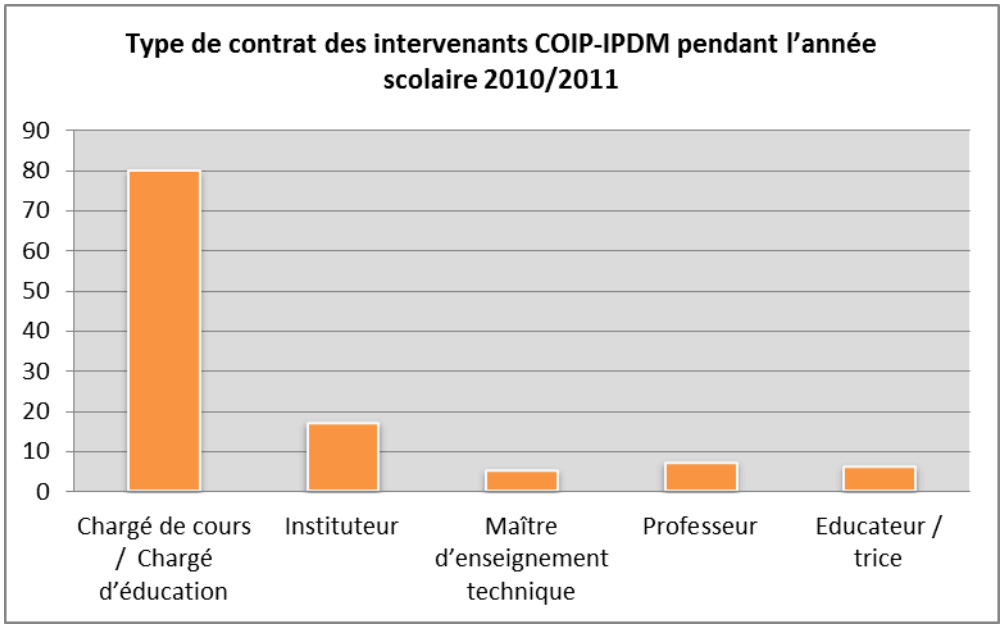
7.2. INTERVENANTS

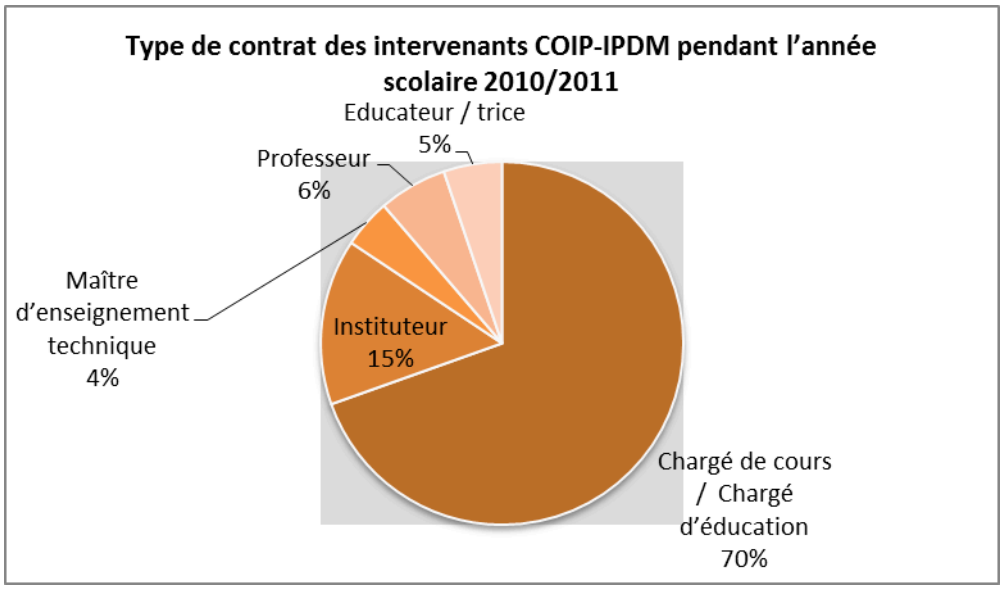
Pendant l'année scolaire 2010/2011, 115 intervenants ont enseigné dans les 36 classes COIP-IPDM au Luxembourg. Le nombre d'intervenants en 2010/2011 varie entre quatre par classe (LTJB, NOSL, CNFPC, CNFPC-E) et six pour les autres établissements.

L'histogramme (Fig. 4) ci-dessous nous montre qu'en 2010/2011, une grande majorité des enseignants des classes COIP-IPDM étaient employés comme chargés de cours/d'éducation.

FIGURE 4: TYPE DE CONTRAT DES INTERVENANTS COIP-IPDM PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE 2010/2011

	Chargé de cours / Chargé d'éducation	Instituteur	Maître d'enseignement technique	Professeur	Educateur / trice
CNFPC	35				
CNFPC-E	16				
LTC	4	1		1	6
LTE	6				
LTETT		2	3	1	
LTJB		3		1	
LTMA	6	1		1	
LN	4		1	1	
LNB	2	4			
NOSL	2	4	1	1	
UELL	5	2		1	
Total	80	17	5	7	6





Source: question posée par l'enquêteur aux régents dans tous les établissements visités, qui ont vérifié avec leur secrétariat. Mars-mai 2011

Les intervenants COIP-IPDM, qu'ils soient instituteurs, professeurs ou chargés de cours/d'éducation, ne reçoivent pas de formation particulière avant de commencer à donner cours en classe COIP-IPDM.

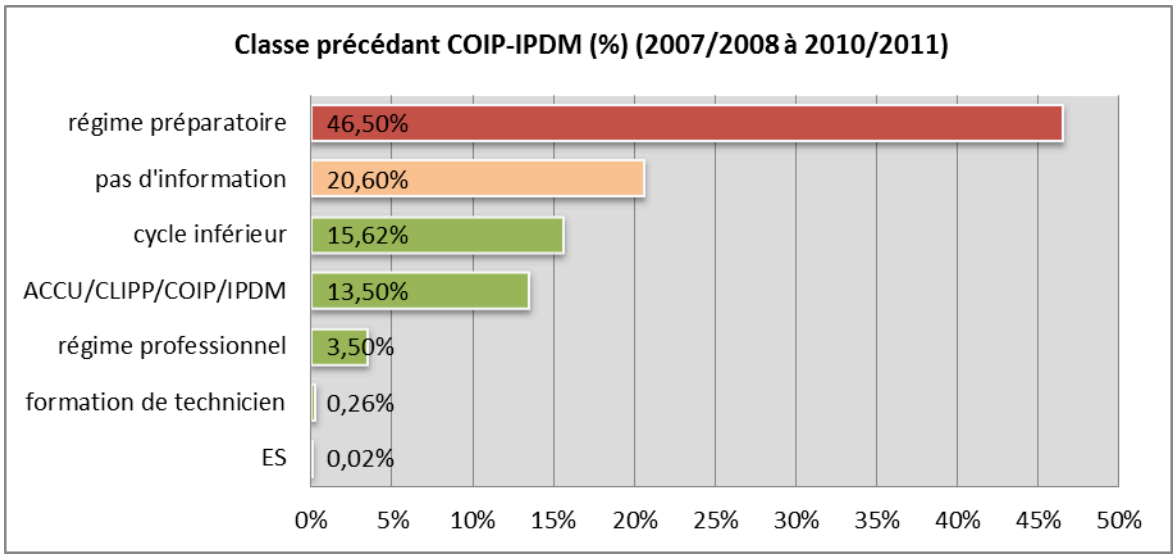
7.3. ÉLÈVES

Les classes COIP-IPDM sont destinées aux élèves qui ne « remplissent pas les critères pour accéder au régime professionnel de l'enseignement secondaire technique ou qui ne disposent pas des compétences nécessaires pour accéder au marché de l'emploi. Les cours d'orientation et d'initiation professionnelles peuvent s'adresser également aux jeunes ayant quitté prématurément l'école, afin qu'ils réintègrent le système d'éducation et de formation ». (Art. 3. (1) loi du 16 mars 2007).

7.3.1. Classe précédant COIP-IPDM

L'histogramme ci-dessous (Fig. 5) nous montre quels cours étaient suivis par les élèves pendant l'année précédant leur inscription en classe COIP-IPDM (2007/2008-2010/2011).

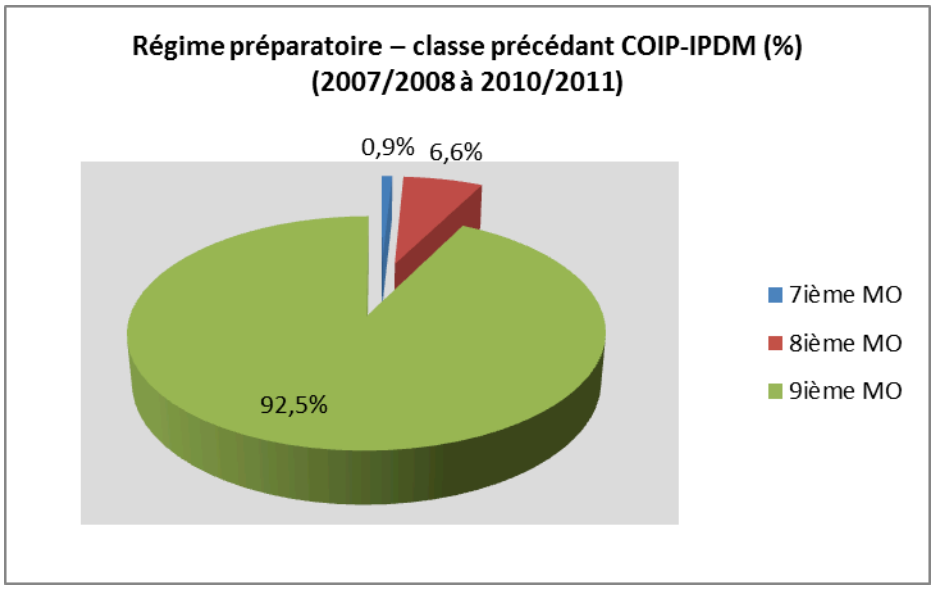
FIGURE 5: CLASSE PRÉCÉDANT COIP-IPDM, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011



Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, mars 2011.

Entre 2007/2008 et 2010/2011, la majorité des élèves COIP-IPDM étaient dans une classe du régime préparatoire l'année avant de s'inscrire dans une classe COIP-IPDM. Une recherche plus détaillée (Fig.6) de ces élèves montre que 92,5% d'entre eux viennent d'une 9MO (modulaire). 46 élèves (6,6%) d'entre eux, viennent d'une 8MO et six (0,9%) des élèves seulement sont passés directement d'une 7MO à la classe COIP-IPDM.

FIGURE 6: PRÉPARATOIRE – CLASSE PRÉCÉDANT COIP-IPDM, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011



Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, mars 2011.

La figure 5 montre qu'après le préparatoire, la deuxième catégorie (à part de la catégorie sans information) avec le pourcentage le plus élevé concernent les élèves qui ont comme classe précédent le cycle inférieur avec 15,6%. La majorité d'entre eux ont fait une 9PR, avec seulement neuf élèves qui ont rejoint les COIP-IPDM après une 8PO/8TE/8STP.

La proportion d'élèves issus d'une classe d'accueil ACCU/CLIPP[14] ou d'une classe de COIP-IPDM est de 13,5% (fig. 5). Les élèves suivant une deuxième année de COIP-IPDM a fortement augmenté depuis 2008, avec un total de 136 élèves (9,1%) du total des élèves COIP-IPDM entre 2008/2009 et 2010/2011. Pendant l'année 2010/2011, 59 élèves (16,2%) du total de la population COIP-IPDM étaient en deuxième année de COIP-IPDM. La figure 5 montre aussi que seulement 52 élèves (3,5%) proviennent du régime professionnel et seulement un élève provient de l'enseignement secondaire (ES). Une proportion importante des élèves ne provient d'aucun de ces régimes et est classée comme « provenance inconnue ». Cette inconnue peut s'expliquer par le fait qu'ils n'étaient pas inscrits dans une école luxembourgeoise, qu'ils aient travaillé ou simplement arrêté leurs études pendant l'année précédant leur entrée en classe COIP-IPDM.

[14] classes d'accueil

7.3.2. La sélection des élèves

La sélection des élèves dépend des écoles, des enseignants et du conseil de classe car il n'existe pas de critère explicite pour la sélection des élèves. La plupart des lycées connaissent leurs élèves des années précédentes, ce qui n'est pas le cas dans les CNFPC. Certains lycées choisissent soigneusement leurs élèves, en faisant attention à la conduite et les absences non excusées. Ce mode de sélection existe aussi dans les CNFPC, mais n'a pas lieu de façon aussi stricte.

Entre les années scolaires 2007/2008 et 2010/2011, les inscriptions dans la plupart des écoles étaient organisées lors des journées officielles d'inscription au mois de juillet et jusqu'au 15 septembre. Passé ce délai, les jeunes étaient inscrits sur une liste d'attente et contactés au fur et à mesure que les places se libéraient. Il a été porté à l'attention de l'enquêteur lors de la réunion de coordination entre les chargés de direction des établissements proposant des classes COIP-IPDM que le fait d'accepter l'inscription d'un élève en juillet peut avoir un effet négatif sur sa motivation à chercher un apprentissage pendant les mois d'été. Les élèves qui font un effort dans leur recherche d'un apprentissage risquent cependant de ne pas être reçus dans une classe COIP-IPDM au mois de septembre, le nombre d'élèves dans ces classes pouvant alors avoir atteint le maximum possible.

Les élèves doivent signer un contrat d'admission avec l'établissement. Ce contrat vise à régler la discipline et le comportement des élèves, à responsabiliser le jeune et à mieux intégrer les parents – ou la personne responsable, qui doivent aussi signer le contrat – dans le travail pédagogique. Les conventions diffèrent selon les établissements.

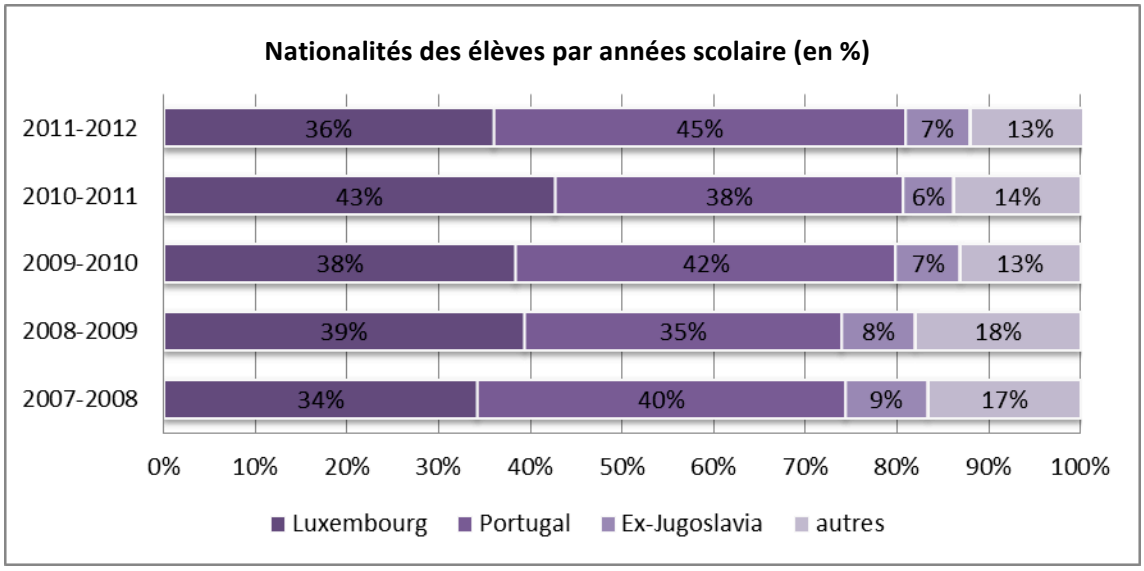
Chaque année, un certain nombre d'élèves ayant reçu le statut de handicapé ou souffrant de problèmes de santé (par exemple Syndrome d'Opitz) sont acceptés. De plus, chaque année, certains élèves se voient accorder le statut de handicapé pendant l'année.

Pour l'année scolaire 2011/2012, le Ministère de l'Éducation nationale a décidé de reporter les inscriptions au mois de septembre. Il est clair que si un élève n'est pas prêt à suivre un apprentissage, il peut être inscrit plus tôt. De plus, un élève étant toujours sous obligation scolaire doit s'inscrire dans le même lycée ou dans un autre lycée (mais non plus dans un CNFPC) si ce lycée n'offre pas de classes COIP-IPDM. Les élèves n'étant plus sous obligation scolaire doivent prouver qu'ils recherchent activement un apprentissage ou une formation. À partir de 2011, un certificat y afférant leur sera délivré par le service de l'Orientation professionnelle de l'ADEM et devra être produit par l'élève pour l'inscription.

7.3.3. Nationalité des élèves

Comme nous pouvons le voir dans le diagramme ci-dessous (Fig. 7), seule une petite majorité des élèves en classe COIP-IPDM de 2007/2008 – 2009/2010 sont de nationalité luxembourgeoise (39,2% - un total de 588 élèves depuis 2007). Les deux nationalités les mieux représentées après le Luxembourg sont le Portugal et l'Ex-Yougoslavie (Bosnie, Serbie, Kosovo Macédoine et Croatie), avec 37,8 % et 7,2% des élèves respectivement.

FIGURE 7: NATIONALITÉS ÉLÈVES 2007/2008 À 2010/2011



Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle, Bureau des analyses et statistiques, Février 2011

Ces proportions des nationalités sont très similaires aux classes modulaires du préparatoire dans l'enseignement secondaire technique pendant la même période. En effet, entre 2007/2008 et 2009/2010, environ 40% des élèves étaient d'origine luxembourgeoise, 40% d'origine portugaise. Pendant cette même période, 7% étaient des pays de l'Ex-Yougoslavie.[15]

[15] Ministère de l'éducation nationale, Service des statistiques et analyses, mai 2011

7.3.4. Age des élèves

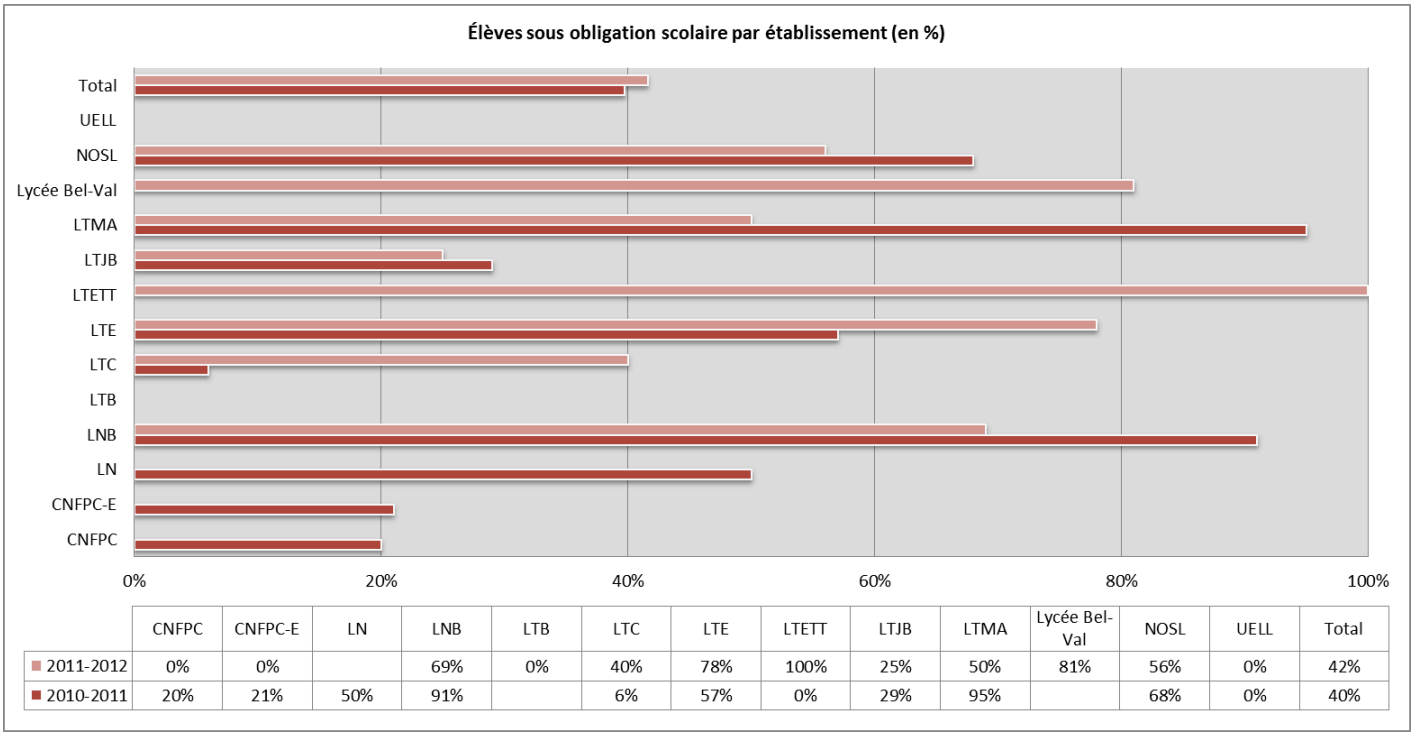
L'article 1 du règlement grand-ducal du 24 août 2007 stipule que les classes COIP-IPDM sont « (...) à l'intention des élèves âgés au moins de quinze ans (...) et de moins de 18 ans». Au départ, le programme COIP-IPDM était donc destiné aux élèves ayant atteint la fin de leur éducation obligatoire. Cependant, l'article 12 de la loi du 6 février 2009[16] stipule que l'obligation scolaire s'étend maintenant jusqu'à l'âge de 16 ans. Cette modification a eu un effet sur la population des classes COIP-IPDM à partir de 2009/2010, avec environ 40% des élèves étant toujours sous obligation scolaire. Ce pourcentage varie selon les établissements, tel que nous pouvons le voir dans l'histogramme ci-dessous (Fig.8).

FIGURE 8: ÉLÈVES SOUS OBLIGATION SCOLAIRE, ANNÉES SCOLAIRES 2009/2010 & 2010/2011

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
CNFPC	27%	25%	10%	20%	0%
CNFPC-E	26%	22%	28%	21%	0%
LN				50%	
LNB			92%	91%	69%
LTB					0%
LTC	5%	0%	25%	6%	40%
LTE	77%	68%	70%	57%	78%
LTETT			43%	0%	100%
LTJB	57%	31%	27%	29%	25%
LTMA	67%	73%	96%	95%	50%
Lycée Bel-Val					81%
NOSL	67%	42%	47%	68%	56%
UELL	7%	0%	17%	0%	0%
Total	42%	33%	46%	40%	42%

[16] Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0020/a020.pdf

FIGURE 9: ÉLÈVES RECEVANT UNE AIDE À LA FORMATION, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011



	CNFPC	CNFPC-E	LN	LNB	LTB	LTC	LTE	LTETT	LTJB	LTMA	Lycée Bel-Val	NOSL	UELL	Total
2011-2012	0%	0%		69%	0%	40%	78%	100%	25%	50%	81%	56%	0%	42%
2010-2011	20%	21%	50%	91%		6%	57%	0%	29%	95%		68%	0%	40%

Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, sept 2011.

7.3.5. Genre des élèves

Une majorité de 64% des élèves COIP-IPDM depuis 2007 sont de genre masculin. La répartition par genre en formation professionnelle au Luxembourg est similaire[17].

[17] MENFP (2010) l'enseignement luxembourgeois en chiffres, la formation professionnelle, Statistiques globales et analyse des résultats scolaires, page 11
http://www.men.public.lu/publications/etudes_statistiques/statistiques_postprimaire/110714_chiffres_form_prof/110714_prof_2011online.pdf

7.3.6. Aide à la formation

Afin de mieux comprendre la situation sociale des élèves, il est utile d'analyser les proportions d'élèves recevant une aide à la formation. L'article un du règlement grand-ducal du 29 mars 2007 relatif aux conditions d'attribution de l'aide à la formation pour mineurs ainsi que de la prime de formation stipule que :

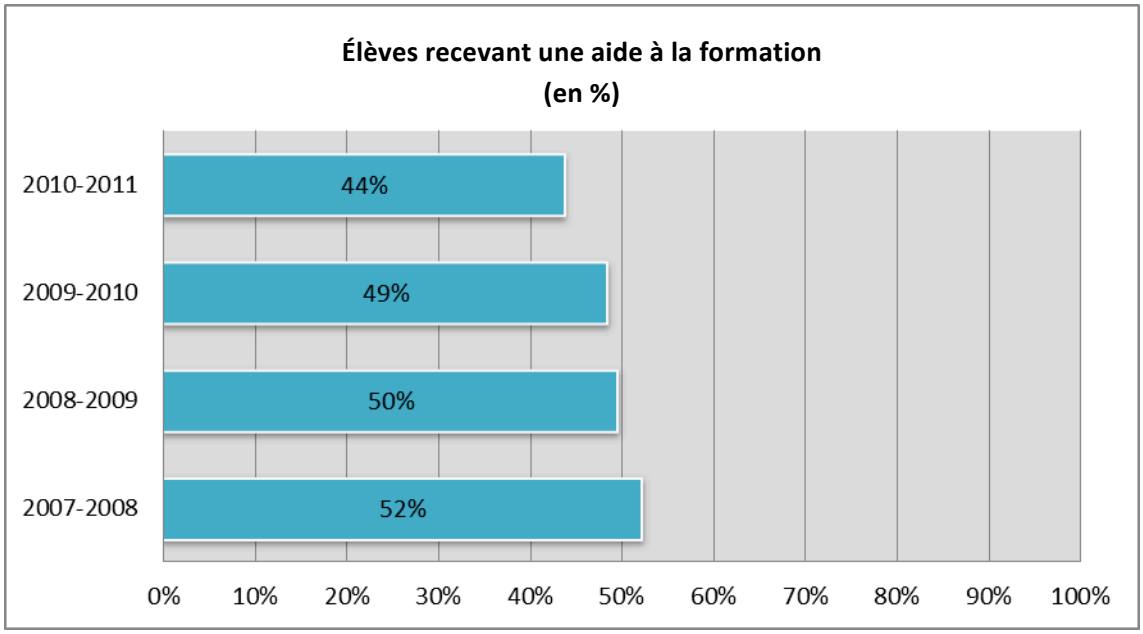
« (1) Pour bénéficier de l'aide à la formation pour apprenants mineurs d'âge fréquentant les cours d'orientation et d'initiation professionnelles, les ressources dont ceux-ci disposent ensemble avec les personnes faisant partie de la communauté domestique où ils vivent ne doivent pas dépasser les limites suivantes:

– Pour une communauté domestique comprenant un adulte avec un mineur la limite est fixée à 1,5 fois le salaire social minimum mensuel brut en vigueur au moment de l'introduction de la demande de l'aide.

– Pour chaque adulte et/ou mineur d'âge supplémentaire faisant partie de la communauté domestique, cette limite mensuelle est augmentée de 100 €. Ce montant correspond à la base 100 au 1er janvier 1948 de l'indice des prix à la consommation nationale.

(2) En vue de la définition des ressources dont dispose l'apprenant mineur avec les personnes faisant partie de la communauté domestique sont considérés les montants bruts issus : des revenus professionnels, du RMG ou complément RMG, du chômage, d'une rente d'orphelin, d'une pension de veuve ou veuf, d'une rente d'invalidité, d'une rente de vieillesse, d'une rente accident, d'une pension étrangère, d'indemnités versées dans le cas d'un congé parental et de l'allocation d'éducation et de tout autre revenu de remplacement. Les allocations familiales et les indemnités d'apprentissage touchées ne sont pas prises en compte. La définition des ressources est effectuée au début de la fréquentation des cours et devra être renouvelée en cas de fréquentation d'une deuxième année scolaire. En cas de rigueur, la situation de l'apprenant mineur pourra être réexaminée au cours de l'année scolaire »

Depuis 2007, le nombre et le pourcentage d'élèves COIP-IPDM recevant une aide à la formation a diminué chaque année, allant de 52% en 2007/2008 (182 élèves sur 348) à 44% en 2010/2011 (159 élèves sur 363).

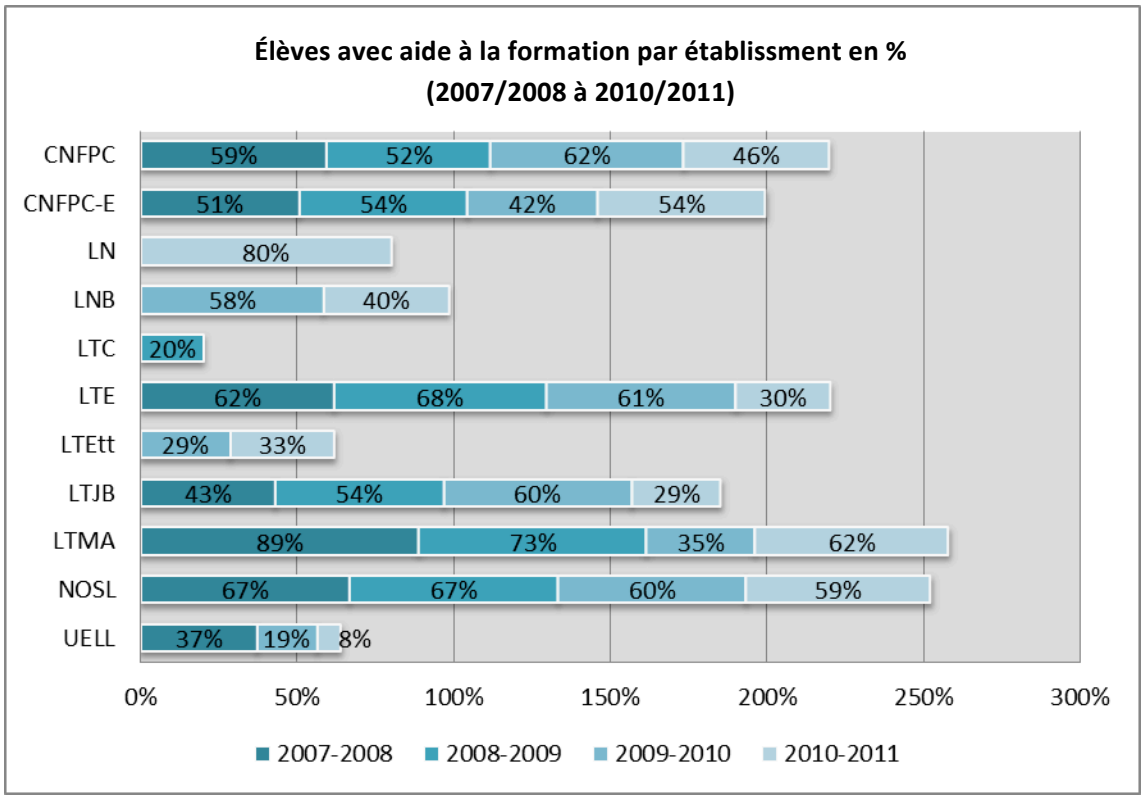


Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, juin 2011.

La grande majorité des élèves recevant une aide à la formation étaient inscrits aux CNFPC. La figure 10 ci-dessous nous montre que certaines écoles, le LTC et le LTETT par exemple, n'ont que quelques élèves recevant une aide à la formation. Le LTE, quant à lui, est le lycée détenant la plus grande proportion d'élèves COIP-IPDM recevant une aide à la formation.

FIGURE 10: ÉLÈVES RECEVANT UNE AIDE À LA FORMATION PAR ÉTABLISSEMENT, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
CNFPC	59%	52%	62%	46%
CNFPC-E	51%	54%	42%	54%
LN				80%
LNB			58%	40%
LTC		20%		
LTE	62%	68%	61%	30%
LTEtt			29%	33%
LTJB	43%	54%	60%	29%
LTMA	89%	73%	35%	62%
NOSL	67%	67%	60%	59%
UELL	37%		19%	8%
Total	**52%**	**50%**	**49%**	**44%**

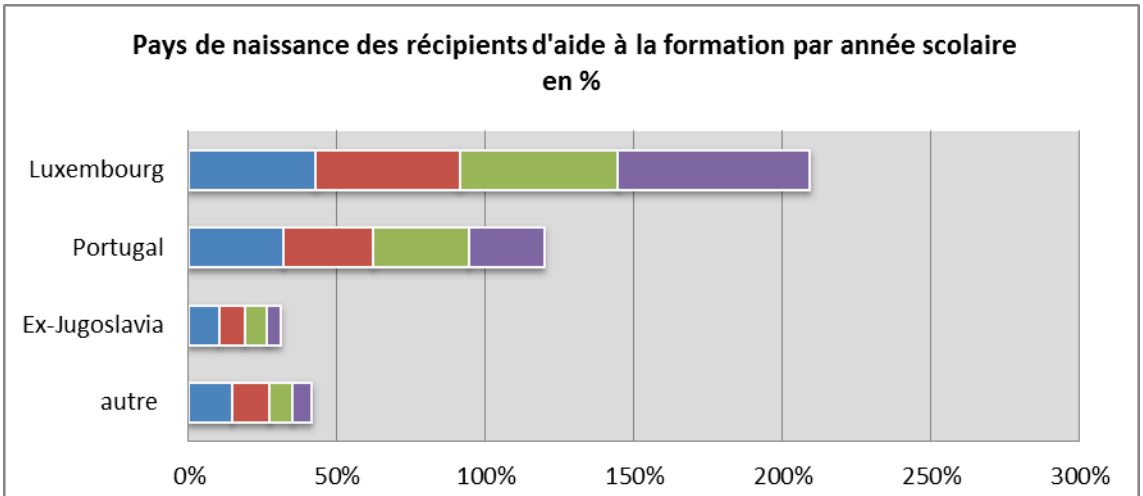


Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, juin 2011.

Aucune donnée sur la nationalité des élèves recevant une aide à la formation n'a pu être trouvée. La figure 11 nous montre cependant leur pays de naissance, la majorité étant nés au Luxembourg (51% de 2007/2008 à 2010/2011), les élèvent nés au Portugal et en ex-

Yougoslavie et recevant une aide à la formation représentent 29,8% et 7,8%. Ceux nés dans un autre pays représentent 10,4%.

FIGURE 9: PAYS DE NAISSANCE DES RÉCIPIENTS D'AIDE À LA FORMATION, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2010/2011



	autre	Ex-Jugoslavia	Portugal	Luxembourg
2007-2008	15%	10%	32%	43%
2008-2009	12%	9%	30%	49%
2009-2010	8%	8%	32%	53%
2010-2011	6%	4%	25%	65%

Source: Ministère de l'Éducation et de la Formation continue, Service des statistiques et analyses, mars 2011.

8. LE RÈGLEMENT GRAND DUCAL du 24 aout 2007

Maintenant que nous avons exposé l'état des lieux des cours COIP-IPDM, le règlement grand-ducal du 24 aout 2007 peut être analysé de plus près pour voir ce qui a été implémenté et comment. Cette partie est donc un état de lieux du règlement grand-ducal dans les établissements du pays.

8.1. LES COURS

Les cours sont traités dans les articles 2, 3 et 4 du règlement grand-ducal du 24 août 2007.

Article 2 :

L'article 2 stipulant que « les cours ont une durée normale d'une année scolaire. Dans certains cas et suivant les progrès individuels des apprenants, la formation peut être prolongée d'une année scolaire sur décision du conseil de classe » est appliqué dans tous les lycées. Ceci est en place dans tous les lycées.

Pour des raisons de continuité, l'analyse continuera par les articles 4 puis 3.

Article 4 :

L'article 4 du règlement grand-ducal 24 août 2007 stipule que :

« Les cours comprennent:
a. un volet pratique et professionnel avec:
– des unités de formation pratique en atelier scolaire incluant des notions de théorie de formation professionnelle d'accompagnement;
– des stages longs et/ou hebdomadaires en entreprise;
b. un volet général et social avec:
– des unités d'enseignement général incluant le calcul et la communication;
– des unités d'éducation sociale et civique.
Des activités sportives et des projets d'initiation à la vie culturelle et artistique complètent l'offre pédagogique du volet général et social. Le volet pratique et professionnel, ainsi que le volet général et social sont organisés pendant cinq jours par semaine. L'élève y participe obligatoirement. La durée des cours au centre et aux lycées est de trente leçons hebdomadaires dont un tiers au moins est destiné au volet pratique et professionnel et un tiers au moins au volet général et social. La grille horaire des cours est fixée par le ministre. »

D'après la grille horaire 2007-2011[18], les élèves IPDM-COIP suivent 30 heures de cours par semaine. Cet horaire est divisé en dix heures d'enseignement général, dix heures de formation pratique et professionnelle, et dix heures d'éducation technologique et branches d'expression.

8.1.1. Enseignement général

Le programme officiel destiné à l'enseignement général en classe COIP-IPDM est basé sur un document qui donne les socles de compétences et le contenu du cours. Toutefois, il n'existe pas de livre scolaire ou de fiche de travail spécifiques pour des classes COIP-IPDM. Tous les enseignants créent un programme d'après les socles de compétences et les besoins de leurs élèves. Les socles de compétences servent de principes directeurs pour l'élaboration du programme. L'exposé des socles de compétences[19] indique que "Vu le caractère transversal, l'enseignement général, qui se compose à la fois par la communication (COMIP), le calcul (CALIP), l'éducation civique et sociale (ECSIP), les technologies de l'information et de la communication (TICIP) et par l'éducation physique et sportive (EDUIP), n'est pas dispensé par branches isolées, mais par les biais de thèmes interdisciplinaires. Le projet interdisciplinaire est un processus de construction de la connaissance. Pour élaborer un projet complexe, l'élève fait appel à des connaissances acquises dans d'autres cours, dans d'autres circonstances de la vie. »

Dans la grille horaire 2007-2011[20], l'enseignement général est composé de communication (COMIP ; quatre heures), calcul (CALIP ; quatre heures) et d'éducation civique et sociale (ECSIP ; deux heures). Ces dix heures d'enseignement général sont utilisées de façon flexible selon les établissements (LN = neuf heures ; LTMA = 12 heures), mais la majorité des écoles en restent aux dix heures.

La grille horaire de l'année 2011/2012[21] reconnaît ce besoin de flexibilité et le nombre d'heures à donner pour les différents cours n'est plus mentionné, laissant cette décision aux enseignants.

---

[18] Annexe 5 : grille horaire 2007-2011

[19] Les cours d'orientation et d'initiation professionnelles, CNP-EST, version provisoire du 11.12.2009

[20] Annexe 5 : grille horaire 2007-2011

[21] Annexe 6 : grille horaire 2011-2012

Le caractère transversal est mis en pratique dans tous les établissements COIP-IPDM au travers de projets de différentes envergures, en fonction des thèmes interdisciplinaires suivants:

1. Les relations humaines
2. Mon projet personnel et professionnel
3. Mobilité et transport
4. Santé et prévention
5. La sécurité au travail
6. Le travail
7. Les droits et les devoirs professionnels
8. L'argent
9. Le logement
10. Les loisirs
11. La sécurité routière
12. Les défis environnementaux

Certains enseignants utilisent des manuels scolaires tels que « Ma vie privée », « Ma vie professionnelle » et « Ma vie sociale » et les adaptent. Au LTETT, les enseignants utilisent de grandes parties du programme de la 9ième MO pour l'enseignement général.

Les socles de compétences insistent sur l'importance des compétences sociales et professionnelles de base telles que la ponctualité, l'amabilité, le comportement en groupe, etc., et les intervenants soutiennent cette approche pédagogique. Ainsi, les activités de groupe et de prises de responsabilités occupent une place importante dans l'enseignement général.

En plus de l'enseignement proprement dit, les objectifs suivants sont visés : « renforcer la confiance en soi, valoriser leurs acquis et compétences, renforcer leur autonomie et encourager une responsabilité. Un des objectifs les plus importants est le développement de compétences sociales, primordial pour réussir sur le marché du travail.»

La grille horaire prévoit que « vu le caractère transversal, l'enseignement général et l'éducation technologique et branches d'expression qui se composent à la fois par la communication (COMIP), le calcul (CALIP), l'éducation civique et sociale (ECSIP), les technologies de l'information et de la communication (TICIP) et par l'éducation physique et sportive (EDUIP) ne sont pas dispensés par branches isolées, mais par les biais de thèmes interdisciplinaires". ECSIP, COMIP et CALIP sont donc enseignés avec un caractère transversal et font aussi partie des ateliers pratiques. Ainsi, une matière couverte en CALIP

sera révisée lors d'un atelier pratique. Mais certaines écoles ne donnent pas de cours de TICIP et EDUIP. A ce sujet, veuillez vous référer à la section « Éducation Technique et Branches d'Expression », page 33.

Les classes sont, en général, très hétérogènes.

8.1.2. Formation pratique et professionnelle

La grille horaire prévoit dix heures par semaine de formation pratique et professionnelle, avec travaux pratiques en atelier et stages en entreprises. L'année scolaire est complétée par des stages longs et/ou hebdomadaires en entreprise d'une durée minimale de 30 jours sans pour autant dépasser la durée maximale prévue par la loi concernant l'emploi des jeunes et élèves. Les stages longs peuvent être organisés pendant les périodes scolaires et/ou pendant les vacances scolaires.

8.1.2.1. Travaux pratiques en atelier

Article 3 :

L'article 3 du règlement grand-ducal du 24 août 2007, stipule :

« Les domaines professionnels dans lesquels les cours peuvent être organisés sont les suivants:

- agriculture, horticulture et environnement naturel;
- alimentation et cuisine;
- service restauration;
- aide aux personnes;
- vente;
- coiffure et soins corporels;
- habillement;
- peinture;
- bois;
- toiture ;
- bâtiment;
- métal ;
- mécanique et mécanique automobile;
- électrique.

La liste des domaines professionnels peut être modifiée, sur avis ou sur proposition des chambres professionnelles concernées. »

Parmi les 14 types d'ateliers inclus dans le règlement grand-ducal, trois n'étaient pas en option en 2010/2011 (toiture, habillement, aide aux personnes). Les ateliers les plus communément en option en 2010/2011 ont été bois (7x), alimentation et cuisine (6x), et

métal (5x). En plus des 14 métiers mentionnés dans le règlement grand-ducal, dix autres ateliers ont été offerts en option lors de l'année 2010/2011 : divers métiers, usinage, tôlerie, menuiserie, maçonnerie, aide ménage, couture, mécanicien vélo, atelier tracteur et dessin technique. Le type d'atelier offert en option dépend souvent de paramètres tels que l'espace, les machines et les intervenants disponibles. L'annexe 7 détaille les ateliers offerts dans les différents ateliers lors de l'année 2010/2011.

Le temps passé en atelier varie grandement entre les établissements. Les CNFPC offrent le plus grand nombre d'heures en atelier, jusqu'à 24 heures par semaine, tandis que l'UELL n'offre que deux heures par semaine. Le LTETT, par exemple, offre 12 heures par semaine, divisées en trois ateliers de quatre heures. Certains lycées, tel que le LTE, offrent deux ateliers sur l'année, un pour chaque semestre.

8.1.2.2. Stages hebdomadaires & stages longs en entreprise

La grille horaire 2007-2010 prévoit que « l'année scolaire est complétée par des stages longs et/ou hebdomadaires en entreprise d'une durée minimale de 30 jours sans pour autant dépasser la durée maximale prévue par la loi concernant l'emploi des jeunes et élèves. Les stages longs peuvent être organisés pendant les périodes scolaires et/ou pendant les vacances scolaires. Les stages sont organisés dans les métiers et professions donnant accès à une formation professionnelle. Pour des raisons motivées, une dérogation ministérielle peut être demandée par la direction du lycée ou du centre. »

Les élèves COIP-IPDM de tous les établissements sont donc tenus de faire un stage en entreprise. Les stages durent une ou deux semaines, mais peuvent être prolongés en cas de besoin ou à la demande de l'élève. Tous les établissements, exceptés le LTMA, le LN et le LNB, envoient leurs élèves COIP-IPDM en stage de six semaines sur l'année. Malgré le fait que le règlement grand-ducal exige une durée minimale de six semaines de stage, le LTMA ne requiert que deux semaines de stage, le LNB trois semaines et le LN quatre semaines. Dans ces écoles, les élèves peuvent faire plus de stages pendant l'année s'ils en ont la motivation.

Les stages n'ont pas lieu à une période précise et varient selon les écoles. Au CNFPC-Ettelbrück, par exemple, les élèves commencent leur stage quand ils se sentent prêts. Certains d'entre eux font leur stage lors du premier trimestre, d'autres ont besoin d'une plus longue préparation et le font au deuxième trimestre. Pour l'année 2011/2012, la durée maximale des stages a été fixée à 40 jours (huit semaines).

Avant de postuler pour un stage long en entreprise, les élèves apprennent à rédiger un CV, où et comment chercher un emploi, comment postuler, comment se présenter, etc. Les élèves sont ensuite exhortés à trouver leur placement professionnel par eux-mêmes (mais continuent de recevoir le soutien des enseignants si nécessaire). Ils postulent donc eux-mêmes, font les appels téléphoniques à leur employeur potentiel, rédigent leur CV, se présentent en personne, etc. Les élèves sont aussi encouragés à trouver des stages dans différents secteurs ou disciplines s'ils ne sont pas encore sûrs de la direction professionnelle dans laquelle ils voudront se lancer et trouver un apprentissage. En début d'année, il arrive souvent que les élèves n'aient aucune idée de ce qu'ils veulent faire, ou qu'ils aient des projets irréalistes (un enseignant a donné l'exemple d'un élève qui comptait devenir ingénieur civil). Au cours de l'année, après des discussions individuelles, les ateliers, les stages hebdomadaires et les stages en entreprise, nombre d'entre eux ont une idée réaliste de leurs possibilités.

Dans l'organisation des stages, il n'existe que peu de collaboration entre les établissements COIP-IPDM. Les stages d'une journée par semaine en entreprise sont à considérer comme activité en atelier pratique. Les stages hebdomadaires en entreprise sont offerts dans toutes les écoles à l'exception du LN, du LTETT et les CNFPC. L'UELL, le LTJB, le LTE et les CNFPC. Quelques-unes de leurs classes offrent des placements professionnels pendant toute l'année scolaire.

8.1.3. Éducation technique et branches d'expression (ESTIP)

Selon la grille horaire 2010/2011, dix heures hebdomadaires sont destinées à l'éducation technique et aux branches d'expression. Dans cette catégorie, les écoles ont le choix entre Éducation physique et sportive (EDUIP), Éducation artistique et culturelle (EACIP), Technologies de l'information et de la communication (TICIP), Projets pédagogiques (PRPIP), Ateliers (ATIxx). Aucune directive n'existe quant au temps requis pour chacune de ces options mais la grille horaire stipule que « la direction de chaque lycée ou de chaque centre décide des matières qu'il convient d'inscrire au programme de l'éducation technologique et branches d'expression, en fonction des besoins des élèves et des ressources de l'établissement : options, ateliers, travaux pratiques, culture générale, éducation physique et sportive, initiation à la vie culturelle et artistique. »

En 2010/2011, le nombre d'heures passées en ESTIP a varié entre zéro dans les CNFPC et 16 dans le NOSL. Les lycées qui offrent un nombre restreint d'heures en atelier en passent plus en ESTIP. Les projets pédagogiques peuvent faire part de ESTIP, permettent aussi de couvrir des matières qui sont d'intérêt aux élèves, tel que le sport (et par association la santé, la nutrition, etc.), ou les élèves peuvent travailler pendant une longue période sur un même projet.

La grille horaire stipule qu'«il est vivement recommandé que les technologies de l'information et de la communication soient intégrées dans le volet général et social, afin que les élèves puissent s'y familiariser, acquérir des notions de base dans un contexte naturel et réel et adopter une attitude responsable dans l'utilisation de l'Internet et des logiciels ».

En 2010/2011, quatre établissements (CNFPC, CNFPC-E, LTC et LN) n'offraient pas de cours d'« éducation physique et sportive » et quatre établissements n'offraient pas de cours d'« éducation artistique et culturelle » (LTE, LTJB, LN, LNB). Le projet pédagogique est mis en application dans toutes les écoles sauf quatre (CNFPC, CNFPC-E, LTC, LTMA). Les élèves ne recevant pas de cours d'éducation physique ont exprimé le souhait de voir du sport faire partie de leur programme. Pendant les entretiens individuels, nombre d'enseignants ont souligné l'importance de l'éducation physique dans le programme, celle-ci pouvant aider à renforcer la confiance en soi et l'esprit d'équipe ainsi qu'à maintenir une bonne santé physique.

8.2. ÉVALUATION & AVANCEMENT

Dans cette section, nous analyserons les socles de compétences et comment l'évaluation des élèves est menée en pratique. Ceci correspond aux l articles 5 & 6 du règlement grand-ducal.

8.2.1. Socles de compétence

Article 5 :

L'article 5 du règlement grand-ducal stipule que « le ministre fixe les socles de compétences à atteindre. Des équipes curriculaires sont chargées de l'élaboration et de la mise à jour des contenus du cours. » Pour permettre à chaque apprenant de progresser et d'apprendre selon son rythme et son style d'apprentissage, la pédagogie est orientée sur l' acquisition des compétences. Les compétences disciplinaires articulent les connaissances de base avec les compétences transversales et les compétences socio-affectives. Elles concrétisent les objectifs transversaux au niveau de la discipline ; elles permettent de concevoir des situations d'apprentissage sollicitant des connaissances et habiletés de base bien précises. Chaque élève possède un dossier de réussite dans lequel sont inscrits les performances et les acquis qui correspondent aux socles de compétences fixes, ainsi que les commentaires et les appréciations des formateurs et des enseignants. L'évaluation de la progression est ajoutée. Le dossier qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève constitue le dossier d'évaluation faisant fonction de bulletin scolaire.

De 2007/2008 à 2010/2011, plus de 400 compétences devaient être évaluées pour chaque élève. Pendant l'année 2010/2011 le total des compétences a été réduit. Ces compétences sont maintenant basées sur les socles de compétences du régime préparatoire. Une version provisoire de la nouvelle liste de compétence[22] sera mise en application à partir de septembre 2011. Dans les nouveaux socles de compétences, trois niveaux de compétences ont été définis :

- Compétences de base
- Compétences élargies
- Compétences avancées

[22] 'Les socles de compétences aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles', version provisoire 13 mai 2011/28 juin 2011, Jean Billa, Marie-Paule Muller, Casimir Pich, Cécilia Delapierre

Il faudra donc attendre la mise en pratique et l'évaluation de ces nouvelles mesures pour voir si elles permettent une meilleure évaluation des élèves.

8.2.2. Évaluation

Article 6 :

L'article 6 du règlement grand-ducal du 24 août 2007 stipule qu' « il est constitué pour chaque élève une matricule qui comprend:

– les performances et les acquis de l'élève correspondant aux socles de compétences fixés;
– les commentaires et les appréciations des formateurs, enseignants et éducateurs sur les travaux réalisés par l'élève;
– l'évaluation de la progression et les propositions d'orientation de l'élève.

La matricule qui documente le parcours d'apprentissage personnel de l'élève constitue le dossier d'évaluation faisant fonction de bulletin scolaire. Le conseil de classe recommande à l'élève sur base de la matricule une orientation:

– soit vers le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique;
– soit vers une deuxième année de cours d'orientation et d'initiation professionnelles;
– soit vers la vie active.

De l'année scolaire 2007/2008 à 2010/2011, l'évaluation et l'avancement de l'élève sont basés sur une longue liste de socles de compétences et sur les commentaires et les appréciations des formateurs, enseignants et éducateurs sur les travaux réalisés par l'élève. Un élève COIP-IPDM a accès à une 10ème CITP/CCM s'il a un taux de présence de 80% sur l'année et s'il a remis sa demande d'admission aux commissions d'admission au CITP et CCM. Dans le cadre de la réforme professionnelle, le règlement grand-ducal du 1er février 2010[23] stipule qu'un élève d'une classe IPDM-COIP est admis en 10e CCP s'il a un taux de présence de 80%. Aucun diplôme ou certificat n'est décerné aux élèves sortant des COIP-IPDM. Pendant les années scolaires 2007/2008 jusqu'à 2010/2011, les élèves en classe COIP-IPDM ne peuvent plus récupérer des modules qui leur font défaut après les années précédentes de leur carrière scolaire.

L'évaluation, la promotion et l'orientation sont maintenant mieux définies :

23

Règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant sur l'organisation des stages de formation en milieu professionnel de la formation professionnelle initiale; 2. la composition et les missions de l'office des stages (Texte republié) http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0189/a189.pdf

L'évaluation

1. « L'évaluation des apprenants fait partie intégrante du processus de formation. Elle permet de contrôler et de certifier les acquis et les progrès des apprenants et de déceler leurs difficultés. Elle renseigne l'apprenant, l'enseignant et le représentant légal de l'apprenant sur les progrès réalisés. L'évaluation se fait par module et porte sur les compétences à acquérir.

2. Dans les modules, les compétences à acquérir se subdivisent en compétences de base, en compétences élargies et en compétences avancées.

3. L'évaluation est exprimée à plusieurs degrés:

   a. Une compétence est « acquise » ou « non acquise ».
   b. Elle est « acquise » lorsque le socle est atteint ou dépassé.
   c. Un module est « non réussi », « réussi », « bien réussi » ou « très bien réussi».

   Un module est « réussi », lorsque toutes les compétences de base ont été acquises. Si lors de l'évaluation, une compétence de base n'est pas acquise, le module est « non réussi ».

   Un module est « bien réussi », lorsque toutes les compétences de base et toutes les compétences élargies ont été acquises.

   Un module est « très bien réussi », lorsque toutes les compétences de base, toutes les compétences élargies et toutes les compétences avancées ont été acquises.

Si pour un module plusieurs enseignants ou formateurs sont responsables de l'évaluation, ils se concertent pour fixer le résultat de l'évaluation du module.

Promotion

– En fin d'année scolaire l'apprenant inscrit aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles est soit orienté vers le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique, soit réintégré dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique soit orienté vers la vie active.

– Un apprenant ne peut s'inscrire qu'une fois aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles. Cependant et suivant les progrès individuels de l'apprenant, le conseil de classe peut prolonger la formation d'une année scolaire aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles.

Orientation et passerelles

– L'apprenant ayant terminé la classe d'orientation et d'initiation professionnelle est admis à la formation professionnelle de base.

– L'apprenant ayant bien réussi tous les modules de base est admis en 9e pratique de l'enseignement secondaire technique.

– L'apprenant ayant très bien réussi tous les modules de base est admis à la formation professionnelle initiale ».24

24

'Les socles de competences aux cours d'orientation et d'intiation professionnelles', version provisoire 13 mai 2011/28 juin 2011, Jean Billa, Marie-Paule Muller, Casimir Pich, Cécilia Delapierre

8.3. ENCADREMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE

L'encadrement socio-pédagogique correspond à l'article 7,8 & 9 du règlement grand-ducal du 24 août 2007.

Article 7 :

L'article 7, qui stipule qu'« un membre de la direction des lycées ou un coordinateur au centre sera responsable de l'organisation des cours. Le coordinateur, nommé par le ministre, est placé sous l'autorité du directeur à la formation professionnelle. Il est le délégué de la direction dans les conseils de classe. Le responsable des cours coordonne la planification et le suivi des classes pendant l'année scolaire, la guidance globale et l'encadrement socio-pédagogique des élèves, ainsi que la concertation avec les milieux professionnels en vue de l'organisation des stages en entreprise » est en place dans tous les établissements. Les membres de la direction ou des coordinateurs de tous les établissements offrant des classes COIP-IPDM se réunissent régulièrement deux ou trois fois par an pour échanger et planifier les classes. C'est, par exemple, lors de ces réunions que le besoin de retravailler les socles de compétences a été souligné et pris en main.

Article 8 :

L'article 8, « le règlement de discipline et d'ordre intérieur en vigueur dans les lycées est applicable aux classes des cours d'orientation et d'initiation professionnelles, y compris celles organisées aux centre. Il est institué auprès du centre un conseil de discipline fonctionnant selon les mêmes modalités que dans les lycées ». Dans tous les établissements, le même règlement de discipline est en vigueur que pour les autres classes de l'enseignement secondaire. Des problèmes de discipline ont été repérés dans plusieurs classes COIP-IPDM.

Article 9 :

L'article 9 du règlement grand-ducal stipule que « L'encadrement socio-pédagogique des élèves au centre et aux lycées comprend :

- l'accueil des élèves;
- l'éducation et le développement social des élèves dans un contexte de coopération et de participation;
- l'orientation scolaire;
- l'assistance psychologique et sociale;
- la collaboration avec des services spécialisés externes;
- la consultation des parents d'élèves;
- la recherche et le suivi de stages en entreprise;
- l'évaluation des compétences sociales au niveau du portfolio;

- l'accompagnement personnalisé du jeune tout au long de la formation;
- l'aide à la recherche d'un poste d'apprentissage.

Tous les établissements qui offrent des cours COIP-IPDM entreprennent toutes les démarches d'encadrement pédagogique ci-dessus. Chaque élève reçoit un soutien individuel pour son orientation scolaire, les recherches et le suivi de stage en entreprise et sa recherche d'un poste d'apprentissage. Ce soutien vient le plus souvent de ses enseignants. Si ceux-ci ne sont pas à même de l'aider, le plus souvent les services internes SPOS et ALJ interviennent. Tous les intervenants ont indiqué que si un étudiant a besoin d'un soutien spécifique, les intervenants tentent de lui apporter ce soutien. Un élève, par exemple, avait des problèmes de vue, et l'Institut pour Déficients Visuels a été contacté. Certains établissements sont aussi en contact avec le Service Central d'Assistance Sociale. Tous les lycées sont en contact avec les parents et tentent de les rencontrer en personne. Ceci est naturellement plus faisable pour des écoles où le nombre d'élèves en COIP-IPDM est plus restreint. Tous les établissements encadrent les élèves au moyen de discussions privées afin d'évaluer s'ils ont besoin d'une aide spécifique. Mais ce soutien, qui vient la plupart du temps des intervenants, dépends de leur bon vouloir. Tous les intervenants interviewés ont affirmé passer du temps à discuter avec les élèves et leurs parents en dehors des heures de travail.

Toutes les écoles collaborent avec l'ALJ et d'autres organisations telles que Médecins Sans Frontières qui ont mis en place une grille d'évaluation afin de déceler des problèmes de drogues chez les élèves. La plupart des établissements reçoivent la visite du Planning Familial. Tous les établissements sauf le CNFPC-E sont en contact avec le Beruffsinformatiouns-Zentrum (BiZ) ou Centre d'Information professionnelle du service d'Orientation professionnelle de l'Administration de l'emploi. L'OSNA (op der Sich no enger Ausbildungsplaz) est organisé dans toutes les écoles sauf les deux CNFPC, le LTE, le LTJB et le LN. Deux organisations en contact avec les établissements encadrent également les élèves : Omega 90 et d'Aidsberodung.

8.4. PARTENARIATS

Article 10 :

L'article 10 du règlement grand-ducal stipule que « le centre et les lycées peuvent organiser des partenariats nationaux ou internationaux dans le cadre d'un échange de pratiques pédagogiques ».

Certaines écoles sont beaucoup plus actives que d'autres au niveau des activités socioculturelles et artistiques. De nombreux coordinateurs et intervenants ainsi que les équipes socio-pédagogiques estiment que des activités socioculturelles, sportives ou artistiques renforcent la confiance en soi et l'aptitude des jeunes. Certains établissements ont cependant indiqués qu'ils n'ont pas le temps d'organiser des activités de ce genre et n'en incorporent donc pas dans leur curriculum. Pour les ALJ, il est très important d'organiser au moins une activité culturelle ou sportive avec les élèves afin de renforcer leur confiance en eux et de leur donner l'occasion de participer à une activité à laquelle ils ne participeraient normalement pas. En effet, une activité culturelle telle qu'une visite au théâtre peut-être une expérience inédite pour de nombreux élèves COIP-IPDM.

Un exemple d'un partenariat concret est organisé par le CNFPC-E en collaboration avec l'association « a Robbesscheier ». Ce projet est à l'intention de jeunes ne pouvant trouver, faute de compétences minimales d'adaptation à une situation professionnelle et sociale normale, une intégration à plein temps ni sur le marché de l'emploi ni dans une classe de formation professionnelle. Le but du projet était de préparer un groupe de 8 jeunes à la vie active dans le domaine rural et touristique. Le projet a été introduit en 2008/2009, et l'idée de base du projet était de fournir une expérience pratique dans le monde du travail aux jeunes, et de les faire évoluer dans un environnement proche de celui du marché de l'emploi. « A Robbescheier », un centre touristique avec de la restauration, de l'hôtellerie, des ateliers dans le domaine de l'agriculture et un musée rural prenant en charge un groupe de 8 jeunes inscrits en IPDM-COIP, qui étaient formés tout en travaillant dans le centre touristique dans ces différentes activités offertes encadrés par un éducateur et des instructeurs. Ceci a donné la possibilité aux jeunes d'acquérir une vue réaliste du monde du travail. Ils ont vécu la vie quotidienne d'un ouvrier ainsi que les attentes d'une entreprise par rapport à ses employés.

Au cours de l'année, les jeunes ont suivi trois formations portant sur le débroussaillage, la manipulation d'une scie à moteur et l'abattage d'arbres ainsi qu'un cours de base en maçonnerie. Ces cours leur ont été donnés par les instructeurs du CNFPC.

Le CNFPC Esch-sur-Alzette a aussi une convention avec une organisation externe dont les principes sont similaires à ceux du projet susmentionné, Vélo en ville/DELTA asbl.

En ce qui concerne un projet plus artistique, le LNB avait un projet nommé 'Stop and Go: wo stehe ich – wo will ich hin'en collaboration avec CPOS et 'Lebensbühne" Kunst und Bildung asbl. Le but du projet était de renforcer une sensibilisation positive, la base d'une meilleure confiance en soi, l'orientation, la concentration et la communication, ainsi que la réintégration et l'activation des responsabilités dans les activités quotidiennes des élèves. Cette activation des compétences sociales et du potentiel artistique et créatif avait pour but d'aider à une réorientation de la vie personnelle et au renforcement de l'identité des jeunes. Dans ce projet théâtral, les élèves pouvaient « goûter » au monde de l'art et s'exprimer au travers du théâtre. Ils étaient accompagnés par des artistes, des pédagogues de la danse et des psychologues qui mettaient en avant la communication non-verbale.

Le LTJB propose un échange de 2 à 3 jours avec une école en Allemagne, les élèves pouvant ainsi rencontrer des jeunes d'un autre pays se trouvant dans une situation sociale similaire à la leur. Néanmoins, des problèmes financiers ont été cités comme points difficiles.

L'UELL propose, en coopération avec le Service éducatif, « Praxis und Methoden gegen Mobbing » et « Sensibilisierung für Gewalt und Rassismus », et le LTE a mis en place le projet théâtre Vandalisme en 2010/2011. Le projet s'est déroulé en collaboration avec différents partenaires à savoir les CFL, la CIGS Archipel, la Maison des Jeunes d'Esch-sur-Alzette, la Police Grand-Ducale et le Service Jeunesse de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Les élèves se sont engagés dans le projet à travers des cours de sensibilisation de la part de la Police Grand-Ducale, un stage de théâtre interactif en collaboration du CIGS (Archipel) ayant comme thème principal le vandalisme, un film sur la représentation du groupe du stage de théâtre, des stages professionnels d'une durée d'une semaine aux ateliers des CFL (service maintenance et service réparation), un atelier Graffiti, la préparation d'une exposition sur le vandalisme : réalisation des photos d'actes de vandalisme en collaboration avec la Police Grand-ducale, la rédaction des textes explicatifs sur le vandalisme, l'analyse des textes législatifs, la réalisation du calicot de l'exposition et une exposition sur le vandalisme et sur le projet réalisé au hall de la Gare d'Esch-sur-Alzette.

Aucun autre établissement n'a de projet avec des partenaires extérieurs mais toutes les écoles tentent d'organiser des visites d'expositions, de musées ou de théâtre ainsi que des administrations importantes à connaître. Les visites d'entreprises sont aussi organisées afin de permettre aux élèves de voir comment fonctionne une entreprise, le travail effectué et la réalité du terrain (bruit, sons, odeurs) pour leur donner une meilleure idée de leurs possibilités. Le LTMA a organisé quelques activités sportives, comme une excursion de trois jours au « Liewenshaff », tandis que le LTE a organisé un stage de voile pour les élèves du modulaire et des COIP-IPDM. L'UELL a organisé le Séjour « Kooperative Erlebnispädagogik » à Beaufort, pendant lequel les jeunes ont pu faire du trekking, du kayak et de l'escalade.

8.5. TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE

Dans cette section, l'existence et l'organisation des mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'Action Locale pour jeunes (ALJ) seront explorées.

Article 11 :

L'article 11 du règlement grand-ducal du 24 août 2007 stipule que « sans préjudice des compétences du Service d'orientation professionnelle et du Centre de psychologie et d'orientation scolaires, l'Action locale pour jeunes exerce, en collaboration avec la direction des lycées et du Centre, les missions suivantes:

Au sein des lycées au niveau local:

- dépistage, avec l'aide des conseils de classe respectifs, des adolescents âgés de 15 ans au moins et ne pouvant plus continuer leurs études dans le cadre du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique;
- information, conseil et encadrement de ces élèves en vue de les orienter vers les cours;
- organisation de stages de préparation à la vie active dans les classes du cycle inférieur et du régime préparatoire;
- organisation des stages en entreprise pour les élèves en fin d'obligation scolaire;
- dépistage des décrocheurs scolaires en vue de les orienter vers un autre dispositif

En milieu ouvert et au niveau régional:

- prise en charge individuelle des adolescents à partir du moment où apparaissent des difficultés au niveau de l'insertion sociale et professionnelle;
- suivi personnalisé des élèves des cours pendant les deux ans consécutifs à la fin de la formation et enregistrement de leurs cursus professionnels à des fins d'évaluation statistique;
- élaboration d'un parcours individuel d'insertion en vue d'un accompagnement individuel.

Au niveau national et communautaire:

- suivi quantitatif et qualitatif des décrocheurs scolaires dans l'enseignement secondaire en vue des mesures et actions futures à mettre en œuvre;
- organisation de partenariats et d'échanges de pratiques socio-pédagogiques.

Les bureaux régionaux de l'ALJ travaillent en collaboration avec les établissements offrant des classes COIP-IPDM surtout avec les enseignants déchargés au service de l'ALJ des lycées. Tous les bureaux ALJ ont déclaré entreprendre le dépistage, avec l'aide des

conseils de classe respectifs, des adolescents âgés de 15 ans au moins et ne pouvant plus continuer leurs études dans le cadre du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique. Ces élèves sont ensuite encadrés en vue de les orienter vers les cours. Les bureaux ALJ des lycées organisent aussi des stages de préparation dans les classes du régime préparatoire. Les bureaux régionaux de l'ALJ entreprennent le dépistage des décrocheurs scolaires en vue de les orienter vers un autre dispositif.

Les responsables ALJ, qui sont eux-mêmes parfois intervenants en COIP-IPDM, rendent visite aux établissements. Ces visites, dont la fréquence varie entre une fois par mois à une fois par an selon les établissements, ont pour but de faire connaître l'ALJ aux jeunes, et de développer ainsi un climat de confiance entre les ALJ et les jeunes, bénéfique aux besoins futurs de ces derniers. Dans certains établissements, les ALJ apportent leur aide dans la recherche des placements professionnels et postes d'apprentissage. Dans certains lycées, ils organisent une journée CLIJA (classe d'insertion pour jeunes adultes), une classe d'accueil pour jeunes de 16 à 17 ans récemment arrivés au pays, et les ateliers OSNA (Op der Sich No enger Ausbildungsplaz).

Le cas des CNFPC est différent. En effet, il est apparu que les ALJ ont maintenant moins de contact avec les CNFPC qu'avant 2007/2008. L'ALJ Ettelbrück et l'ALJ Esch-sur-Alzette ont indiqué que les éducateurs visitaient régulièrement les CNFPC avant 2007/2008, mais que le temps passé dans cet établissement a été fortement réduit à la suite de la mise en œuvre du règlement grand-ducal.

Article 12 :

L'article 12 du règlement grand-ducal stipule que « pour exercer ses missions, l'Action locale pour jeunes est composée d'équipes locales et régionales constituées d'éducateurs et d'éducateurs gradués engagés auprès du Service de la formation professionnelle et d'enseignants engagés auprès des lycées et bénéficiant d'une décharge pour les besoins de l'Action locale pour jeunes ». La plupart des écoles ont un ou plusieurs enseignants bénéficiant d'une décharge ALJ. Les régents des classes COIP-IPDM font normalement partie de l'équipe ALJ. Le régent soutient les élèves pendant l'année scolaire et les aide dans leurs recherches pour un poste d'apprentissage ou un stage. Ce soutien est aussi apporté par d'autres intervenants en classe COIP-IPDM si le besoin se fait sentir. La plupart des bureaux ALJ sont en contact avec les élèves des classes COIP-IPDM pendant l'année scolaire. Certains employés ALJ ont indiqué que les relations avec les enseignants bénéficiant d'une décharge ALJ sont bonnes, la collaboration étant souvent de longue date.

En milieu ouvert et au niveau régional, les bureaux ALJ assurent les services suivants : prise en charge individuelle des adolescents à partir du moment où apparaissent des difficultés au niveau de l'insertion sociale et professionnelle ; suivi personnalisé des élèves des cours pendant les deux ans consécutifs à la fin de la formation et enregistrement de leurs cursus professionnels à des fins d'évaluation statistique ; élaboration d'un parcours individuel d'insertion en vue d'un accompagnement individuel.

Tous les bureaux régionaux ALJ assurent un suivi des élèves domiciliés dans leur région respective une fois leur année scolaire terminée. De plus, les ALJ interviennent normalement dans les lycées et les CNFPC proposant des classes COIP-IPDM dans leur région respective. Cette intervention peut se faire sous la forme d'une séance d'information OSNA ou par des visites dans les établissements. Seule l'ALJ Rédange n'est pas directement responsable d'un lycée en particulier, et donc ne fait pas de visite d'établissement, mais est responsable pour les élèves domiciliés dans la région. La durée et l'organisation du suivi varient selon les ALJ. Tous les bureaux ALJ contactent les élèves dès la fin de l'année. D'habitude, ceux qui n'ont pas encore trouvé un poste d'apprentissage sont contactés en premiers. Ils sont invités à se présenter à leur bureau régional. L'ALJ Ettelbrück contacte les élèves à nouveau au mois de septembre et après les fêtes de fin d'année. Tous les bureaux ALJ ont déclaré soutenir les jeunes aussi longtemps qu'il le faut, sans limite de temps. Cependant, la plupart des bureaux ALJ ont indiqué que très peu de jeunes se présentent au rendez-vous, ou se présentent une fois et ne reviennent plus jamais. Ceux qui se présentent et demande de l'aide trouvent normalement un poste d'apprentissage ou un autre type de placement professionnel. Si un jeune ne se présente pas, il est à nouveau contacté, mais s'il ne répond toujours pas, il devra contacter l'ALJ lui-même s'il a besoin de soutien. De plus, ALJ Wiltz, par exemple, a indiqué qu'ils sont en contact avec la plupart des parents d'élèves et des patrons d'entreprise de la région.

Au niveau national, tous les bureaux ALJ participent au « suivi quantitatif et qualitatif des décrocheurs scolaires dans l'enseignement secondaire en vue des mesures et actions futures à mettre en œuvre ». Cependant, l'organisation « de partenariats et d'échanges de pratiques socio-pédagogiques » n'entre pas dans les activités de tous les bureaux régionaux de l'ALJ.

9. RÉSULTATS ÉTAT DES LIEUX

9.1. ÉTABLISSEMENTS & CLASSES

Le nombre d'établissements scolaires offrant des classes COIP-IPDM a augmenté de huit à onze entre 2007 et 2011. Le nombre de classes offertes a fluctué entre 32 et 37 dans la même période. Les trois premières années, le nombre d'inscriptions était en hausse toutes les années. Lors de l'année scolaire 2010/2011, le nombre d'inscriptions a chuté pour la première fois. En 2011/2012 le nombre d'inscriptions est le plus bas depuis le début des classes COIP-IPDM en 2007/2008. Chaque année, la plupart des élèves sont inscrits dans les deux CNFPC, mais depuis 2007/2008, la proportion des élèves inscrits dans les CNFPC diminue chaque année. La tendance de la diminution en proportion d'élèves inscrits dans les deux CNFPC devrait se maintenir dans les années à venir, le nombre de lycées offrant des classes COIP-IPDM augmentant chaque année.

Le nombre d'élèves par classe varie entre un minimum de six et un maximum de 19 élèves. Selon tous les enseignants interviewés, une restriction sur le nombre d'inscriptions par classe serait bénéfique. Aucune limitation n'est donnée dans le règlement grand-ducal du 24 août 2007. Lors de la réunion de groupe de travail des coordinateurs des classes COIP-IPDM, le 15 avril 2010, il a été discuté que le nombre de jeunes par classe devrait se limiter à 12. La situation idéale au niveau des ateliers pratiques serait un maximum de huit à dix élèves. Au-delà de dix élèves, l'assistance d'une personne éducative serait utile. Parallèlement, l'équipe d'intervenants en classe doit être réduite pour garantir une meilleure organisation et collaboration. Dans toutes les écoles, les élèves sont accompagnés individuellement et le développement de chaque élève est, théoriquement du moins, suivi de façon rapprochée. Ce suivi demande beaucoup de temps aux enseignants, et naturellement, plus petit le nombre d'élève et d'intervenants par classe est, meilleur sera le suivi individuel. Il a été constaté que le nombre d'élèves connaît des fluctuations pendant l'année scolaire. Ceci a une conséquence sur la dynamique de groupe et les élèves arrivant en cours d'année ne profitent pas des journées d'orientation organisées au début de l'année scolaire.

9.2. INTERVENANTS

L'information détaillée sur l'expérience, le genre, et l'âge des 115 intervenants qui ont enseigné dans les 36 classes COIP-IPDM pendant l'année scolaire 2010/2011 ne sont pas disponibles pour cette évaluation mais seraient intéressants pour une prochaine recherche. Dans l'état des lieux nous avons vu qu'une grande majorité des enseignants des classes COIP-IPDM étaient employés comme chargés de cours/d'éducation et que les intervenants COIP-IPDM, qu'ils soient instituteurs, professeurs ou chargés de cours/d'éducation, ne reçoivent pas de formation particulière avant de commencer à donner cours en classe COIP-IPDM.

L'enseignement dans les classes COIP-IPDM diffère de celui dans les autres classes de l'enseignement secondaire technique en ce qu'il semble coûter plus de temps aux intervenants. Pendant les interviews individuelles, une majorité des enseignants ont fait remarquer qu'ils font beaucoup d'heures supplémentaires pour la préparation des cours ainsi que pour être présent pour les élèves et leurs parents en dehors des heures de cours.[25]

De nombreux enseignants communiquent leur numéro de téléphone personnel à leurs élèves et leurs parents, et travaillent donc parfois le week-end s'il le faut. La moitié des enseignants interrogés estiment qu'être présent pour les élèves pour des discussions personnelles et un soutien approprié lors de difficultés scolaires ou personnelles demande trop de temps pour faire partie d'un horaire scolaire normal. L'impression reçue par l'enquêteur est que les enseignants, et les régents en particulier, occupent un rôle qui dépasse celui d'un intervenant. Ils occupent une position de confiance et sont prêts à aider les élèves en cas de difficultés scolaires ou personnelles. Un nombre restreint d'enseignants permet donc cette mise en confiance et la possibilité de suivre les élèves individuellement et permettant ainsi de résoudre des problèmes avant qu'ils ne deviennent trop sérieux.

Le nombre d'intervenants varie entre quatre et six. Plusieurs intervenants estiment qu'un nombre restreint d'enseignants par classe serait bénéfique au développement des élèves pendant l'année. En effet, cela permet une supervision plus rapprochée des élèves et facilite une meilleure coopération parmi les enseignants. Un nombre restreint d'intervenants facilite de plus l'évaluation par compétences et le caractère transversal de l'enseignement général.

Les élèves estiment aussi qu'un nombre restreint d'enseignants leur est bénéfique. Pendant les discussions ouvertes avec les élèves dans toutes les écoles offrant des classes

[25] pour plus d'information à ce sujet, voir page 23 - 26

COIP-IPDM, ce rôle qu'occupent les enseignants s'est reflété dans les propos des élèves : 'Mir gi méi ennerstetzt wéi an de Joere virdrun' ; 'd'Proffen hu méi Zäit fir eis' ; 'Mir kréie vill méi gehollef wéi déi Joere virdrun' ; ' Mir gi méi respectéiert vun de Proffen' ; 'd'Proffen huelen eis méi sériö wéi virdrun'.

Les enseignants, et en particuliers les jeunes enseignants, paraissaient enthousiastes et plein d'énergie positive et d'idées pendant le premier entretien. Lors de la deuxième rencontre, cependant, une observation personnelle de l'enquêteur est que de nombreux enseignants semblaient fatigués et surchargés de travail. Le nombre d'heures supplémentaires effectuées dépend de la bonne volonté des enseignants. Les enseignants qui sont surchargés de travail et fatigués, ou même proche de l'épuisement, ne pourront pas, à long terme, remplir leur rôle convenablement. Certains enseignants ayant une longue expérience dans le domaine ainsi que certains éducateurs de l'ALJ ont insisté sur le fait qu'une formation adaptée est nécessaire pour les jeunes intervenants, qui sont souvent employés en tant que chargés de cours.

Le SCRIPT offre différentes formations utiles aux enseignants des COIP-IPDM, mais il a été dit que ces formations ne sont souvent pas adaptées aux besoins des enseignants devant faire face à des élèves à multiples difficultés. Les enseignants ont exprimé leur désir de formations continues spécifiques aux défis présentés par des élèves difficiles. Une partie importante des formations continues pour les enseignants COIP-IPDM est l'échange, l'écoute des problèmes des élèves et l'acquisition de nouvelles idées pour surmonter certains problèmes. Il a été indiqué que les formations continues devraient être d'ordre pratique plutôt que théorique. Le besoin de formation antiviolence a aussi été exprimé. Les enseignants ont toutefois indiqué qu'étant donné leur emploi du temps déjà surchargé, il leur est difficile de suivre de nouvelles formations, même si ceci serait bénéfique.

9.3. ÉLÈVES

9.3.1. Classe précédant COIP-IPDM

La majorité des élèves COIP-IPDM étaient dans une classe du régime préparatoire l'année avant de s'inscrire dans une classe COIP-IPDM. Une recherche plus détaillée a montré que 92,4% d'entre eux viennent d'une 9MO. Après le préparatoire, la deuxième catégorie (à part de la catégorie sans information) avec le pourcentage le plus élevé, sont les élèves qui ont comme classe précédent le cycle inférieur. La majorité d'entre eux ont fait une 9PR.

Il a été observé qu'un nombre croissant d'élèves font une deuxième année de classe COIP-IPDM. Selon les enseignants, certains élèves ne sont pas prêts ou n'ont pas trouvé d'apprentissage pendant l'été, et une seconde année leur est donc bénéfique. Une répétition peut aussi s'expliquer par la volonté de suivre un atelier en particulier qu'ils n'ont pas pu suivre l'année auparavant, ou parce qu'ils n'ont pas fini leur apprentissage ou ne pouvaient s'inscrire dans une autre classe du secondaire technique, ou viennent d'un autre établissement où ils suivaient des classes COIP-IPDM. Pendant cette deuxième année, ils devront toutefois suivre les même cours que l'année précédente. Ni les raisons exactes, ni les effets de ces répétitions ne sont bien connues, et mériteraient d'être étudiés plus en détail. Seulement 3,5% proviennent du régime professionnel et seulement un élève provient de l'enseignement secondaire (ES).

Une proportion importante des élèves ne provient d'aucun de ces régimes et est classée comme « provenance inconnue ». Cette inconnue peut s'expliquer par le fait qu'ils n'étaient pas inscrits dans une école luxembourgeoise, qu'ils aient travaillé ou simplement arrêté leurs études pendant l'année précédant leur entrée en classe COIP-IPDM. Aucune donnée sur ces élèves n'est disponible, ni auprès du Ministère de l'Éducation, ni auprès de l'ALJ ou des établissements. Une étude approfondie devrait être menée afin de cerner le parcours de cette partie importante de la population des COIP-IPDM, afin de connaître les motivations des jeunes à retourner à l'école.

9.3.2. La sélection des élèves

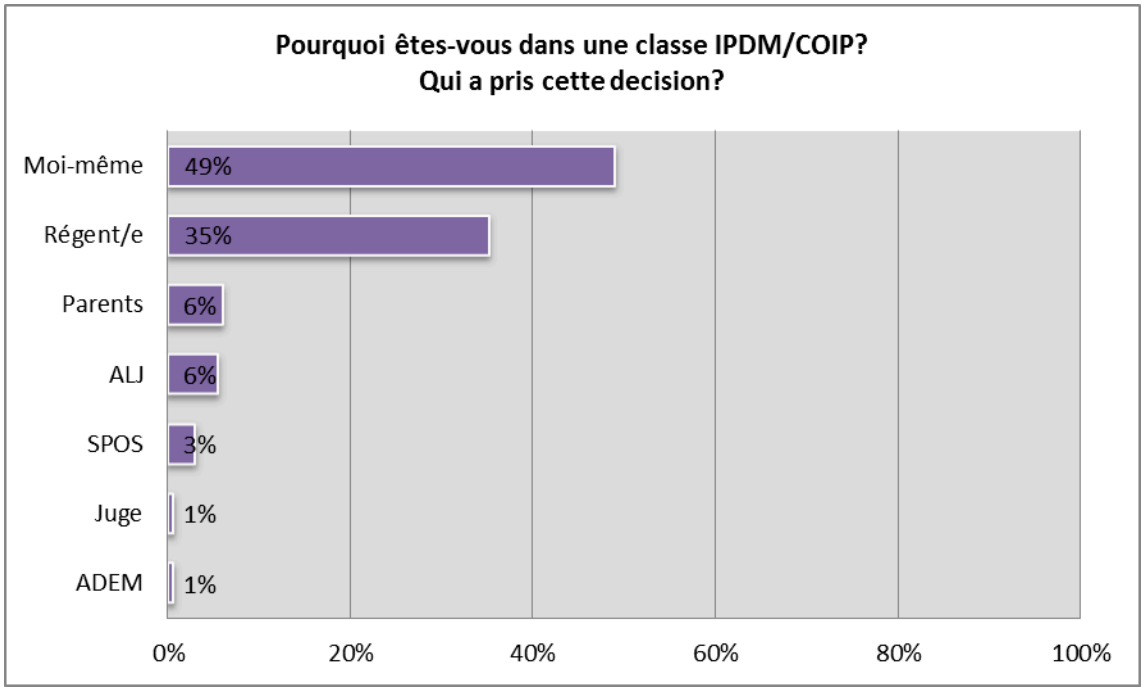
Il a constaté que la sélection des élèves dépend des écoles, des enseignants et du conseil de classe car il n'existe pas de critère explicite pour la sélection des élèves. La plupart des lycées connaissent leurs élèves des années précédentes, ce qui n'est pas le cas dans les CNFPC. Certains lycées choisissent soigneusement leurs élèves, en faisant attention à la conduite et les absences non excusées. Ce mode de sélection existe aussi dans les CNFPC, mais n'a pas lieu de façon aussi stricte.

Dans les entretiens particuliers avec les enseignants et les éducateurs de l'ALJ, une certaine préoccupation a été exprimée quant au fait que les classes COIP-IPDM pourraient être une solution facile pour les jeunes qui veulent rester à l'école afin de ne pas avoir à chercher un apprentissage ou un emploi. Il a déjà été observé par des intervenants que des élèves dans le modulaire estiment qu'ils ne doivent pas faire d'effort parce qu'ils pourront toujours s'inscrire en classe IPDM. Il est donc important d'établir des critères afin d'éviter une situation où les classes IPDM deviennent ce que certains enseignants et éducateurs ont appelé une « classe poubelle ». Selon certains d'entre eux, il est important de conserver le caractère hétérogène des classes IPDM et d'éviter que seuls les élèves les plus faibles ne s'y inscrivent ou y soient orientés.

Pendant cette année de recherche, la perception que les jeunes des classes COIP-IPDM préféreraient rester à la maison plutôt que de suivre des cours est souvent revenue dans les conversations et discussions sur les jeunes des classes COIP-IPDM. C'est ainsi que la question a été incluse dans le questionnaire. A la question de savoir s'ils préféreraient rester à la maison plutôt que de suivre la classe COIP-IPDM, 85,4% des élèves ont répondu NON. Les intervenants ont indiqué que si cette question était posée en début d'année, plus d'élèves auraient répondu par l'affirmative. Vers la fin de l'année, selon un enseignant, les élèves qui préfèrent vraiment rester chez eux ont déjà quitté la classe. Plusieurs élèves ont remarqué que cette classe était leur dernière chance et qu'ils devaient la prendre au sérieux.

Pendant les discussions ouvertes menées dans les classes, chaque élève a été interrogé quant à la décision de s'inscrire dans une classe IPDM : « Pourquoi êtes-vous dans une classe COIP-IPDM? Qui a pris cette décision? ». Chaque élève a été interrogé individuellement. 49% d'entre eux ont répondu qu'ils s'étaient inscrits de leur propre chef, et 32% que cette décision avait été prise par le/la régent(e) (voir Fig. 5 ci-dessous).

FIGURE 102: QUESTION AUX ÉLÈVES: "QUI A PRIS LA DÉCISION DE VOUS INSCRIRE EN CLASSE COIP-IPDM?"



Source: Question posée aux élèves COIP-IPDM lors des visites, mars à mai 2011

Ces résultats pourraient ne pas refléter la réalité, mais refléteraient plutôt comment les élèves se perçoivent eux-mêmes ainsi que leurs décisions. Ces résultats dénotent une autonomisation de la part des élèves. Seulement 6% d'entre eux, par exemple, ont attribué cette décision de s'inscrire en classe COIP-IPDM à leurs parents.

De plus, la Figure 12 montre que plusieurs élèves disent être envoyés en classe COIP-IPDM par l'action locale pour jeunes (ALJ). L'article 1 du règlement grand-ducal du 24 août 2007 stipule que « sur la demande de l'action locale pour jeunes et avec l'accord de la direction de l'établissement, des adolescents ayant quitté prématurément l'école sont intégrés directement dans les cours ». En effet, les ALJ jouent un rôle important dans l'orientation des élèves, même s'ils ne font pas partie de la décision de l'inscription dans les lycées.

Tous les élèves doivent signer un contrat au début de l'année. Ce contrat vise à régler la discipline et le comportement des élèves, à responsabiliser le jeune et à mieux intégrer les parents – ou la personne responsable, qui doivent aussi signer le contrat – dans le travail pédagogique. Les conventions diffèrent selon les établissements. Toutefois, pour des élèves qui sont toujours sous obligation scolaire, le contrat revêt moins d'importance. Il a été indiqué que malgré les contrats signés en début d'année et un grand investissement éducatif de la part des titulaires, les enseignants constatent des problèmes considérables de discipline

et d'absentéisme. Comme bon nombre d'élèves sont encore sous obligation scolaire, les contrats d'admission ont surtout une valeur pédagogique et non juridique.

9.3.3. Nationalité des élèves

Les deux nationalités les mieux représentées dans les classes COIP-IPDM sont les nationalités Luxembourgeoise et Portugaise. La troisième nationalité la plus nombreuse sont des élèves des pays de l'Ex-Yougoslavie (Bosnie, Serbie, Kosovo Macédoine et Croatie). Ces proportions des nationalités sont très similaires aux classes modulaires du préparatoire dans l'enseignement secondaire technique pendant la même période.

9.3.4. Age des élèves

La modification de l'âge de l'obligation scolaire qui s'étend maintenant jusqu'à l'âge de 16 ans a eu un effet sur la population des classes COIP-IPDM à partir de 2009/2010, avec environ 30% des élèves étant toujours sous obligation scolaire. Ce pourcentage varie selon les établissements, les cas marquants de cette variation sont celui du LNB, où 90% des élèves étaient sous obligation scolaire en 2010/2011, et ceux du LTETT et de l'UELL, où aucun élève n'était sous obligation scolaire.

Les réactions dans les différents établissements varient grandement à ce sujet. Certains enseignants estiment que le changement de l'âge d'obligation scolaire a rendu la situation plus difficile, l'approche éducative des deux différents groupes (élèves sous obligation scolaire et élèves sans obligation scolaire) ne pouvant être la même. Les élèves doivent, en début d'année, signer un contrat, l'idée de base étant de recréer un environnement d'apprentissage et d'emploi. Si les élèves ne respectent pas ce contrat, ils peuvent être renvoyés de l'école. Mais ceci est impossible si les élèves sont sous obligation scolaire. S'ils rompent leur contrat, ils peuvent être renvoyés mais devront trouver un autre établissement. Cette situation crée donc un déséquilibre entre les élèves et remet en cause la validité et l'effet de la méthode du contrat. De plus, Il a été mentionné que la différence entre l'âge mental et le niveau de maturité d'un élève de 15 ans et celui d'un élève de 18 ans peut être vaste et peut créer des tensions si les élèves sont inscrits dans la même classe. Afin d'éviter ces problèmes, certains établissements n'acceptent donc pas les inscriptions d'élèves étant toujours sous obligation scolaire, comme c'était le cas en 2010/2011 au LTETT et à l'UELL. D'autres écoles estiment toutefois que le changement de l'âge d'obligation scolaire n'a pas créé de problème et acceptent des élèves des deux groupes.

Le Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle a pris la décision, pour l'année scolaire 2011/2012, d'orienter les élèves sous obligation scolaire suivant les classes COIP/IPDM vers les lycées et non vers les CNFPC. Seulement en cas de force majeure un

élève sous obligation scolaire pourra s'inscrire dans un CNFPC. Le nombre d'élèves IPDM dans les lycées augmentera donc dans les années à venir et avec cette augmentation il est fort probable qu'une différence d'âge notable entre CNFPC et lycées pourra être observée.

9.3.5. Genre des élèves

Une des raisons du déséquilibre entre une majorité d'élèves masculins est la présence d'écoles privées pour filles au Luxembourg, et donc un plus grand choix d'établissements scolaires à la disposition des élèves de genre féminin. De plus amples recherches quant aux causes de ce déséquilibre du genre devront cependant être entreprises.

9.3.6. Aide à la formation

Afin de mieux comprendre la situation sociale des élèves, les proportions d'élèves recevant une aide à la formation ont été analysées. Depuis 2007, le nombre et le pourcentage d'élèves COIP-IPDM recevant une aide à la formation a diminué chaque année. La cause de la diminution du pourcentage d'élèves COIP-IPDM recevant une aide à la formation reste inconnue et devra faire l'objet d'une recherche plus approfondie. Une recherche plus approfondie devra être menée pour déterminer les causes de ce déséquilibre régional, et une analyse au niveau communal pourrait s'avérer utile.

10. RESULTATS RGD

10.1. LES COURS

Cette question correspond aux articles 2, 3 et 4 du règlement grand-ducal du 24 août 2007. Un bilan couvrant les 4 dernières années sera établi.

10.1.1. Enseignement général

Certains intervenants ont indiqué que 10 heures par semaine ne permettent pas de couvrir toute la matière indispensable au renforcement des capacités de leurs élèves. La plupart des enseignants interrogés estiment qu'il est important de garder une certaine flexibilité quant au nombre d'heures enseignées et de s'adapter aux besoins des élèves, le nombre restreint d'enseignants permettant de garder cette flexibilité. Ils ont aussi indiqué qu'il leur est difficile de trouver des sujets et du matériel didactique qui motivent les élèves.

Nombre d'enseignants ont indiqué qu'ils doivent modifier le programme et les fiches de travail d'année en année en raison des besoins différents des élèves. Le programme doit donc être adapté aux besoins spécifiques et en fonction de la motivation actuelle et des intérêts des élèves. Le LNB, par exemple, a fait remarquer que l'enseignement (interdisciplinaire) se base sur les apports et les idées des élèves, sur des expériences positives, sur des projets concrets ou des besoins concrets que les enseignants jugent indispensables mais souvent loin des « compétences ».

L'hétérogénéité des classes est perçue par certains intervenants comme un point positif qui permet aux élèves les plus faibles d'apprendre de leurs collègues plus avancés. Mais ceci veut aussi dire que les enseignants doivent préparer différentes matières ou trouver des supports et du matériel didactiques pour la même matière adaptés aux différents besoins des élèves. Ainsi, en faire une classe soudée, une communauté de vie, est un défi. Enrichissantes d'une part, les différences demandent cependant une organisation différenciée des cours pour que, malgré les différences, chaque élève puisse faire des progrès. Les CNFPC ont essayé de créer des classes sur base du niveau des élèves, mais ont abandonné le modèle après évaluation, l'hétérogénéité étant finalement considérée plus productive. Certains élèves, lors des discussions ouvertes, ont aussi exprimé un avis à ce sujet, estimant que les différences de niveaux étaient parfois trop importantes : 'Léiere net

vill zevil verschidde Niveauen op der Klass, mussen bei allem ganz am Ufank ufänken' ; 'et sinn zevill kleng Kanner an der Klass déi just Blödsinn maachen'.

10.1.2. Formation pratique et professionnelle

10.1.2.1. Travaux pratiques en atelier

Les enseignants ont indiqué que le sujet de l'atelier n'est pas nécessairement important pour les élèves, qui suivent parfois un atelier dans une discipline différente de celle dans laquelle ils feront un apprentissage. Le but principal des ateliers est d'apprendre des compétences de base telles que le travail en équipe, l'utilisation des outils, la prise de responsabilité, etc. Dans certains lycées, où le nombre d'ateliers en option est restreint, les élèves suivent parfois un atelier qu'ils ont déjà suivi auparavant. Les CNFPC ont la possibilité d'offrir un plus grand choix d'ateliers. Au CNFPC Esch-sur-Alzette, par exemple, les élèves ont la possibilité d'essayer tous les ateliers pendant les 6 premières semaines de l'année et de décider plus tard quel atelier ils voudront suivre pendant le reste de l'année. Priorité est alors donnée aux élèves les plus prometteurs. Les lycées n'ont pas la possibilité de fonctionner de cette manière, mais certains d'entre eux permettent aux élèves de « goûter » aux différentes disciplines lors de l'atelier « divers métiers » ou lors d'autres cours.

Le nombre idéal d'élèves dans les ateliers, selon les enseignants, serait de huit élèves maximum. Dans la plupart des établissements, il y a plus de huit élèves dans les ateliers. Ceci pose des problèmes d'encadrement efficace de tous les élèves.

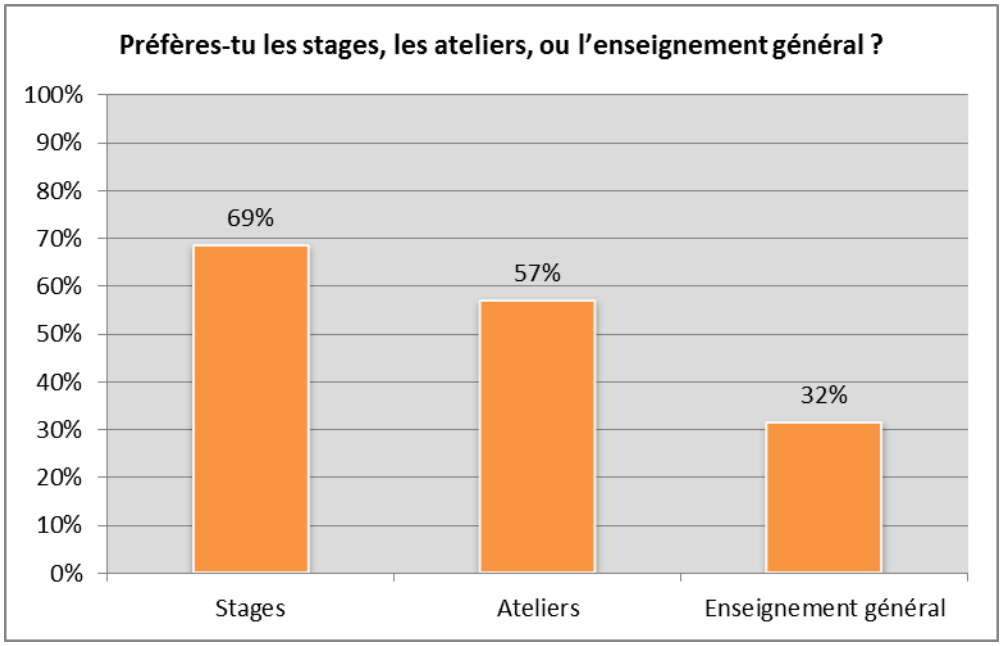
Les CNFPC ont établi un programme pour les ateliers. Ce programme a été mis à la disposition des lycées, mais la plupart d'entre eux estiment que le programme est trop professionnel, et manque souvent de ressources pour offrir des ateliers aussi professionnels que ceux offerts dans les CNFPC. Les lycées établissent donc leur propre programme, plus adapté aux ressources disponibles. L'UELL, par exemple, utilise le programme de la 9ième pratique pour son atelier de « dessin pratique » et le programme de la 9ième MO pour l'atelier « électro ».

Les réactions des élèves au sujet des ateliers étaient généralement positives, mais certains d'entre eux ont indiqué qu'ils aimeraient avoir un plus grand choix. De plus, certaines élèves ont indiqué qu'elles avaient moins de choix que leurs camarades de classe de sexe masculin. Une minorité des élèves a jugé les ateliers plus sévèrement : "Den Atelier ass just fir Beschäftegung ze hunn a net doheem ze sinn', d'Ateliere si langweileg, mir léiere näischt' 'Ech fille mech ënnerfuedert'.

10.1.2.2. Stages hebdomadaires & stages longs en entreprise

La plupart des élèves ont indiqué lors des discussions ouvertes que les stages étaient la partie la plus intéressante de leur année en classe COIP-IPDM, et certains ont indiqué qu'ils voudraient pouvoir « goûter » à un plus grand nombre d'emplois encore. Lors du questionnaire fermé, 68% des élèves ont indiqué que le placement professionnel était leur partie favorite du cours, contre 31,5% qui trouvaient l'enseignement général le plus intéressant (les élèves avaient le choix de mettre 1, 2 ou 3 choix). L'histogramme suivant (Fig. 13) montre la répartition des avis à ce sujet à travers les toutes les écoles offrant les cours COIP-IPDM.

FIGURE 13: QUESTION AUX ÉLÈVES: " PRÉFÈRES-TU LES STAGES, LES ATELIERS, OU L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL?



Source : Questionnaire remis aux élèves COIP-IPDM, mars à mai 2011

Lors des discussion ouvertes, cette préférence pour les stages en entreprise a aussi été exprimée ainsi : 'Stage si besser dest Joer wéi virdrun' ; 'et muss een d'Stage méi sériö huelen wéi déi Joere virdrun' ; 'Stage si gutt well een da gesäit wéi d'Schaffe beim Patron ass' ; 'Stage si gutt, mä hängt vum Patron of' ; 'Schaffe beim Patron ass flott, mir hu vill am Stage geléiert' ; 'praktesch vill geléiert' ; dest Joer méi praktesch, méi einfach vir eng Léier ze fannen' ; 'Mir maachen vill méi wéi déi Joere virdrun, méi Stage, méi Ofwiesslung' ; 'Et gesäit ee wéi et an den Entreprisen ausgesäit' ; 'vill bäigeléiert am Stage' ; 'et misst en nach méi beim Patron sinn'.

Il a été remarqué que les élèves préfèrent généralement les stages longs en entreprise aux stages hebdomadaires. Ces derniers ont été critiqués par certains élèves : 'I mol d'Woch an de Stage ass blöd, well da fängt en eppes un a kann en et net fäerdeg maachen. Besser méi laang Stage maachen.'

La grille horaire 2007-2010 prévoit que « l'année scolaire est complétée par des stages longs et/ou hebdomadaires en entreprise d'une durée minimale de 30 jours sans pour autant dépasser la durée maximale prévue par la loi concernant l'emploi des jeunes et élèves. Les stages longs peuvent être organisés pendant les périodes scolaires et/ou pendant les vacances scolaires. Les stages sont organisés dans les métiers et professions donnant accès à une formation professionnelle. Pour des raisons motivées, une dérogation ministérielle peut être demandée par la direction du lycée ou du centre. »

Les élèves COIP-IPDM de tous les établissements sont donc tenus de faire un stage en entreprise. Les stages durent une ou deux semaines, mais peuvent être prolongés en cas de besoin ou à la demande de l'élève. Tous les établissements, excepté le LTMA, le LN et le LNB, envoient leurs élèves COIP-IPDM en stage de six semaines sur l'année. Malgré le fait que le règlement grand-ducal exige une durée minimale de six semaines de stage, le LTMA ne requiert que deux semaines de stage, le LNB trois semaines et le LN quatre semaines. Dans ces écoles, les élèves peuvent faire plus de stages pendant l'année s'ils en ont la motivation.

Les stages n'ont pas lieu à une période précise et varient selon les écoles. Au CNFPC-Ettelbrück, par exemple, les élèves commencent leur stage quand ils se sentent prêts. Certains d'entre eux font leur stage lors du premier trimestre, d'autres ont besoin d'une plus longue préparation et le font en deuxième trimestre. Pour l'année 2011/2012, la durée maximale des stages a été fixée à 40 jours (huit semaines).

Avant de postuler pour un stage long en entreprise, les élèves apprennent à rédiger un CV, où et comment chercher un emploi, comment postuler, comment se présenter, etc. Les élèves sont ensuite exhortés à trouver leur placement professionnel par eux-mêmes (mais continuent de recevoir le soutien des enseignants si nécessaire). Ils postulent donc eux-mêmes, font les appels téléphoniques à leur employeur potentiel, rédigent leur CV, se présentent en personne, etc. Les élèves sont aussi encouragés à trouver des stages dans différents secteurs ou disciplines s'ils ne sont pas encore sûrs dans quelle direction professionnelle ils voudront se lancer et trouver un apprentissage. En début d'année, il arrive souvent que les élèves n'aient aucune idée de ce qu'ils veulent faire, ou qu'ils aient des projets irréalistes (un enseignant a donné l'exemple d'un élève qui comptait devenir

ingénieur civil). Au cours de l'année, après des discussions individuelles, les ateliers, les stages hebdomadaires et les stages en entreprise, nombre d'entre eux acquièrent une idée réaliste de leurs possibilités.

10.1.2.3. Éducation technique et branches d'expression (ESTIP)

Dans tous les établissements où aucun cours de « technologies de l'information et de la communication de base » n'est offert, les élèves ont indiqué leur souhait de le voir offert. Dans les établissements offrant ce cours, de nombreux élèves ont indiqué que ce cours est un des plus intéressants : 'Ech maachen Info am léifsten', 'an der Info hu mir vill geléiert'.

Maintenant que nous avons ces données à notre disposition, il nous est possible de répondre à la première question de nos objectifs spécifiques:

Quelles sont les similitudes et les différences entre les écoles offrant des classes COIP-IPDM en termes d'enseignement général, de formation pratique et professionnelle, d'éducation technique et de branche d'expression et de stage en entreprises ?

Les différents établissements sont difficilement comparables. Une des raisons est l'absence d'un programme officiel qui offrirait un point de référence commun. Étant donné que les curricula sont basés sur les compétences à acquérir et que les sujets sont à enseigner par projets interdisciplinaires, ils offrent beaucoup de liberté au niveau du choix des sujets et des méthodes pédagogiques. Malgré le caractère hétérogène des classes COIP-IPDM, des similitudes peuvent être notées. Les enseignants dans tous les établissements ont attiré l'attention sur le problème des élèves en manque de motivation et d'intérêt pour l'enseignement général, ce qu'ils appellent « schoulmidd ». Les enseignants ont indiqué qu'il leur est parfois très difficile de motiver les élèves à suivre l'enseignement général, ces derniers ayant souvent vécu d'importantes déceptions académiques. Si ces élèves sont « schoulmidd » de l'enseignement général, ils sont toutefois souvent plus motivés quand il s'agit des stages en entreprise, où ils sont hors de l'environnement traditionnel de la salle de classe.

De cette différence de motivation émergent donc des différences entre les lycées et les CNFPC. L'enseignement général au CNFPC Esch-sur-Alzette, par exemple, est enseigné en petites tranches de 2 heures tous les matins et au CNFPC-Ettelbrück, il est enseigné en une tranche de 6 heures en une journée, avec le reste de la semaine destiné aux ateliers et où l'enseignement général est couvert de manière pratique. Il est toutefois important de noter qu'il y a plus de décrochage dans les CNFPC que dans les lycées. Le sujet du décrochage sera traité plus bas.

En termes de formation pratique, les ateliers des CNFPC sont plus professionnels, plus variés et mieux équipés. Les CNFPC ont établi un programme qu'ils suivent dans les ateliers. Ce programme a été mis à la disposition des lycées mais la plupart d'entre eux l'ont trouvé trop professionnel pour les ressources à leur disposition. Le nombre d'heures passées en atelier varie donc grandement entre les établissements, avec 24 heures hebdomadaires dans les CNFPC et seulement 2 heures au UELL. Les établissements offrant moins d'heures d'ateliers offrent donc plus d'heures d'ESTIP, et les CNFPC n'en offrent pas du tout.

En ce qui concerne les stages, de grandes variations entre les établissements sont une fois de plus visibles. Malgré le fait que la grille horaire requiert depuis 2010-2011une période de placement professionnel de six semaines minimum, plusieurs établissements manquent à ces demandes. Dans tous les établissements, cependant, les élèves sont préparés à la recherche d'emploi et encouragés à trouver un placement professionnel de façon aussi autonome que possible. Une autre similitude parmi toutes les écoles sont les préférences des élèves : la formation pratique et professionnelle est leur partie préférée, les stages en particulier.

10.2. ÉVALUATION & AVANCEMENT

10.2.1. Socles de compétence

Une remarque souvent proférée par les enseignants est que la liste des compétences est trop longue et que certaines de ces compétences sont trop vagues et d'autres trop spécifiques. Ceci pose problème non seulement aux enseignants mais la complexité des compétences pose aussi problème aux futurs employeurs et aux parents d'élèves. Selon quelques intervenants dans les classes COIP-IPDM, la liste des compétences à compléter est trop longue, répétitive, trop concrète ou trop floue. Ceci pose des problèmes pour une lecture simplifiée des futurs employeurs. Le principe de l'évaluation par compétences est parfois aussi trop compliqué pour les parents, qui ne connaissent pas ce système d'évaluation, différent de leur propre éducation. Le besoin de réorganiser les compétences et d'intégrer des compétences transversales dans cette liste a été plusieurs fois exprimé par des intervenants et des membres du groupe de coordination des classes COIP-IPDM.

10.2.2. Évaluation

Quelques intervenants et éducateurs ALJ ont fait remarquer qu'il peut y avoir des abus avec la condition des 80% de présence. En effet, certains élèves s'absentent régulièrement et calculent leurs absences (par exemple ils sont absents régulièrement une fois par semaine).

Quel est le processus d'évaluation et d'avancement?

Pour permettre à chaque apprenant de progresser et d'apprendre selon son rythme et son style d'apprentissage, la pédagogie est orientée sur l'acquisition des compétences. De 2007/2008 à 2010/2011, un élève COIP-IPDM a accès à une 10ème CITP/CCM s'il a un taux de présence de 80% sur l'année et s'il a remis sa demande d'admission aux commissions d'admission au CITP et CCM. Mais, les plus de 400 compétences qui devaient être évaluées de 2007/2008-2010/2011 pour chaque élève ont été réduites par un groupe de travail pour l'année scolaire 2011/2012. Ces compétences sont maintenant basées sur les socles de compétences du régime préparatoire et l'orientation des acquis des socles de compétences de l'élève, en plus de son taux de présence.

10.2.3. Taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire

Le but principal des COIP-IPDM, consiste « soit [à] préparer le jeune à la vie active, soit [à] l'orienter vers le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique, soit [à] le réintégrer dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique ». L'indicateur le plus important permettant d'analyser si cet objectif a été atteint est celui du taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire.

Il s'est avéré impossible d'analyser en détail le parcours des élèves 3, 6, 12 et 18 mois après l'achèvement de leur année en COIP-IPDM. Les données existantes ne couvrent que les trois mois suivant l'achèvement de leur année en COIP-IPDM et le parcours des élèves de 2007/2008 deux ans après l'achèvement de leur année COIP-IPDM (c'est-à-dire en 2009/2010). Les bureaux régionaux ALJ ont indiqué qu'avec le temps, il s'avère de plus en plus difficile de contacter les élèves qui ne sont plus inscrits dans une école au Luxembourg, puisqu'ils peuvent avoir changé de numéro de téléphone, d'adresse ou avoir déménagé à l'étranger. Afin de retracer leur parcours, chaque élève devrait être contacté individuellement.

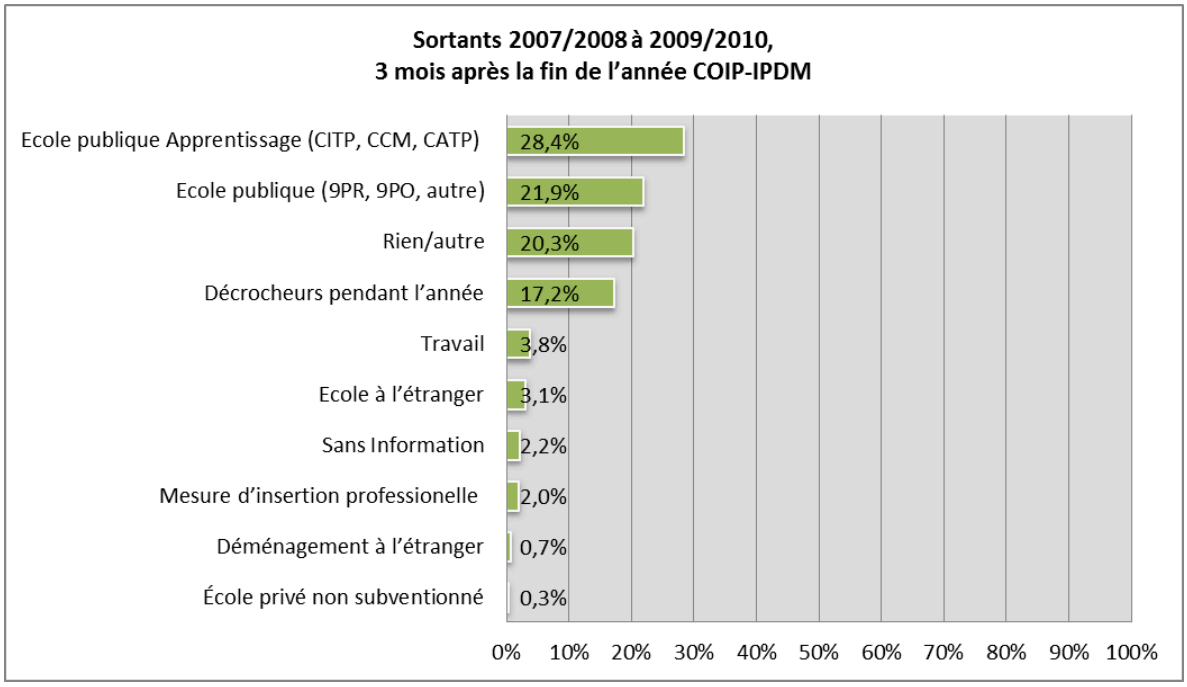
Dans la première partie de cette section, le parcours des élèves de chaque année scolaire trois mois après la fin des cours COIP-IPDM sera analysé. La deuxième partie analysera les données ayant trait à la situation professionnelle et/ou scolaire des élèves de l'année 2007/2008 en fin de l'année scolaire 2010, c'est-à-dire deux ans après la fin de leur année COIP-IPDM. Le 19 décembre 2008, une loi révisant la formation professionnelle a été votée et depuis la rentrée scolaire 2010/2011, la formation pour 19 métiers et professions se déroule selon le nouveau système. À partir de 2011/2012, la très grande majorité des formations professionnelles fonctionneront selon le nouveau système. La réforme de la formation professionnelle remplace le CATP par le diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) ainsi que le CCM et le CITP par le certificat de capacité professionnelle (CCP) et englobe la formation menant au diplôme du technicien (DT).

Parcours des élèves sortants en septembre de l'année de sortie

Chaque année, les bureaux régionaux de l'ALJ ont recueilli des informations sur les élèves de leur région, informations qui ont ensuite été compilées par l'ALJ Esch-sur-Alzette. Ces enquêtes ont pour but d'analyser la situation professionnelle et/ou scolaire des élèves en septembre de l'année de sortie des COIP-IPDM. Ces données ne donnent qu'une perception limitée du parcours des élèves, puisqu'elles ne nous disent rien de la suite du parcours (réussite de l'année scolaire suivante, etc.). Les données recueillies par les ALJ régionales et compilées par l'ALJ Esch-sur-Alzette, si elles ne constituent pas une réflexion parfaitement fidèle de la réalité, fournissent toutefois une image générale de la situation des élèves COIP-IPDM trois mois après leur sortie. Ces données couvrent tous les élèves inscrits en COIP-IPDM, même ceux qui se sont inscrits en cours d'année scolaire. Le total des inscriptions calculé par l'ALJ est donc différent de celui en possession du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, qui ne prend en compte que les inscriptions en début d'année scolaire. Pour l'année 2008/2009, par exemple, l'ALJ compte 391 inscriptions contre 348 pour le Ministère.

La Fig. 14 nous montre que la plupart (28,4%) des élèves sortants avaient été orientés vers une classe d'apprentissage, suivis de près (21,9%) par ceux orientés vers une autre classe en école publique (9PR, 9PO, etc.). D'autre part, 20,3% d'entre eux ont déclaré être sans-emploi ou autre (c'est-à-dire aucune des options suivantes : école à l'étranger, école privée non-subventionnée, mesure d'insertion professionnelle, école publique, école publique d'apprentissage, travail, sans information, décrocheurs pendant l'année).

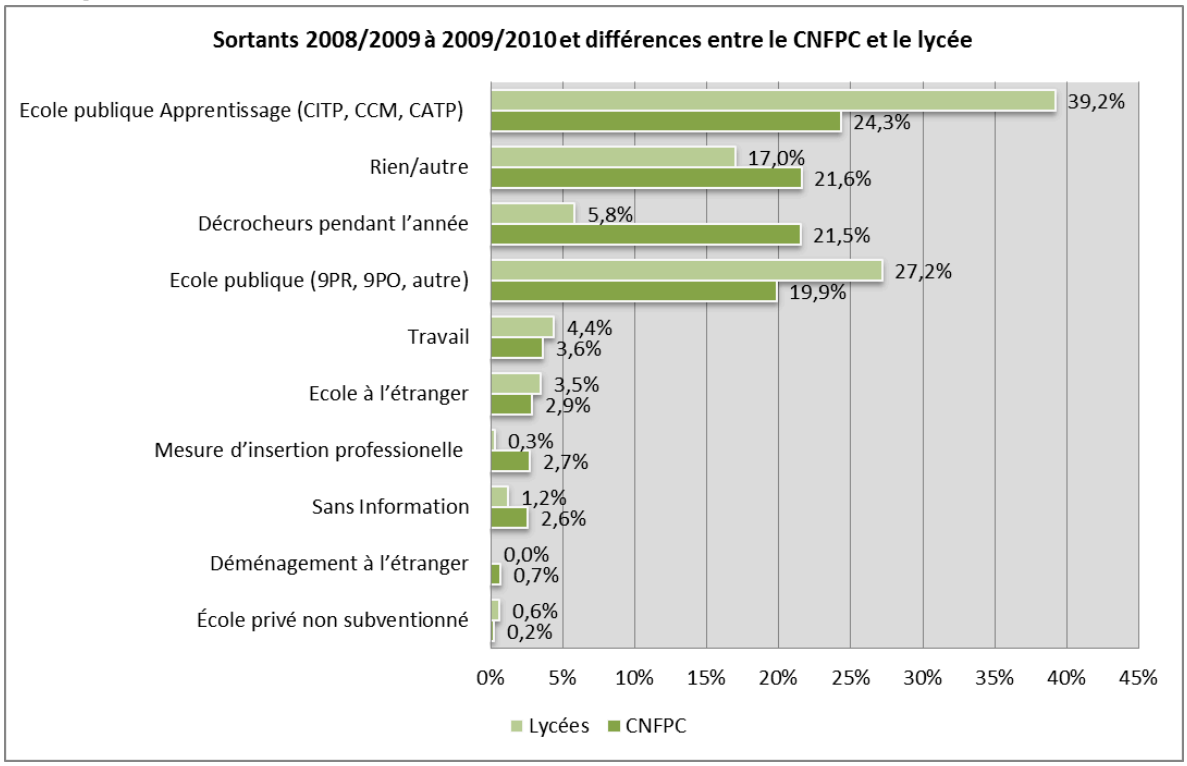
FIGURE 11 : SORTANTS 2007/2008 À 2009/2010, 3 MOIS APRÈS LA FIN DE L'ANNÉE COIP-IPDM



Source : Statistiques recueillies par ALJ Esch-sur-Alzette auprès de tous les bureaux régionaux ALJ

Fig.15 montre qu'il existe d'importantes différences entre le parcours des élèves des lycées et ceux des CNFPC.

FIGURE 12 : SORTANTS 2008/2009 À 2009/2010 ET DIFFÉRENCES ENTRE LE CNFPC ET LE LYCÉE TECHNIQUE

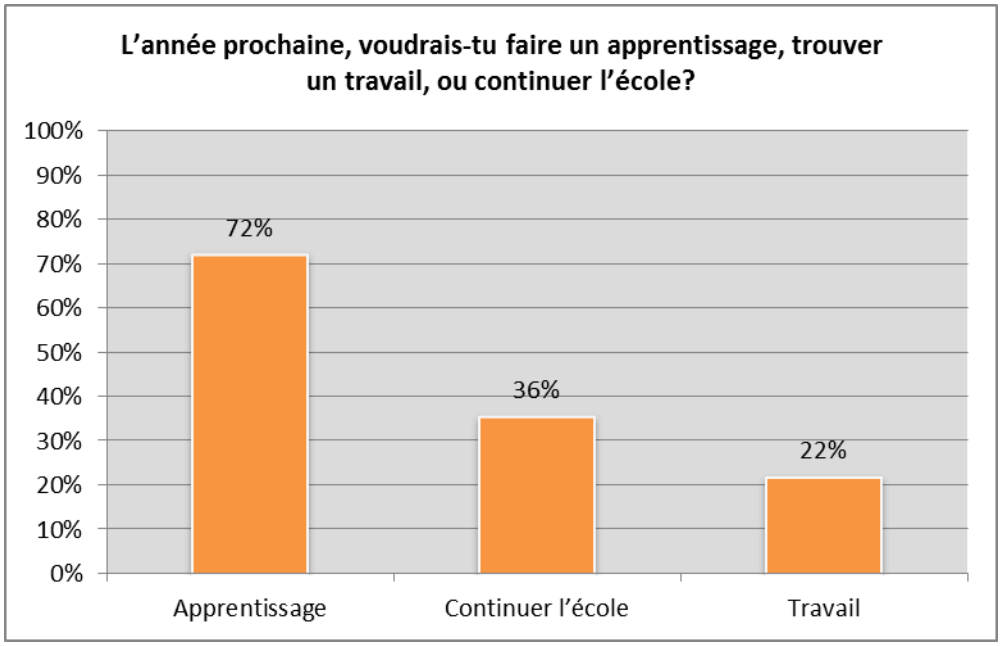


Source : Statistiques recueillis par ALJ Esch-sur-Alzette, de tous les bureaux régionaux ALJ

Dans la catégorie « École publique - Apprentissage », par exemple, 39,2% des élèves sortant des lycées étaient, au mois de septembre suivant, inscrits en classe d'apprentissage contre 24,3% des élèves sortant des CNFPC. Il en va de même pour la catégorie cycle inférieur de l'école publique (9PR,9PO, autre) où 27,2% des élèves sortant des lycées ont été orientés vers une autre classe de l'EST contre 19,9% des élèves sortant des CNFPC. Une autre différence importante est celle du taux de décrochage pendant l'année scolaire, de 21,5% dans les CNFPC et 5,8% dans les lycées. Cette problématique du décrochage sera analysée de façon plus détaillée dans la section « taux de décrochage ».

Ces données, qui indiquent que la majorité des sortants COIP-IPDM progressent vers un apprentissage, reflètent les données recueillies par les questionnaires des élèves. 72,1 % des élèves interrogés au printemps 2011 ont indiqué qu'ils souhaitaient faire un apprentissage l'année suivante (les élèves avaient le choix de cocher une, deux ou trois fois). 35,5% d'entre eux ont indiqué qu'ils souhaitaient continuer leur éducation dans une classe du cycle inférieur et 21,8% souhaitaient travailler (Fig.17).

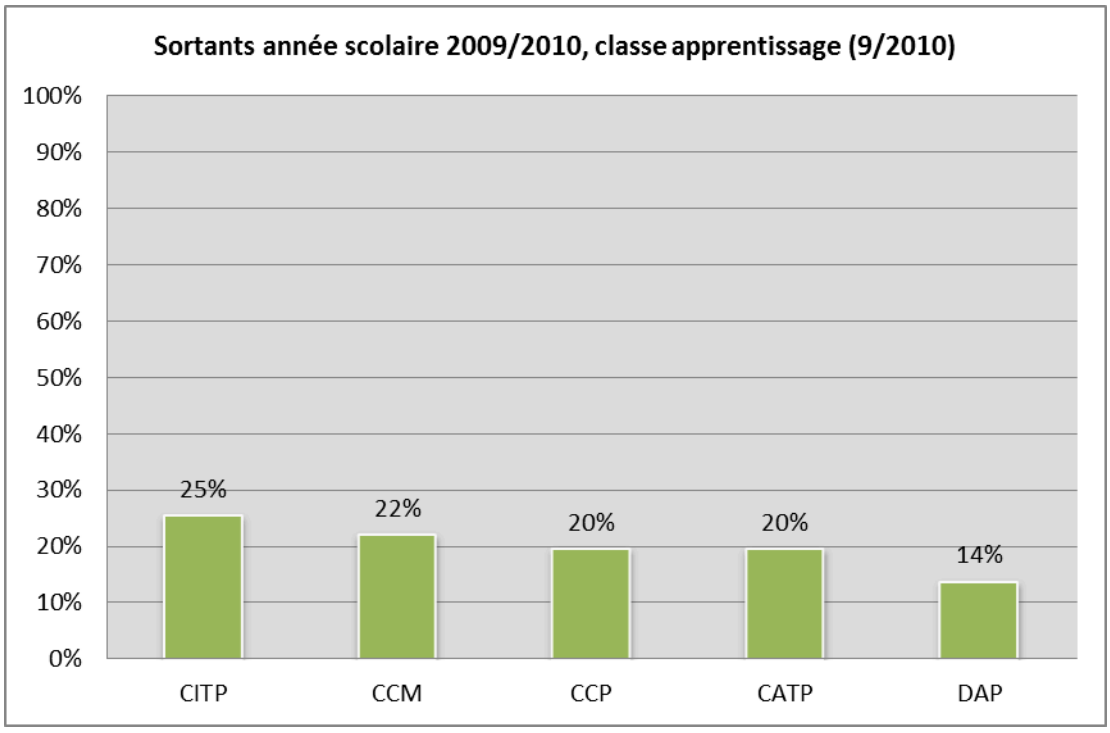
FIGURE 16: INTENTIONS DES ÉLÈVES COIP-IPDM POUR L'ANNÉE SUIVANTE



Source : Questionnaire remis aux élèves, mars à mai 2011

Il n'existe des données que pour les sortants de l'année 2009/2010 quant à la classe d'apprentissage vers laquelle les élèves ont été orientés. Des 421 élèves[26] 118, ou 28% d'entre eux étaient inscrits en classe d'apprentissage en septembre 2010. La figure 18 montre que hors de ces 118 élèves, 25,4% d'entre eux suivaient un CITP, 22% étaient en CCM et 19,5% étudiaient pour un CCP. La majorité (70%) étaient donc inscrits en CITP, CCM ou CCP, c'est-à-dire un apprentissage de deux ans. Le reste était inscrit en CATP ou DAP, ou un apprentissage de trois ans.

FIGURE 17: SORTANTS ANNÉE SCOLAIRE 2009/2010, CLASSE APPRENTISSAGE EN SEPTEMBRE 2010



Source : Statistiques recueillis par ALJ Esch-sur-Alzette auprès de tous les bureaux régionaux ALJ

Parcours des élèves sortants, 2 ans après sortie

Les élèves COIP-IPDM de l'année 2007/2008 qui ont commencé un apprentissage dès leur sortie pourraient avoir fini en 2010 (si CITP – apprentissage de deux ans) ou en 2011 (dans le cas de CATP). Les données pour septembre 2011 ne sont toutefois pas disponibles au moment de la rédaction du présent document. Les données du Bureau des analyses et des statistiques du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (Fig. 19) nous

[26] Données ALJ, différentes des données du Ministère de l'Éducation qui ne prends en compte que les inscriptions en septembre

montrent que des 348 élèves de 2007/2008, 257 (73,8%) ne sont pas inscrits en classe d'apprentissage au Luxembourg.

FIGURE 18: SORTANTS 2007/2008, CLASSE APPRENTISSAGE FIN 2009/2010

	Niveau	Total	%
CITP	Fini	15	4,30%
	10ième	7	2%
	11ième	11	3,20%
CATP	10ième	4	1,10%
	11ième	8	2,30%
	12ième	9	2,60%
CCM	10ième	8	2,30%
	11ième	9	2,60%
	12ième	18	5,20%
FT	11ième	1	0,30%
	12ième	1	0,30%
Pas de diplôme		257	73,80%
Total		348	100%

Source : Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle

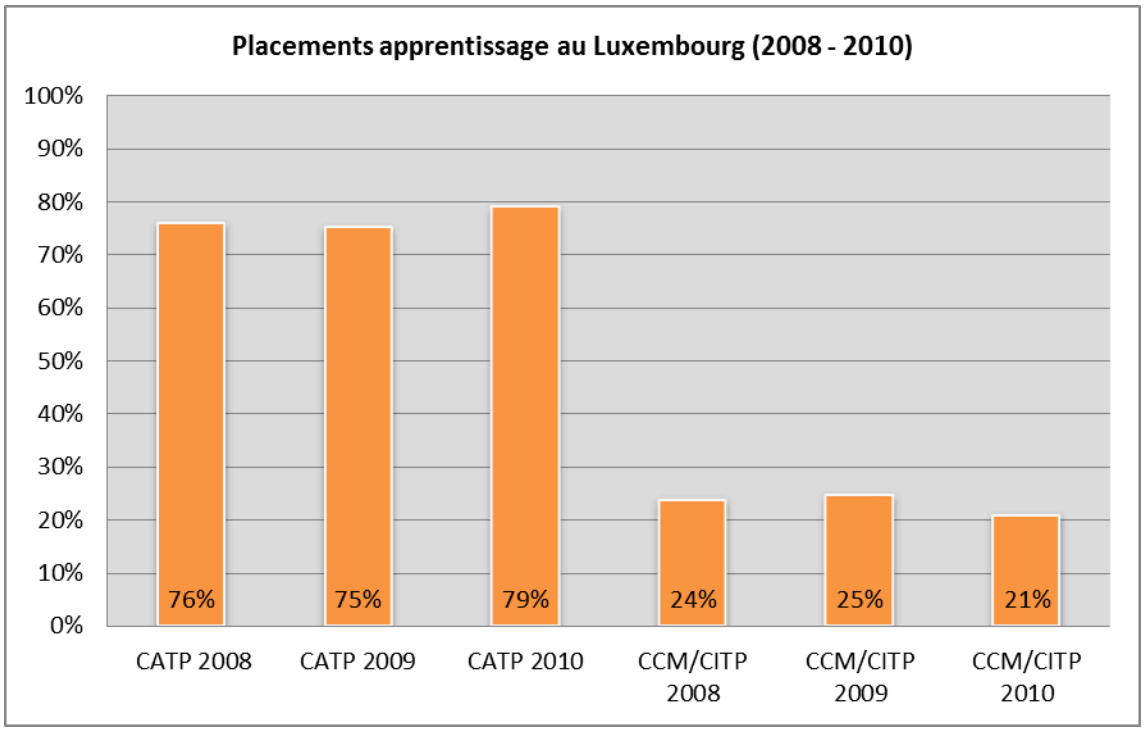
Parmi les 91 élèves sortis de la classe COIP-IPDM de l'année scolaire 2007/2008 toujours inscrits dans une classe d'apprentissage, 15 d'entre eux ont fini leur CITP en deux ans, 18 d'entre eux devraient finir d'ici 2011 ou 2012, neuf d'entre eux sont dans la 3ème année de leur CATP, 18 dans leur troisième année de CCM et 1 en FT en temps normal. Ainsi, 43 élèves, c'est-à-dire 47,3%, des 91 élèves n'ont pas redoublé d'année, et 52,7% de ces élèves sont toujours en train de faire leur apprentissage, ayant redoublé une année, ou arrêté pendant un an.

Les intervenants aussi bien que les employés ALJ ont indiqué que les élèves COIP-IPDM sont souvent mieux préparés à trouver un apprentissage que d'autres élèves du cycle inférieur technique, par exemple des 9ème Modulaire ou 9ème Pratique, parce qu'ils ont plus d'expérience professionnelle. De plus, les élèves de 9ème Modulaire ou 9ième Pratique ne sont souvent pas prêts à commencer un apprentissage, parce qu'ils sont trop jeunes ou manquent de maturité. Les élèves de classes COIP-IPDM acquièrent aussi une idée plus claire de leurs capacités et possibilités, puisque toute l'année COIP-IPDM est basée sur l'accompagnement personnalisé du jeune tout au long de la formation. Il est toutefois important de garder à l'esprit que pour de nombreux postes d'apprentissage, les élèves doivent passer beaucoup de temps dans un environnement scolaire traditionnel, ce qui peut se révéler problématique pour les élèves qui sont démotivés ou « schoulmidd ». S'ils ne manquent pas de motivation, les élèves COIP-IPDM peuvent aussi parfois ne pas être académiquement capables de compléter la classe d'apprentissage. Pour cette raison, il se peut que de nombreux élèves décrochent pendant leur classe d'apprentissage. Pour quelques-uns, un manque de

compétences sociales peut aussi poser des difficultés. Aucune donnée précise n'existe à ce sujet.

Trouver un poste d'apprentissage peut s'avérer difficile pour de nombreux élèves. C'est un fait qu'il n'y a pas assez de postes d'apprentissage au Luxembourg, aux niveaux CCM/CITP en particulier. Parmi tous les postes d'apprentissage, seulement 20 à 24% sont réservés aux CCM/CITP chaque année (voir Fig. 18 ci-dessous). Il n'y a donc pas assez de places pour tous les élèves COIP-IPDM, et ils sont en concurrence avec les élèves d'autres classes.

FIGURE 13 : PLACEMENTS APPRENTISSAGE AU LUXEMBOURG EN 2008, 2009 ET 2010



Source : chiffres reçus pendant l'entretien à l'ADEM, juin 2011
*CATP 2010 (296 du total = DAP)

Le graphique montre que le nombre de places d'apprentissage CCM/CITP disponibles a baissé chaque année. Selon l'ADEM, en 2011, le nombre de postes d'apprentissage disponibles pour le CCP est encore plus restreint que les années précédentes (les chiffres exacts ne sont pas encore disponibles).

Une différence régionale a été portée à l'attention de l'enquêteur par les enseignants et les employés ALJ. Dans le nord du pays, par exemple, un nombre restreint de postes d'apprentissage rend la recherche plus difficile que dans le sud. De plus, selon un enseignant,

de nombreux postes dans le nord sont occupés par des élèves belges, qui sont souvent mieux qualifiés. Dans le nord, un élève ayant eu un problème avec son patron peut avoir des difficultés à trouver un poste d'apprentissage dans le même secteur, parce que les employeurs d'un même secteur se connaissent souvent entre eux. Pour le nord-ouest et l'ouest du pays, les mêmes problèmes ont été notés. Dans le centre et le sud, il y a plus de postes disponibles, mais la concurrence est aussi plus élevée. La barrière linguistique est aussi souvent un problème, surtout pour les élèves éprouvant des difficultés avec le français au sud, ou l'allemand à l'est du pays. Le nombre de postes d'apprentissage pour les élèves francophones est aussi restreint, particulièrement pour les filles.

L'ALJ Differdange a indiqué que nombre de jeunes d'origine portugaise retournent au Portugal pendant les mois d'été et reviennent trop tard pour postuler pour un poste d'apprentissage. Selon des enseignants et l'ALJ, la plupart des postes sont trouvés au travers des relations personnelles des parents/enseignants/éducateurs, ou dans l'entreprise où l'élève a fait son apprentissage pendant l'année COIP-IPDM.

Quel est le taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire?

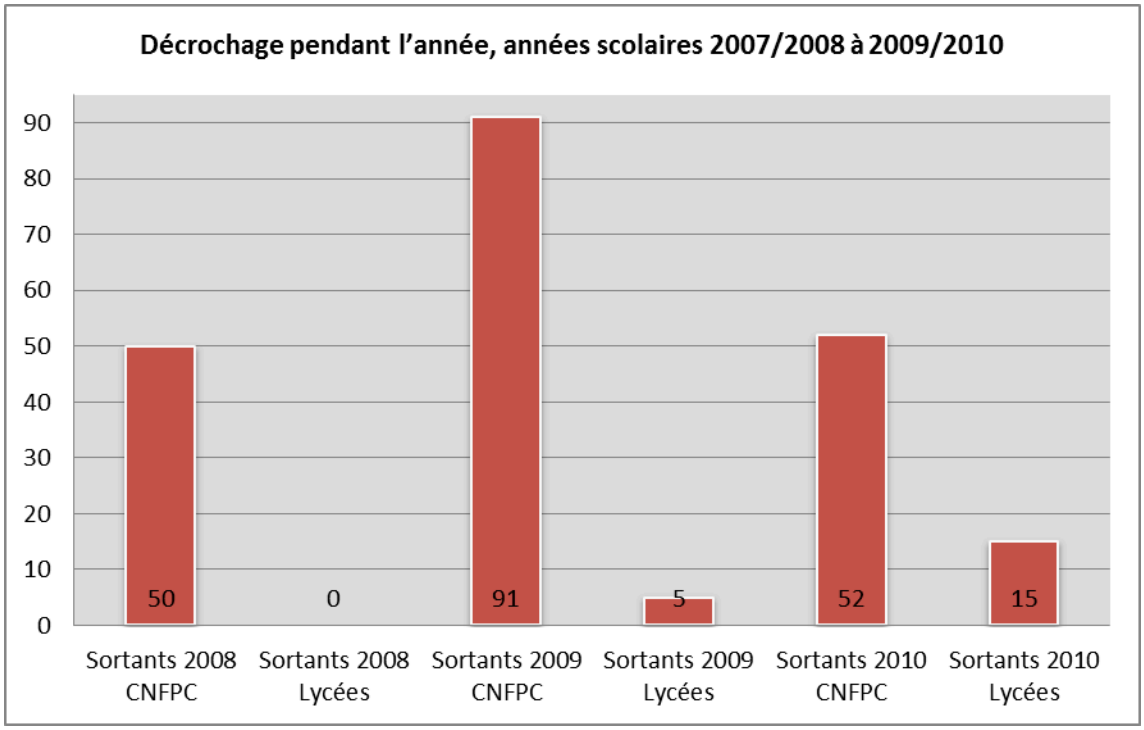
Des sortants de 2007 jusqu'en 2010, la plupart des élèves avaient été orientés vers une classe d'apprentissage, suivi par ceux orientés vers une autre classe de l'école publique. Il existe d'importantes différences entre le parcours des élèves des lycées et ceux des CNFPC. Un nombre plus important des élèves sortant des lycées étaient inscrits en classe d'apprentissage. Il en va de même pour l'inscription dans d'autres classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique. De plus, le taux de décrochage est beaucoup plus élevé dans les CNFPC que dans les lycées techniques.

Des 348 élèves de 2007/2008, 15 d'entre eux ont fini leur CITP en 2010.

Taux de décrochage

Selon les données de l'ALJ, entre 2007/2008 et 2009/2010, 213 (17,2%) élèves ont décroché pendant leur année IPDM-COIP. Au total, 21,5% des élèves des CNFPC ont décroché, contre 5,8% dans les lycées.

FIGURE 20 : DÉCROCHAGE PENDANT L'ANNÉE, ANNÉES SCOLAIRES 2007/2008 À 2009/2010



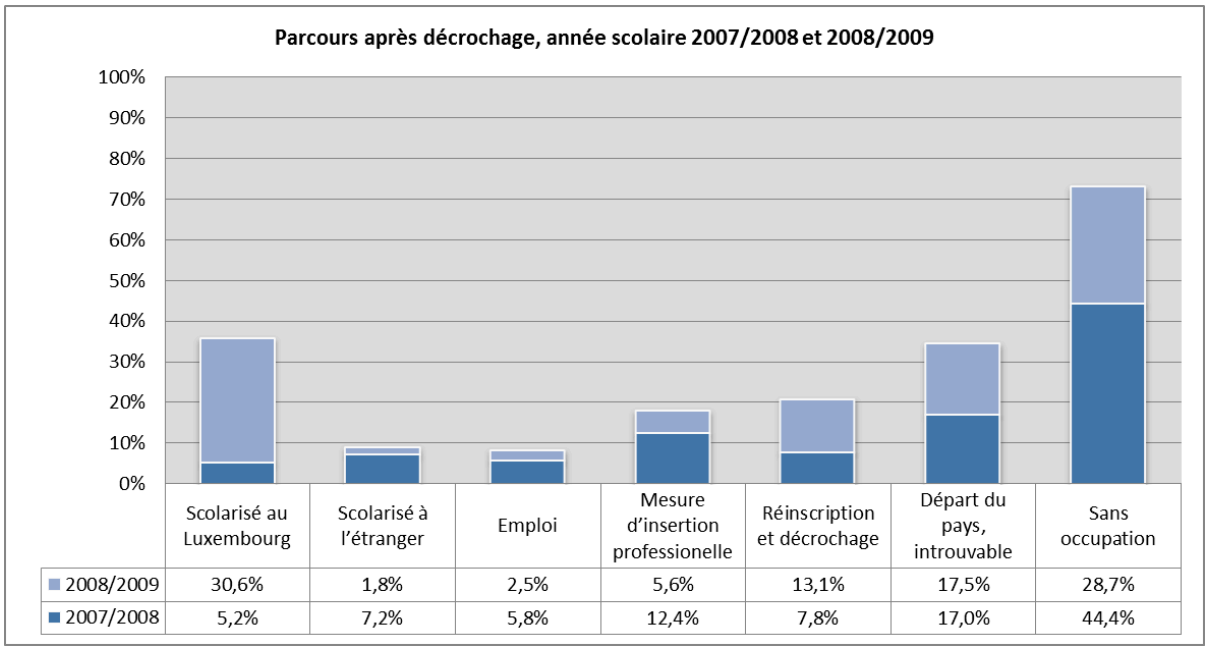
Source : Statistiques recueillis par ALJ Esch-sur-Alzette auprès de tous les bureaux régionaux ALJ

Chaque année depuis 2005, le Ministère de l'Éducation publie un rapport sur le décrochage scolaire au Luxembourg : « Parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire et causes du décrochage ». Ce rapport analyse les données sur le décrochage scolaire un an après la sortie de la classe COIP-IPDM. Le terme « Décrocheurs » dans cette publication est défini comme: « jeunes ayant quitté l'école sans diplôme de manière définitive et ayant rejoint le marché de l'emploi, fréquentant une mesure d'insertion professionnelle, ou étant sans occupation spécifique. Elle inclut également les jeunes qui, après un premier décrochage, se sont réinscrits dans une école, puis ont décroché une deuxième fois pendant la même période d'observation, sans qu'on dispose pour autant d'informations supplémentaires sur leur situation actuelle ». Les élèves COIP-IPDM sont inclus dans ce rapport et des données sont disponibles pour deux années consécutives.

Ainsi, pour les 348 sortants de l'année scolaire 2007/2008, 108 d'entre eux sont portés décrocheurs à la fin de l'année 2008/2009. Pour les 373 sortants de l'année 2008/2009, 80 avaient décroché à la fin de l'année de 2009/2010. Ainsi, pour ces deux années consécutives, 26,1% des élèves ont décroché dans l'année suivant leur sortie. Une baisse du décrochage est cependant visible entre les sortants de 2008 et ceux de 2009 (31% en 2008, 21,4% en 2009). Deux années ne sont cependant pas assez pour confirmer une tendance et plus de recherches devraient être menées à ce sujet. En moyenne, les élèves COIP-IPDM représentent 14% de tous les décrocheurs du pays.

Le rapport sur le décrochage scolaire du Ministère de l'Éducation indique qu'après avoir décroché, la plupart des élèves sont « sans occupation » (Fig. 22). Des sortants de 2008/2009, une plus grande partie des élèves a été scolarisée au Luxembourg par rapport à l'année précédente, et beaucoup moins d'élèves sont sans occupation. Des sortants de 2008/2009, moins d'élèves se sont réinscrits et puis ont décroché.

FIGURE 21 : PARCOURS APRÈS DÉCROCHAGE, ANNÉE SCOLAIRE 2007/2008 & 2008/2009



	Scolarisé au Luxembourg	Scolarisé à l'étranger	Emploi	Mesure d'insertion professionelle	Réinscription et décrochage	Départ du pays, introuvable	Sans occupation
2008/2009	30,6%	1,8%	2,5%	5,6%	13,1%	17,5%	28,7%
2007/2008	5,2%	7,2%	5,8%	12,4%	7,8%	17,0%	44,4%

Source : « Rapport sur le décrochage scolaire au Luxembourg: parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire et causes du décrochage, 2009 et 2010, Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle.

Les responsables de l'ALJ ont indiqué que les élèves qui décrochent des classes COIP-IPDM pendant l'année disaient souvent qu'ils ne savaient pas pourquoi ils suivaient un cours COIP-IPDM. Selon l'ALJ et certains intervenants, ces élèves estimaient qu'ils perdaient leur temps, s'ennuyaient et étaient démotivés. Une étude plus approfondie des élèves décrochant pendant l'année scolaire serait utile afin de clarifier ces déclarations.

Est-ce que le dispositif a permis de réduire le décrochage scolaire de cette population spécifique?

Entre 2007/2008 et 2009/2010, 17,2% élèves ont décroché pendant leur année COIP-IPDM. Au total, 21,5% des élèves des CNFPC ont décroché, contre 5,8% dans les lycées. S'il s'agit du décrochage scolaire un an après la sortie, les élèves COIP-IPDM représentent 14% de tous les décrocheurs du pays.

Une baisse du décrochage en COIP-IPDM a été remarquée entre 2007 et 2009, mais deux années ne permettent pas de confirmer une tendance. Nous ne pouvons être sûrs que ce dispositif a réduit le taux de décrochage, mais il est évident que les COIP-IPDM offrent une chance de préparer un apprentissage et de bénéficier d'un encadrement qui ne serait pas disponibles si le jeune avait décroché. Ainsi, afin de pouvoir répondre de façon aussi objective que possible à cette question, une étude approfondie sur les causes du décrochage est nécessaire ainsi que le maintien des études statistiques du décrochage en COIP-IPDM pour les années à venir.

10.3. ENCADREMENT SOCIO-PEDAGOGIQUE

Des problèmes de discipline semblent être plus présents dans les CNFPC, une raison étant que les lycées techniques prêtent plus d'attention sur la conduite et aux absences en choisissant leurs élèves. Parfois, si un élève n'est pas accepté dans un lycée technique, il peut trouver une place dans un CNFPC. Néanmoins, il n'existe pas de chiffres pour comparer les problèmes de discipline dans d'autres classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique.

Dans les discussions et le questionnaire distribué aux élèves au printemps 2011, la plupart des jeunes ont indiqué recevoir beaucoup d'aide et d'encadrement de la part des intervenants. Nombre d'entre eux estiment recevoir plus de soutien que les années précédentes.

Existe-t-il un dispositif pour soutenir les élèves à besoins spécifiques ?

Il n'existe pas de dispositif systématique pour soutenir les élèves à besoins spécifiques. Le soutien se fait au travers les intervenants, et si ceci ne peuvent pas aider à travers de services internes comme le SPOS et l'ALJ, différentes organisations extérieures telles que les bureaux régionaux ALJ, le Planning Familial, Omega 90 et d'Aidsberodung. La collaboration

n'est cependant pas homogène, et dépend des besoins, ainsi que du bon vouloir des enseignants et coordinateurs.

10.4. PARTENARIATS

Cette section répondra à la quatrième question de nos objectifs spécifiques correspondant à l'article 10 du règlement grand-ducal du 24 août 2007 : Existe-t-il systématiquement des partenariats pour favoriser les activités culturelles, artistiques et sportives ?

L'évaluation de ce projet met en évidence que les jeunes travaillant à « a Robbescheier » étaient motivés par la variété des travaux et des tâches à réaliser. Le rapport annuel 2010 indique qu'ils « ont développé leurs compétences sociales, corporelles et intellectuelles durant ce séjour »[27].

Néanmoins le rapport précise que « le volet 'formation' n'a pas pu être suffisamment assuré »[28]. Le rapport affirme de plus qu' « un sujet épineux est l'approche pédagogique: le but étant avant tout de promouvoir les attitudes générales (ponctualité, discipline,….) et sociales, les besoins spécifiques et difficultés de certains jeunes n'ont pas assez été pris en considération. A l'avenir il serait important d'assurer une formation socio-pédagogique pour les instructeurs qui encadrent les jeunes issus des COIP pour pouvoir faire face à leurs besoins de manière plus efficace ».[29]

[27] « Tourisme rural » Rapport 2010, CNFPC Ettelbrück

[28] « Tourisme rural » Rapport 2010, CNFPC Ettelbrück

[29] « Tourisme rural » Rapport 2010, CNFPC Ettelbrück

Le rapport met en avant que les élèves ne pouvaient pas être rémunérés pour des raisons légales, ce qui a causé une certaine frustration. Le projet a été annulé en 2010 faute de volontaires et d'inscriptions. Le rapport indique qu'un point négatif est que le volet formatif et pédagogique a été négligé durant la période de travail et les besoins et difficultés de certains jeunes n'ont pas pu être pris en compte. De plus, il a été constaté que la motivation des jeunes a baissé après quelques jours, car leur travail n'était pas rémunéré, contrairement à celui des autres employés. Ce rapport estime de plus qu'il serait important d'assurer une formation socio-pédagogique pour les instructeurs qui encadrent les jeunes issus des COIP-IPDM.

Le projet artistique 'Stop and Go : wo stehe ich – wo will ich hin' au LNB était accompagné par une étude par l'université de Trier, qui avait pour but d'évaluer le projet. Cette évaluation affirme que de nouveaux espaces ont été créés pour les jeunes, les enseignants et tous ceux y prenant part, les sortant de leurs schémas quotidiens ou de leurs pratiques professionnelles habituelles. Ceci a eu pour effet de créer une certaine sensation d'inconfort, d'irritation et de malentendus qui a eu pour effet de stimuler la créativité. Cette créativité a engendré de nouvelles possibilités et encouragé les jeunes à tenter de nouvelles expériences dans leur vie quotidienne.[30]

La problématique des finances a été relevée plusieurs fois par des intervenants. L'organisation d'activités socioculturelles, sportives et artistiques n'est pas toujours couverte par les finances de l'établissement ou par un budget du ministère. Des activités 'fundraising' doivent être organisées en parallèle, ce qui demande beaucoup de temps.

Ces partenariats ou petits projets mis en place par les lycées sont basés sur l'organisation des intervenants, des directions et des élèves. Ils requièrent beaucoup de temps supplémentaire et d'activités pour recueillir des fonds, ce qui pourrait expliquer leur rareté. En effet, plusieurs enseignants ont indiqué que certains projets peuvent être très onéreux et que les établissements ne disposent pas d'un budget assez important pour couvrir ces frais.

[30] Abschlussbericht zur Evaluation des Projektes "Stop & Go" Wo stehe ich – wo will ich hin?"

Existe-t-il systématiquement des partenariats pour favoriser les activités culturelles, artistiques et sportives?

Il n'existe pas de partenariat systématique pour favoriser les activités culturelles, artistiques et sportives. Les partenariats sont ponctuels et dépendent des écoles et des partenaires disponibles. Ces partenariats dépendent aussi des intervenants, qui doivent organiser ces partenariats hors des heures de travail, ainsi que des fonds disponibles à la réalisation de projets socioculturels.

10.5. TRANSITION VERS LA VIE ACTIVE

Dans cette section, nous répondrons à la cinquième question de nos objectifs spécifiques : l'existence et l'organisation des mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'Action Locale pour jeunes (ALJ).

Cette coopération entre les bureaux ALJ et les lycées et CNFPC semble bien fonctionner mais varie selon les activités organisées, le taux de participation des ALJ et le rapport avec les élèves.

Une réduction des visites de l'ALJ dans les CNFPC pourrait avoir un effet négatif, car de nombreux enseignants et éducateurs ont souligné l'importance de la socialisation des ALJ dans les classes COIP-IPDM afin d'assurer un meilleur soutien une fois l'année scolaire terminée.

Il est cependant apparu dans les discussions que les collaborations entre les ALJ et les écoles sont dépendantes de ces bonnes relations. L'arrivée ou le départ de nouveaux éducateurs ALJ ou intervenants en COIP-IPDM peut donc affaiblir la relation et la collaboration.

Quelles sont les mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active par l'ALJ et quelle en est l'organisation?

Les mesures initiant et accompagnant la transition vers la vie active qui sont prises par l'ALJ et les établissements sont en accord avec l'article 11 du règlement grand-ducal. Afin de pouvoir au mieux remplir leur rôle au niveau régional, les ALJ régionales visitent les établissements au sein de leur région, et ce pour se faire connaître auprès des jeunes et établir un climat de confiance qui permettra un meilleur accompagnement une fois l'année scolaire écoulée ou en cas de décrochage. Chaque bureau régional ALJ s'occupe des établissements et des jeunes domiciliés au sein de sa région. Les mesures destinées à initier et à accompagner la transition vers la vie active au niveau régional sont stipulées dans l'article 11 du règlement grand-ducal du 24 août 2007. Les ALJ contactent tous les élèves une fois l'année écoulée.

Les ALJ s'activent aussi au sein des établissements, et ce de différentes manières. Des visites sont organisées et des formations et séances d'informations sont organisées. Les ALJ apportent leur aide dans la recherche des placements professionnels et postes d'apprentissage et les ateliers OSNA (Op der Sich No enger Ausbildungsplaz). La collaboration entre les ALJ et certains établissements est facilitée par le fait que presque tous les établissements bénéficient d'un intervenant avec décharge de l'ALJ et que les relations entre les ALJ et ces intervenants ayant une décharge de l'ALJ sont souvent de longue date. Il est toutefois apparu que le partenariat entre les lycées et les centres dépendent de ces relations personnelles, ce qui pourrait être négatif lors de changements de personnel. Il est de plus apparu que la collaboration entre l'ALJ et les CNFPC est beaucoup moins forte qu'avec les autres établissements, et ce depuis la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007.

11. CONCLUSION

Ces recherches avaient pour but d'effectuer un bilan des quatre premières années de la mise en œuvre de la loi du 16 mars 2007 sur les classes COIP-IPDM au niveau national.

Le but principal de cette loi est « soit de préparer le jeune à la vie active, soit de l'orienter vers le régime professionnel de l'enseignement secondaire technique, soit de le réintégrer dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique.» Ces recherches ont montré que plus d'un quart (28,4%) des élèves étaient orientés vers une classe d'apprentissage après avoir fini la classe IPDM/COIP et moins d'un quart (21,9%) vers une classe du cycle inférieur en école publique (fig. 15). Une grande différence existe entre les CNFPC et les lycées techniques quant au parcours des élèves COIP-IPDM sortants. En effet, près de 40% (39,2%) des élèves sortants des lycées étaient inscrits en classe d'apprentissage contre seulement un peu moins d'un quart (24,3%) des jeunes sortants des CNFPC (fig.16). Il en va de même pour la réintégration dans une classe du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique où un peu plus d'un quart (27,2%) des élèves sortant des lycées ont été orientés vers une classe du cycle inférieur de l'EST contre un cinquième (19,9%) des élèves sortant des CNFPC (fig. 16).

Pour les sortants des classes COIP-IPDM de l'année 2009/2010 inscrits en classe d'apprentissage en septembre 2010, un quart (25,4%) d'entre eux suivaient un CITP, un peu moins d'un quart étaient en CCM (22%) et en CCP (19,5%) (fig.18). 30% étaient inscrit en CATP ou DAP. Parmi les 348 élèves de 2007/2008, presque trois quart d'entre eux n'étaient plus inscrits en classe d'apprentissage au Luxembourg fin année scolaire 2009/2010. Parmi les 91 élèves sortis de la classe IPDM 2007/2008 s'étant inscrits dans une classe d'apprentissage, 15 d'entre eux ont fini leur CITP en deux ans (c.-à-d. fin année scolaire 2009/2010). 18 d'entre eux devraient finir d'ici 2011 ou 2012, 9 d'entre eux sont dans la 3ème année de leur CATP, 18 dans leur troisième année de CCM et 1 en troisième année en FT.

D'autre part, un cinquième des sortants IPDM-COIP ont déclaré être sans-emploi ou autre (c'est-à-dire aucune des options suivantes : école à l'étranger, école privée non-subventionnée, mesure d'insertion professionnelle, école publique, école publique d'apprentissage, travail, sans information, décrocheurs pendant l'année). Trouver un poste d'apprentissage peut s'avérer difficile pour de nombreux élèves, d'abord pour le simple fait qu'il n'y a pas assez de postes d'apprentissage au Luxembourg, aux niveaux CCM/CITP, CCP

après la réforme de la formation professionnelle en particulier. Une différence régionale a été portée à l'attention de l'enquêteur. Dans le nord du pays, par exemple, un nombre restreint de postes d'apprentissage rend la recherche plus difficile que dans le sud.

Les intervenants aussi bien que les responsables ALJ ont indiqué que les élèves IPDM ont souvent plus de chance de trouver un apprentissage que les élèves de 9ème MO ou 9ème PR parce qu'ils ont plus d'expérience professionnelle. Les élèves IPDM acquièrent aussi une idée plus claire de leurs capacités, puisque toute l'année IPDM est basée sur l'accompagnement personnalisé du jeune tout au long de la formation. Des chiffres concrets sur cette affirmation n'existent pas encore.

Il est toutefois important de garder à l'esprit que pour de nombreux postes d'apprentissage, les élèves doivent passer beaucoup de temps dans un environnement scolaire traditionnel, ce qui peut se révéler problématique pour les élèves qui sont démotivés ou « schoulmidd ». S'ils ne manquent pas de motivation, les élèves COIP-IPDM peuvent aussi parfois ne pas être académiquement capables de compléter la classe d'apprentissage. Pour quelques-uns d'entre eux, un manque de compétences sociales peut aussi poser des obstacles importants. Pour ces raisons, il se peut que de nombreux élèves décrochent pendant leur classe d'apprentissage. Aucune donnée précise n'existe à ce sujet.

Une autre question importante dans cette recherche est la question de savoir si ce dispositif a permis de réduire le décrochage scolaire de la population spécifique. Selon les données de l'ALJ, entre 2007/2008 et 2009/2010, presque un cinquième (17,2%) des élèves ont décroché pendant leur année IPDM-COIP (fig. 21). Au total, 21,5% des élèves des CNFPC ont décroché, contre 5,8% dans les lycées. Pour les élèves 2007/2008, presque un tiers (31%) d'entre eux sont portés décrocheurs à la fin de l'année 2008/2009. Pour l'année 2008/2009, le taux a baissé, et un cinquième (21,4%) des élèves ont décrochés à la fin de l'année de 2009/2010. Deux années de données ne sont cependant pas assez pour confirmer une tendance et plus de recherches devraient être menées à ce sujet. En moyenne, les élèves COIP-IPDM représentent 14% de tous les décrocheurs du pays (2007/2008-2008/2009).

Il semble que ce dispositif a réduit le taux de décrochage, mais il est évident que les COIP-IPDM offrent une chance de préparer un apprentissage et de bénéficier d'un encadrement qui ne serait pas disponible si le jeune avait décroché. Ainsi, afin de pouvoir répondre de façon aussi objective que possible à cette question, une étude approfondie sur les causes du décrochage est nécessaire ainsi que le maintien des études statistiques du décrochage en COIP-IPDM pour les années à venir.

Les responsables de l'ALJ ont indiqué que les élèves qui décrochent des classes COIP-IPDM pendant l'année disaient souvent qu'ils ne savaient pas pourquoi ils suivaient un cours COIP-IPDM. Selon l'ALJ et certains intervenants, ces élèves estimaient qu'ils perdaient leur temps, s'ennuyaient et étaient démotivés. Certains ont fait remarquer qu'ils n'étaient pas bien informés sur le COIP-IPDM et qu'ils s'attendaient à autre chose. Une étude plus approfondie des élèves décrochant pendant l'année scolaire serait utile afin de clarifier ces déclarations.

Après la prise de conscience de quelques points faibles des classes COIP-IPDM, les groupes de coordinateurs des COIP-IPDM ont pris une multitude de nouvelles mesures pour 2011/2012. Par exemple, des compétences transversales ont été définies pendant l'année 2010/2011 et le total des compétences a été réduit par un groupe de travail. Pour l'évaluation de ces nouvelles mesures, il faut attendre les résultats des années suivants.

L'évaluation a montré que tous les articles du règlement grand-ducal du 24 août 2007 ont été mis en œuvre. La mise en œuvre varie selon les établissements, mais en général, elle reste similaire.

Ces recherches ont été limitées par un certain nombre de facteurs. Le premier facteur est le fait que ce bilan est basé sur des entretiens et des observations et aucun cadre théorique plus large n'a été inclus. Deuxième facteur, l'absence de recherches précédentes portant sur le même sujet ne permet pas d'étude comparative. Troisièmement, la période relativement courte étudiée ne permet pas d'évaluer les effets, aussi bien positifs que négatifs, de la mise en œuvre du règlement grand-ducal. Certains élèves ayant terminé leur classe IPDM en juillet 2008 n'auraient pas eu le temps de terminer leur apprentissage pendant l'année 2010/2011.

12. RECHERCHES FUTURES

Plusieurs éléments méritant de plus amples recherches sont apparus pendant cette étude:

- Une recherche détaillée de l'aide à la formation et de ses possibles différences régionales dans son application.
- Il pourrait être intéressant d'approfondir le sujet des attentes des jeunes en classe IPDM, au travers d'interviews particulières en début d'année scolaire, en fin d'année scolaire et un an après la fin de l'année IPDM.
- Pendant les présentes recherches, l'occupation précédant l'année IPDM d'¼ des élèves était déclarée inconnue. Plus d'informations à ce sujet pourraient s'avérer utile pour les prochaines études sur les classes IPDM.
- Le parcours des élèves sortant de la classe COIP-IPDM devra être suivi et étudié pendant les prochaines années.
- Un suivi des taux de décrochages, ainsi qu'une étude de ses causes, au travers de questionnaires et d'entretiens particuliers, permettrait d'affiner les mesures déjà prises à ce sujet.

13. RECOMMANDATIONS

LOI :

- Dans le cadre de la réforme du cycle inférieur, revenir sur la loi du 16 mars 2007 et restreindre les classes COIP-IPDM aux élèves qui ne sont plus sous obligation scolaire. Ceci est déjà introduit aux deux CNFPC depuis septembre 2011.

MINISTERE :

- Dans le cadre de la loi du 26 octobre 2010 sur la réforme de la formation professionnelle selon laquelle la formation de base peut être dispensée dans un centre de formation, les CNFPC devraient offrir cette formation dans les métiers et professions où il existe un manque de postes d'apprentissage afin de pouvoir réduire ainsi le nombre des classes COIP-IPDM.
- Le rapprochement entre les socles de compétences du régime préparatoire et des classes COIP-IPDM, ainsi que l'amélioration de la qualité des curricula des COIP/IPDM garantit une meilleure orientation et valorise cette année d'études.
- Organiser une formation continue spécifique pour les intervenants des classes COIP/IPDM
- Créer un outil national pour l'organisation des stages et des documents afin de faciliter le travail des intervenants et établissements.
- Garantir plus de soutien financier pour ces activités socioculturelles
- Mener plus de recherches sur les classes COIP-IPDM, les causes du décrochage, le parcours des élèves avant et après leur année COIP-IPDM, etc. (Voir section Recherches Futures pour plus de détails).

ECOLES :

- Créer une coopération étroite avec l'école de la deuxième chance.
- Réaliser le parcours d'enseignement individualisé, pour garantir un soutien plus individualisé de chaque élève. Il est recommandé au conseil de classe orientant un élève en classe COIP/IPDM de définir le « bilan du parcours scolaire antérieur ».
- Maintenir le lien fort avec les entreprises, et continuer à offrir des stages en entreprise d'au moins 6-8 semaines.
- Créer un lien et une coopération plus forte entre les écoles, entre les écoles et les CNFPC, et entre les établissements et les ALJ.
- Soutenir et promouvoir des activités socioculturelles.
- Renforcer les structures existantes afin d'éviter que toutes les démarches d'encadrement socio-pédagogiques et des partenariats ne dépendent de l'initiative et du bien vouloir des enseignants.

14. BIBLIOGRAPHIE

Lois, règlements et documents cités dans cet ouvrage

- Loi du 16 mars 2007 portant - 1. organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue - 2. création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation. http://www.legilux.public.lu/rgl/2007/A/0904/A.pdf
- Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2009/0020/a020.pdf
- Règlement grand-ducal du 1er février 2010 portant sur 1. l'organisation des stages de formation en milieu professionnel de la formation professionnelle initiale; 2. la composition et les missions de l'office des stages (Texte republié) http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2010/0189/a189.pdf
- Règlement grand-ducal du 21 février 1978 portant organisation de cours d'orientation et d'initiation professionnelle. http://www.legilux.public.lu/rgl/1978/A/0122/1.pdf
- Règlement grand-ducal du 24 août 2007 relatif aux modalités d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des cours de formation professionnelle continue et de reconversion professionnelle organisés au Centre national de formation professionnelle continue http://www.legilux.public.lu/rgl/2007/A/3246/B.pdf
- Projet de Loi N 5593 portant sur 1. Organisation des cours de formation professionnelle au Centre national de formation professionnelle continue ; 2. Création d'une aide à la formation, d'une prime de formation et d'une indemnité de formation http://www.chd.lu/wps/portal/public/RoleEtendu?action=doDocpaDetails&id=5593
- MENFP (2010), les chiffres clés de l'éducation nationale : statistiques et indicateurs année scolaire 2008/2009, Luxembourg, MENFP
- Unsen, Manon & Barthelmy, Marc (2009), l'enseignement luxembourgeois en chiffres : le décrochage scolaire au Luxembourg – parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire : causes du décrochage – année scolaire 2007/2008, Luxembourg, MENFP
- Unsen, Manon & Barthelmy, Marc (2010), l'enseignement luxembourgeois en chiffres : le décrochage scolaire au Luxembourg – parcours et caractéristiques des jeunes en rupture scolaire : causes du décrochage – année scolaire 2008/2009, Luxembourg, MENFP
- Les cours d'orientation et d'initiation professionelles, CNP-EST, version provisoire du 11.12.2009

- Les socles de compétences aux cours d'orientation et d'initiation professionnelles', version provisoire 13 mai 2011/28 juin 2011, Jean Billa, Marie-Paule Muller, Casimir Pich, Cécilia Delapierre
- « Tourisme rural » Rapport 2010, CNFPC Ettelbrück
- Abschlussbericht zur Evaluation des Projektes "Stop & Go" Wo stehe ich – wo will ich hin?"
- MENFP (2010) l'enseignement luxembourgeois en chiffres, la formation professionnelle, Statistiques globales et analyse des résultats scolaires, http://www.men.public.lu/publications/etudes_statistiques/statistiques_postprimaire/110714_chiffres_form_prof/110714_prof_2011online.pdf
- MENFP (2007), Réforme de la formation professionnelle : guide méthodologique, MENFP
- MENFP (2010) l'éducation au Luxembourg 2009, MENFP 2009 http://www.men.public.lu/publications/syst_educatif_luxbg/systeme_scol_luxbg/100215_education_au_luxembourg_2009/100215_web_education_au_luxembourg.pdf

Autres documents intéressants:

- Alexander, K. L., Entwisle, D. R., & Kabbani, N. S. (2001, October). The dropout process in life course perspective: Early risk factors at home and school. Teachers College Record, 103(5), 760-822
- Barro, S. M., & Kolstad, A. (1987, May). Who drops out of high school? Findings from High School and Beyond. Washington, DC: Center for Education Statistics, Office of Educational Research and Improvement, U.S. Department of Education.
- Bonnéry, Stéphane (2007), Comprendre l'échec scolaire : élèves en difficultés et dispositifs pédagogiques / Stéphane Bonnéry, Paris : La Dispute
- Bridgeland, J. M., Dilulio, J. J., & Morison, K. B. (2006, March). The silent epidemic: Perspectives of high school dropouts. Washington, DC: Civic Enterprises, LLC, in association with Peter D. Hart Research Associates for the Bill & Melinda Gates Foundation.
- Caritas Luxembourg (2010), Sozialalmanach 2010 - Schwerpunkt: Aus der Krise in die Armut?, Caritas Luxembourg
- Chomentowski, Martine (2009), L'échec scolaire des enfants de migrants : l'illusion de l'égalité, Paris: L'Harmattan
- Dierendonck, Christophe & Meyers, Christian & Noesen, Melanie (2008), La place de l'école dans la société luxembourgeoise de demain. Vers de nouveaux modèles de fonctionnement du système éducatif, DeBoek

- Guelfi, R. (1995). Comment remédier au décrochage scolaire dans l'enseignement professionnel ? Analyse de deux projets pédagogiques. Mémoire de fin d'études. Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur.

- Langevin, L. (1992). Abandon scolaire : dépistage et prévention. Vie Pédagogique, n°80

- Leclercq, D. & Lambillotte, Th. (1997). A la rencontre des décrocheurs : Plaidoyer pour une pédagogie du cœur. Le point sur la Recherche en Education. Ministère de la Communauté française. Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, Bruxelles, n° 4

- Le Heuzey, Marie-France & Mouren, Marie-Christine (2008), Phobie scolaire : comment aider les enfants et adolescents en mal d'école?, France: Josette Lyon

- Longhi, G. & Guibert, N. (2003). Décrocheurs d'école. Redonner l'envie d'apprendre aux adolescents qui craquent. s.l. : Editions de la Martinière.

- Martin, Romain (2008), La place de l'école dans la société luxembourgeoise de demain, Bruxelles: De Boeck Université, 2008

- Martin, Romain & Houssemand, Claude & Brunner, Martin (2008) Quelles conclusions peut-on tirer de l'étude PISA en ce qui concernce le fonctionnement de l'école luxembourgeoise ?[Which conclusions can be drawn from the PISA study which adress the functioning of Luxembourg's schools?], DeBoek

- MENFP (2010), Les chiffres clés de l'éducation nationale : statistiques et indicateurs année scolaire 2008-2009, Luxembourg: MENFP

- Meyers, R. & Plein, E. (2001). Rapport d'enquête sur les élèves en décrochage scolaire au Luxembourg et susceptibles de rejoindre un dispositif de transition dans le cadre de la pédagogie de la deuxième chance. Rapport au Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, Luxembourg

- Meyers, Raymond & Houssemand, Claude (2008), Profil différentiel des chômeurs à risque au Luxembourg

- Meyers, Raymond & Houssemand, Claude (2008), Profil multidimensionnel des dérocheurs au Luxembourg

- Oberto, V. & Sotto, A. (2004). Dénouer l'échec scolaire. Paris : Desclée de Brouwer.

- Pépinster, C. Une rupture à rendre salutaire, in Echec à l'échec, N° 89.

- Rapport intermédiaire au 30 juin 2006 : Les enfants et adolescents à haut potentiel, Recherche-action inter-universitaire Commanditée par le Ministère de la Communauté française de Belgique.

- Poncelet, D. & Bernard, S. & Crochelet, F. & Born, M. (2007), Le décrochage scolaire des jeunes lors de la transition primaire-secondaire: recherche de clés de

compréhension au sein de l'environnement familial : XI Congrès d'éducation familiale de l' AIFREF

- Trépanier, Nathalie S. & Paré, Mélanie (2010) Des modèles de service pour favoriser l'intégration scolaire, Québec : Presses de l'Université du Québec

- Visée, D. (2000). Des pistes d'action. L'Observatoire. Décrochage scolaire. Revue sociale et médico-sociale, Liège, Région wallonne, n° 24

15. ANNEXES

Annexe 1 : Évaluation de la mise en œuvre de la loi concernant les COIP-IPDM, SCRIPT, juin 2010

Evaluation de la mise en oeuvre de la loi concernant les COIP-IPDM

Propositions

2 juin 2010

La présentation

1. Cadre légal des COIP-IPDM
2. Définition de l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi
3. Axes de réflexion pour l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi
4. Méthodologie de l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi
5. Réflexions/remarques/questions sur l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi

Le cadre légal des COIP-IPDM

- Loi du 16 mars 2007 : organisation des cours de formation professionnelle au CNFPC et au lycée à l'attention des jeunes en rupture scolaire.
- Règlement grand-ducal du 24 août 2007 : modalités d'organisation, de fonctionnement, d'évaluation des cours de formation et d'accompagnement vers la vie active.
- Objectifs de la loi : « soit de préparer le jeune à la vie active, soit de l'orienter vers le régime professionnel de l'EST, soit de le réintégrer dans une classe du cycle inférieur de l'ES ».
- Evaluation prescrite par le RGD : «le fonctionnement des cours fait l'objet d'une évaluation continue et un bilan est établi au plus tard cinq années après l'entrée en vigueur du présent règlement».

Définition de l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi

- Public cible : tous les élèves de 9ème (régimes théorique, polyvalent, pratique et modulaire) en difficulté scolaire ou les jeunes en rupture scolaire, âgés de moins de 18 ans
- But : démontrer que le dispositif à permis de réduire le décrochage scolaire de cette population spécifique
- Objectifs : démontrer qu'il existe une amélioration de l'apprentissage professionnel en vue d'une optimisation de l'insertion professionnelle et/ou scolaire
- L'évaluation de la mise en œuvre de la loi va au-delà de l'évaluation du fonctionnement des cours COIP-IPDM afin de servir le réforme de la formation professionnelle

Axes de réflexion pour l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi (1)

1. Lieux de formation : CNFPC/lycées ES et EST/entreprises
   - *Quelles sont les ressemblances, les différences et les particularités de la formation selon le lieu de formation? De réussite? D'insertion professionnelle?*
2. La formation théorique et la formation pratique
   - *Les formations préparent-elles bien au futur métier? Comment s'organisent-elles (cours, matériel, stage, etc.)? Répondent-elles aux attentes des apprenants?*
3. L'insertion professionnelle en collaboration avec l'ADEM
   - *Quel(s) est (sont) le(s) rôle(s) de l'ADEM? Pour quel(s) résultat(s)?*
4. Les mesures de transitions vers la vie active et l'ALJ
   - *Quelles sont ces mesures de l'ALJ? Pour quel(s) résultat(s)?*

Axes de réflexion pour l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi (2)

5. L'existence de partenariats pour favoriser les activités culturelles, artistiques et sportives
   - *Existe-t-il systématiquement des partenariats? Si oui, lesquels? Pour quel(s) type(s) d'activités? Lieu? Avec quelle fréquence? Si non, pour quelle(s) raison(s)?*
6. L'existence d'accompagnement spécifique (différenciation)
   - *Existe-t-il un dispositif pour soutenir les élèves à besoins spécifiques?*
7. Le certificat d'initiation technique et professionnelle
   - *Quels sont les critères pour l'obtention de ce certificat? Quel taux de réussite? Quel taux d'insertion professionnelle et/ou scolaire? Donne-t-il accès à la préparation d'autres diplôme ou certification?*

Méthodologie de l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi

- La démarche méthodologique se basera sur les axes de réflexion qui prennent appui sur la loi et le règlement grand-ducal
- Plusieurs méthodes pourront être utilisées (analyse documentaire, interview, questionnaires, bilan quantitatif, etc.). Il est important qu'elles soient multiples afin d'apporter une pertinence convergente au service d'une évaluation efficace de la mise en œuvre de la loi

Réflexions/remarques/questions sur l'évaluation de la mise en oeuvre de la loi ?

Références

- Présentation des grandes lignes de la réforme de la formation professionnelle, MENFP, 21/05/2010
- La réforme de la formation professionnelle, CP du 02/03/2010
- La loi du 16 mars 2007
- Le règlement grand-ducal du 24 août 2007

Merci de votre attention!

Annexe 2 : Questionnaire pour enseignants, charges de cours et éducateurs

Questionnaire fir Enseignantën, Proffen, Chargés de Cours an Educateuren

Nom:……..... Etablissement:……..

Date:……...

Nombre de classes COIP/IPDM 2010/2011 ? / Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

Nombre d'élèves inscrits en septembre ? Wéi vill Schüler am September ?

Nombre d'intervenants par classe, pour quelles branches ? / Wéi vill Enseignantën, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

Organisation de l'enseignement général / Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

Quels programmes sont utilisés pour l'enseignement général ? Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Quels programmes pédagogiques sont utilisés dans les ateliers ? Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Organisation des ateliers. Lesquels ? /Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Autres activités/projets pédagogiques ? / Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Comment se déroulent les stages en entreprise ? Combien de semaines/jours de stages sont prévus ? Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Existe-t-il des dispositifs pour soutenir les élèves à besoins spécifiques ? Lesquels ? Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Existe-t-il systématiquement des partenariats et des projets pédagogiques pour favoriser les activités socio-culurelles, artistiques et sportives ? Si oui, lesquels? Pour quel genre d'activités? Quel sont les lieux d'activités? Quelle en est la fréquence? Si non, quelles en sont les raisons ?

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Comment est organisée l'orientation ? Quelle coopération existe avec ALJ et ADEM ? Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ADEM ?

Comment se déroule l'évaluation des compétences ? **Y-a-t-il des difficultés ? Lesquelles ?** Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Y a-t-il des besoins de formation continue pour les enseignants? Si oui, lesquels ? Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Pensez-vous que la formation prépare bien les jeunes à leur insertion professionnelle/réinsertion au ES ? Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Pensez-vous que la formation répond bien aux besoins des apprenants ? Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Evaluation et réflexions personnelles / Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Annexe 2.1 : Questionnaire A

COIP/IPDM Klassen 2009/2010 : 10 Klassen (8 bis 15 Schüler)

Obligation scolaire : manner wéi 10 %

COIP/IPDM Klassen 2010/2011 : 8 Klassen (10 Schüler) – 75% Jongen

Obligation scolaire : 12-13%

Et as festgestallt ginn das 12 Schüler pro Klass der zevill si. Dofir as et décidéiert gi nëmmen 10 Schüler pro Klass ze hunn. 2010 si manner Schüler ageschriwwen. Ee Grond si déi nei IPDM Klassen an anere Lycéeën. Enn Oktober stoungen nach 7 Leit op der liste d'attente.

Net gekuckt op d'Conduite an d'Absencen op der Zensur bei den zukënftege Schüler.

Am September waren 83 Schüler ageschriwwen

	2007/2008 (September)	2008/2009 (September)	2009/2010 (September)	2010/2011 (September)
CNFPC-E	99	123	120	83

Evolutioun vun den Inscriptiounen :

	2009/2010	2010/2011
September	120	83
Februar	119	
Abbrëll	117	
Juli	107	
Total	-13	

2009/2010 hunn der zwëschent 5 a 12 d'Schoul gewiesselt. Op hirer Fiche de départ steet Awar meeschtens net drop op se an enger anerer Schoul ugeholl gi si, a wat fir eng Schoul et ass. De Suivi mat de Schüler déi déchrochèiert sin besteet nëmme wann de Schüler de Kontakt sicht. Déi meescht Schüler déi näischt fonnt hunn, sichen erëm de Kontakt mat CNFPC eng Zäitchen dono. Et as dem CNFPC wichteg de Schüler d'Gefill ze vermëttelen dass se fir alles kënne froe kommen!

18 Schüler (+- 15 %) vum leschte Joer machen IPDM Klass nach eng kéier. E puer vun hinnen

hate lescht Joer den Atelier deen se wollten hunn net krit. Dëst Joer kënnen se deen dan maachen. E puer vun hinne konnte lescht Joer nach net an e Stage geschéckt ginn. Dëst Joer kennen se dann éischter an de Stage, oder méi Deeg Stage maachen.

Wéi vill Enseignatën, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

Pro Klass 3, maximal 4 Enseignanten.
1 : Régent - Atelier
1 : Chargé de cours – Enseignement general
1 : Éducateur gradué – Education social 2 Stonnen. Encadréiert de Grupp, hëlleft e Stage sichen, Suivi vun de Stagen, organiséiert aktivitéiten.

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

Den Enseignement general as 6 Stonnen d'Woch. Déi meescht Klassen hunn déi 6 Stonnen an engem Daach. Wei den Enseignement general organiséiert as hängt vum Enseignant an der Klass of, a gëtt der Aarbecht am Atelier ugepasst. De Calcul professionel as dëst Joer zum Beispill an den Atelier verlagert ginn, wou et praktesch ugewannt gëtt. An de Sprooche gin Saache fir den Alldag geleiert déi fir den Atelier wichteg si. Eng Grupp benotzt dëst Joer Team teaching.

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Den Enseignement gëtt un de Grupp ugepasst, an hängt vum Enseignant of. Et gëtt sech un d'Grille horaire gehalen an un d'Kompetenz Evaluatioun. Keng speziell Programmer gin benotzt.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Ett gi keng speziell Programmer benotzt.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

2009/2010 : Alimentation, restauration, habillement/vente, peinture, carrosserie, écologie, bois, métal, chauffage, Robbesscheier
2010/2011 : Alimentation, restauration, habillement/vente, peinture, carrosserie, ecologie, metal, aide menage

Chauffage hat lescht Joer e ganz gudden taux de placement. Néng vun der Klass sinn an eng Leier komm (CITP). Dëst Joer gëtt den Atelier Awar net ugebuede well et net genuch Plaz wéinst CITP Klasse gëtt. Am Carrosserie Atelier gëtt allerdéngs och Chauffage gemat. Am Aide Ménage Atelier man d'Schüler och Service an der Kichen 2 mol d'Woch.

De Karosserie Atelier huet de meeschte Succès.

D'Ateliere gin mat de Schüler beluecht déi sech als Éischt mellen (first come first serve basis)

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Et gi vill Excursioune gemat mat de Schüler: Entreprisë visitéiert, Musée, wichteg Administratiounen, para a peri scolaire Aktivitéiten.

D'Aktivitéiten hänke vum Besoin a der Zäit of. Zb ginn se op d'Euro Racing Show mam Carrosserie Atelier. All Atelier mëscht Visiten déi interessant sin fir se. Et ginn och Aktivitéite wou d'Schüler sech kennen aschreiwen no der Schoul wei zb Schlittschong fueren, an d'Piscine goen.

Regelméisseg gëtt et och Aidsberodung an de Planning Familial kënnt. 2009 as och den Auteur vun 'de klenge Jong' komm. Als Projet war et lescht Joer en Theatergrupp ginn, wou den Atelier d'Bühnebild gemat huet.

All Atelier mécht och e Projet fir de Chrëschtmaart.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Et gin keng fix Zäite fir de Stage. D'Schüler gin wann se prett sinn, et gin Schüler déi elo schonns am Stage sinn, an et ginn der déi réischt am Mee ginn. De Stage kann 1 Woch daueren, dan gëtt en évaluéiert an dan heinsdo nach eng Woch verlängert. Et ginn och Schüler déi regelméisseg 1 mol d'Woch an de Stage ginn. Dem Gesetz no mussen se 6 Wochen an de Stage goen. Mä et gin Schüler déi kann ee net an de Stage schécken, oder réischt méi spéit am Joer.

De Stage gëtt organiséiert vun den Éducateuren oder dem Instrukter. Heinsdo och vun den Elteren. Mä et as ëmmer d'Schoul déi d'Entreprise kontaktéiert an de Lien hierstellt.
Et gëtt des Joer eng nei Konventioun de Stage, an de Stage gëtt an de fichier d'élève agedroen, a sou kann een ëmmer verfollege wou a wéini a Schüler am Stage war. Och wann en de Lycée wiesselt.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Et gëtt e gudde Kontakt mam Service Central d'Assistance Sociale, mat der d'Psychiatrie a mat eenzel Psychologen. Médecins Sans Frontières hunn eng grille d'Evaluatioun fir Drogenmisbrauch opgestallt, deen d'Enseignantë kënnen als Hëllef benotzen, zb wat ze machen as bei wei engem Problem, a ween kan kontaktéiert ginn.

De Planning familial hëlleft bei Problemer, Schrassig fir d'Meedercher an Dräibuer fir Jonge stinn och zur Verfügung bei Problemer. Et ginn och Foyer déi Ënnerstëtzung ginn.
Finanziell hëllef: aide à la formation, mä nëmme bis 18 Joer.

Regelméisseg Reunioun parental, probéieren d'Eltere mat anzebannen. Et gëtt och e Vertrag zwëscht der Schoul, dem Schüler an den Elteren. Wann e Schüler net an de Cours kënnt kréien d'Elteren ugeruff.

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou

fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Offiziell net, mä heinsdo gin Saachen ugebueden, mä dat hängt vun den Instrukteren of. Et gëtt vill am CNFPC Ettelbréck ugebueden, an et as och wichteg net zevill ze man.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Et gëtt en enkem Kontakt mat der ALJ geschafft. Wann ee Schüler geet, krit den ALJ den Dossier iwwerginn a mëscht de Suivi.

D'Orientatioun fënnt iwwer dat ganzt Joer statt. D'Schüler kënnen aner Atelier kucke goen, verschidde Stagë man. Et gëtt drop gepocht das d'Schüler sech zurzäit bei der ADEM mellen. D'ADEM kënnt och regelméisseg an d'Schoul fir Saachen ze erklären a virzestellen.

Et gëtt hëllef ugebuede mam CV an de Bewerbungen.

Et ginn och Visiten organiséiert an d'Stat fir déi wichteg Saachen ze fanne wei casier juduciaire, Krankekeess, asw

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Am Januar si d'Kompetenzen nach e bëssen eidel, gin réischt gréissten deels um Schluss vum Joer agedroen, well wann ee bis eng Kompetenz ginn huet, kan een se net méi ewech huelen. D'Eltere gin geruff fir d'Kompetenz Evaluatioun erkläert ze kréien, an d'Zensur gëtt net mat der Post geschéckt mä d'Eltere mussen se siche kommen. Et gin keng Schwieregkeete mat der Kompetenzevaluatioun.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et gëtt e Bedarf u Formatioun continue. De CNFPC Ettelbréck mëscht grad eng Datebank fir ze kucke ween wat fir eng Formatioun scho gemat huet. Dono gesäit ee besser wat fir Besoinen do si. Et as Awar wichteg regelméisseg Formatiounen ze man, fir Ënnerstëtzung ze bidden, et hëlleft och en Iwwerbléck ze behalen, nei Iddien ze kréien, en Austausch ze hunn a Feedback ze kréien.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

De Cours ass ganz Realitéit trei duergestallt. Et gëtt de Schüler bäibruecht Responsabilitéit ze iwwerhuelen. ZB an der Kichen, wann een näischt mécht dan setzen se all am selwechte Boot wann dono keen Iessen um Dësch steet. Si leieren och mondäne Aarbechten duerchzehalen. Si ginn och mat der Realitéit an de Stagë konfrontéiert.

Am CNFPC ginn der net vill zeréck an de Lycée. Just vläit e puer Jonker, déi nach net bereet si ze schaffen. Et as allerdéngs heinsdo och schwéier se am Lycée rëm ze integréieren. An anere Lycéeë wei zb den NOSL, do hunn d'IPDM Schüler gudde Kontakt mat der Schoul, an et as dan méi einfach se an eng aner Klass ze integréieren, well de Schüler jo scho do as.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

De CNFPC huet bei der Schüler kee gudde Ruff. Wann d'Schüler Awar bis do sinn, änneren se oft schnell hir Meenung, a vill Schüler komme wann se fäerdeg si oft zeréck fir matzedeele wat se grad man a sou weider.

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Aschreiwung réischt am Mëtt September oder Oktober man. De CNFPC Ettelbréck hält sech un d'Journée d'inscription Mëtt Juni. Mä dat découragéiert Schüler eng Aarbecht an der Vakanz ze sichen, an déi Schüler déi de Ganze Summer sichen a sech réischt am September aschreiwe kréien dan heinsdo keng Plaz méi.

Et war och vläit besser nëmme Schüler ze huelen déi net méi schoulflichteg sinn.

Annexe 2.2 : Questionnaire B

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

2009/2010 : 1 Klass
2010/2011 : 1 Klass

Wéi vill Schüler am September ?

September 2009/2010 : 12 Schüler (9 Schüler sinn elo am CNFPC !!)
September 2010/2011 : 10 Schüler, (11 Schüler Enn November)
All d'Schüler ware virdrun am LNB.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

2009/2010 : **3**

Régent : 14 Stonnen, Enseignant : 6 Stonnen, chargée de cours : 2 Stonnen Turnen

2010/2011 : **6**

Régent, 1Enseignant, 3 Atelier Proffen, 1 Turnproff

==) Unzuel vun Enseignanten huet sech verduebelt vir déi selwecht Unzuel vu Schüler

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

3 Atelierë bäikomm (Holz, Metall, Kichen) (6 Stonnen). All Schüler maan déi 3 Atelierë

ECSP (2), Info (2), Mathé (4), Turnen (2), Kommunicatioun (4), encadrement de stage (2), Edu artistique et culturelle (4), Projet Stop & Go (2), Psycholog CPOS (2)
Freides Mëttes hunn d'Schüler fräi, wat am Stage récupéréiert gëtt.
Keen Teamteaching méi (2009/2010 gouf et e bëssen teamteaching. Net méi méiglech wéinst dem Stonneplang).
D'Schüler setzen déi meeschten Zäit hannert der Schoulbänk. D'Ateliere sinn all hannerteneen Donneschdes a Freides. Et get net vill Stagen

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

« Ma vie professionnelle » als Préparatioun vir Stagen. Eenzegt Buch dat Schüler kaafe sollen. De Recht vum Cours bastelt de Proff selwer zesummen a baséiert sech op Socle de compétences. De Cours as sou opgebaut das e sech un d'Besoien vun de Schüler riicht.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

2009/2010: atelier cuisine 2 Stonnen/Woch

2010/2011 : 3 Atelierë bäikomm (Holz, Metall, Kichen) (6 Stonnen), mä all hannerteneen, Donneschdes a Freides. Vill vun de Schüler hunn des Ateliere schonns an de Joere virdru gemat. Et gëtt net vill Coopératioun zwëschent den Atelier Proffen an den aneren Enseignanten. D'Atelieren zum Beispill sinn am anere Gebai. D'Mathé gëtt net systematesch op eng praktesch Art a Weis ënneriicht. Et get keng Zesummenaarbecht mat anere Lycéeën.
D'lescht Joer huet den Enseignant den Atelier Kichen enseignéiert, a kont dunn och aner Deeler vum Enseignement abaue wéi zum Beispill Mathé. Si sinn och heinsdo zesummen akafe gaangen, wat och gehollef huet ze gesi wou et nach u praktesche Saachen happert, déi een da kann am Cours nohuelen. Dëst gëtt et dëst Joer net méi. Et gëtt och dëst Joer keen Teamteaching méi.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Projet « Stop&Go » : 2 Stonnen d'Woch kommen Danzpedagogen : De Projet as Awar extrem Déier, an d'Enseignantë si sech net sécher op de Projet eppes bréngt, well net wierklech e roude Fuedem dran ass. Et wär besser wann d'Schüler wéisste wou et géif hi goen, an dono e konkret Resultat hätten (wéi zb eng Skulptur déi ausgestallt gëtt). De Feedback vun der Klass as neutral. De Projet as vun der Uni Trier évaluéiert ginn. Intressant wat do eraus kënnt.
2 Stonne kënnt och e Psycholog vum CPOS. Des Aarbecht kéint och vum SPOS gemat ginn, mä et as och gudd wann heinsdo Leit vun ausserhalb kommen, vir nei Ablécker ze kréien.
ALJ : Dach : op der sich no Aarbecht.
SNJ : 2 Deeg zu Hollefels : Out-Door activities
BIZ : 1 Daach
IFSB : 1 Daach
Den Enseignant probéiert sou vill wéi méiglech mat de Schüler eraus ze goen, a wa sech eng Méiglechkeet ubitt, da gëtt et gemat (wéi lescht Joer zb Musée Nuet).

==) D'Organisatioun vun Aktivitéite läit beim Proff an der Schoul. Ugeholl et gëtt e Régent de näischt well organiséieren, heescht dat dann d'Schüler setzen déi ganzen Zäit an der Klass ? Et gi keng Richtlinne wéivill Aktivitéiten ee soll organiséieren, wat vir eng Zort asw.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

3 Woche Stage (November, Januar, Mäerz). Am 2te Semester ginn d'Schüler 1 mol an der Woch an de Stage. Wann e Schüler e Stage méi laang mécht, as dat kee Problem.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Et gëtt Réaktiv an net wierklech präventiv geschafft. Wann e Problem optaucht, dann as de SPOS do vir ze hëllefen, oder de Psycholog vum CPOS. Et gëtt no enger Léisung gesicht wann de Problem optaucht. Vun der AIDS Berodung kënnt ee laanscht, mä nach net vum Planning familial.
==) wär et net besser präventiv ze schaffen ?

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

« Stop & go »

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Den Enseignant huet eng Décharge vun der ALJ. Et gi vill Eenzelgespréicher geféiert, an d'Orientatioun as souzesoen d'Haapthema vum Joer. D'Coopératioun mat der ADEM as begrenzt, mä si hëllefe bei der Ufro vum Statut Handicapé.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Mat der Iddi vun Evaluatioun no Kompetenze kee Problem. Lescht ass Awar e bëssen ze laang, a wann een all Kompetenze seriös kuckt, dann huet ee net méi vill Zäit vir vill aner Saachen. Et muss een all Schüler eenzel duerchkucken. Et wär méi einfach wann ee pro Kompetenz kéint d'Schüler bewäerten.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Den Enseignant selwer as motivéiert Formatiounen ze man. Et hängt vum Interesse vum Enseignant of, op se Formatioune man, an net wierklech nom Besoin vun den Enseignanten.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

An dësem Lycée hunn se nach net wierklech Erfahrungswerter, well et d'IPDM Klass réischt am zweete Joer ugebuede gëtt. Vu leschte Joer zu dësem Joer as et e groussen Ënnerscheed vun de Schüler: si si méi Wibbelesch, a kenne sech besser selwer débrouilléieren. Bei der Orientatioun vun de Schüler läit vläit e Problem et ginn déi opfalend Schüler dohin orientéiert, mä net onbedingt déi déi wierklech dohi gehéieren. Och d'Schüler wëssen net Genaues firwat se op där Klass sinn. D'Schüler hunn net wierklech e Choix vun Atelieren. De Stage as dat wichtegst, well just do d'Schüler en Androck kréie wéi et an der Aarbechtswelt ausgesäit, an a wat se vläit gutt sinn a gäre man.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Vill vun de Schüler wossten net wat IPDM Klass ass. d'Gefill dass d'Schüler keng grouss Erwaardungen hunn.

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Date d'Inscriptioun am September a net Juni.
Wann d'Schüler all net méi schoulflichteg wären, hät de Cours en anere Charakter. Et as e Problem schoulflichteg an net schoulflichteg Schüler zesummen an der Klass ze hunn, well wann den net méi schoulflichtegen eppes komme léist muss e goen. Wann Awar dee wou nach schoulflichteg ass eppes komme léist, da gëtt en anescht behandelt, well e jo net einfach kann eraus gehäit ginn.

==) et wär vläit gutt e Partenariat mat anere Lycéeën ze hunn, dass d'Schüler méi Choix mat Atelieren hätten ?

Annexe 2.3 : Questionnaire C

1. Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ? Wéi vill Schüler am September ?

2 klasse mat am ganzen 26 Schüler. D'selwecht wéi 2009/2010.

Kee vun de Schüler ass méi schoulflichteg ! Schoulflichteg Schüler ginn op eng 9ième orientéiert. 1 schoulflichtege Schüler aus dem UELL ass an de CNFPC Ettelbréck orientéiert ginn, mä nëmme well de Schüler méi Ateliere maache wollt. Plus ou moins d'Halschecht vun de Schüler ware virdru schonns am Gebai, e puer vun hinnen haten 1 Joer geschafft oder e Stage gemeet, mä sinn zeréck komm. Den UELL hellt och regelméisseg Schüler den de CNFPC net méi well. All Schüler de well op eng IPDM Klass komme muss en Entretien maachen, an et gëtt gutt opgepasst dass just Schüler kommen déi op d'Klass era passen, dat heescht déi sou bal se eng Aarbecht fannen, sech vir d'Aarbecht entscheeden. All Joer gëtt och 1 oder 2 Schüler ugeholl déi speziell Usprëch hunn, e Statut handicapé oder wéi dëst Joer e Schüler mat Oputz Syndrom. Dat wat d'IPDM Klass ausmécht, ass dass d'Schüler vun iwwerall hier kommen, vun 9ième PO, MOD, aus der Belsch, en Däitsch dat Mittelstufe huet, souguer ee vun enger 11ième. Nei Schüler ginn ugeholl bis no der Fuesent Vakanz. Si hunn nach eng laang Waardelëscht vir dëst Joer. Keng Schüler vun enger 8ième ginn ugeholl. Des Schüler ginn op eng 9ième orientéiert.

All Schüler versti lëtzebuergesch

vun de Schüler vum leschte Joer hunn der 4 nach näischt (1 an der Psychiatrie, 1 waart op seng 18 Joer vir an d'Arméi ze goen, 1 ass doheem, 1 ass ??). All déi aner sinn ënnerdaach komm bei engem Patron oder an enger anerer Schoul. 4 Schüler maache fir d'zweet d'IPDM Klass am selwechte Gebai, an 2 sinn aus dem CNFPC eriwwer komm.

2. Wéi vill Enseignanten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

Et ginn 5 Enseignantë pro Klass. De Régent iwwerhëlt sou vill wéi méiglech.

3. Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

10 Stonnen enseignement général

10 Stonne formation pratique et professionnelle (8 Stonnen dovun ass e Stage all Freides an 2 Stonnen Atelier).

10 Stonnen education technologique et branche d'expression (2 Stonne Sport, 8 Stonne Preparatioun Projet personnel – CV, vie active, vie professionnelle, hygiène…)

D'Schüler siche sech eng Sproch aus an där se am beschte sinn. De Programm ass drop opgebaut fir d'Stäerkte vun de Schüler ze ënnerstëtzen, an an der Sproch wou se besser sinn, ginn se méi gefuerdert. All Schüler muss just de franséischen Oral maachen. An de Sprooche sinn dann oft déi 2 IPDM klasse gemëscht.

An der Mathé ginn och Gruppe gebilt, an all Schüler gëtt perséinlech ënnerstëtzt a gefuerdert wou de Besoin besteet.

!!! Et gi keng Strofen a Retenuen !!!! D'Schüler si fräiwëlleg do, an et ass méiglech et sou ze handhabe well kee vun de Schüler méi schoulflichteg ass !

4. Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Kee spezielle Programm. « Ma Vie privée », « Ma Vie Sociale », « Ma Vie profesionelle » gëtt benotzt, an och all Schüler huet des Bicher.

Sécherheet op der Aarbechtsplaz gëtt benotzt. Soss gëtt de Cours selwer zesumme gesat vum Enseignant, ugepasst un de Besoin vun de Schüler.

5. Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Am Atelier Dessin pratique gëtt den 9ième pratique Programm benotzt.

Am Atelier Electro gëtt den 9ième modulaire a pratique Programm benotzt.

6. Wéi sinn d'Atelieren organiséiert? Wat fir eng Ateliere ginn ugebueden?

1 Klass pro Semester 1 Atelier, an da gëtt gewiesselt. Dat heescht all Klasss mécht 1 Semester Atelier Electro, an 1 Semester Atelier dessin technique. 2 Stonnen d'Woch.

7. Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Vum Service éducativ kennen all Schüler am UELL nomëttes fräiwëlleg eng Aktivitéit maachen (Mountainbiken, bastelen, Kichen etc).

2009/2010 an och 2010/2011 maachen d'IPDM Klassen « Ech well, ech kann ». Des Aktivitéit huet e ganz gudde Feedback, a gëtt als eng gutt Virbereedung vir d'Aarbechtswelt ugesinn. Dëse Projet ass net vu Ministère ënnerstëtzt ginn (nokucke firwat).

All Joer gëtt e Fussball Tournoi organiséiert an der Schoul wou d'IPDM Klassen d'iessen a Gedrénks organiséieren.

Coolness Training : plus ou moins 36 Stonnen am Joer

soss nach déi normal Visitë wéi vu Planning familial, ALJ, BIZ, Croix Rouge

8. Wéi lafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Freides maachen d'Schüler e Stage am Kader vum Volet formation pratique et professionnelle. Dan ginn se nach 6 Wochen an de Stage (4 Woche während der Schoulzäit, an dann nach 2 mol déi éischt Woch vun der Vakanz). Am Ufank vum Joer am Interview ginn d'Schüler dozou motivéiert sech vir e Beruff ze entscheeden. Et gin Schüler déi sech am laf vum Joer d'Meenung änneren, mä vill Schüler maachen och all Stage Woch beim selwechte Patron.

9. Gëtt et eng bestëmmten Ënnerstëtzung fir Schüler mat spezifesche Problemer ? Wat fir ?

CPOS a perséinlech Kontakter vir de Schüler ze hëllefe wann se hëllef brauchen. Et hängt vu perséinlechen Engagement vum Enseignant of. Et gëtt en Éducateur Instructeur, dee sech em Schüler mat troubles visuelles këmmert.

10. Existéiere systematesch Partenariat a pedagogesch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wa jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéite statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Et gëtt vill vun der Schoul aus organiséiert mä net mat Partner ausserhalb. 2008 gouf et e Projet mat télévie. Sou eppes maachen se vläit nach eng kéier.

11. Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Bis dëst Joer hat den Här Olinger eng Décharge vum CPOS vir sech em d'Orientatioun vun de modulairen an IPDM klassen ze këmmeren. Dat war optimal, well den Enseignant direkt Kontakt mat all de Patronen hat, an e konstante Suivi mat de Schüler konnt maachen. Si hate gutt Resultater d'Schüler gutt plazéiert ze kréien. D'ALJ huet kee Büro am Gebai. All Enseignant am Préparatoire huet eng Décharge mat der ALJ, a schafft dan mam Koordinator an der Stat zesummen. De Problem ass wann d'Schüler dono an hier Lokalitéit zeréck ginn, dan wiesselen se och bei d'ALJ an hirer Lokalitéit. Schwéier e Suivi ze maachen.

2010/2011 : Décisioun ass geholl ginn am UELL dass fir Iwwerstonnen ze vermeiden, keng Décharge méi gëtt vu SPOS. Dat heescht dass elo kee vun deenen 5 Enseignanten op der IPDM Klass d'Orientatioun mécht, sondern eng Persoun vun ausserhalb der Klass. Des Persoun muss sech em vill Schüler këmmeren, an d'Statioun ass net méi optimal. Dëst ass méi ëmständlech, a Begleedung vun de Schüler ass net sou gutt wéi d'lescht Joer.

2009/2010 gouf et 1 Kontaktpersoun op der ADEM déi d'Schüler al perséinlech kannt hunn, an eng gutt Relatioun mat de Schüler hat. Dëst huet ganz gutt fonctionnéiert. D'Kontaktpersoun war d'Madame Anja Staudt.

2010/2011 : wéinst der Décharge Problem (see above), gëtt et dëst Joer nach keng Kontaktpersoun beim ADEM. Mä dat misst Awar gläich geléist sinn.

=) et ass wichteg eng fixe Kontaktpersoun beim ADEM ze hunn (wann et organisatoresch méiglech ass).

12. Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Keng Problemer mat de Kompetenzen.

D'Fro ass op de Patron déi vill Säiten duerchkuckt. Oft kënnt de Patron de Schüler an et ass em egal wat op der Zensur steet. Wat d'Patrone kucken ass d'Conduite, Absence an d'Applicatioun.

De Virdeel ass dass d'Zensur net ze vergläichen ass mat enger Zensur vun engem Schüler aus dem Modulaire. D'Patrone wëssen dat och.

13. Get et e Bedarf u Formatioun continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et gëtt genuch Formatioun continue. D'Enseignanten hunn hausintern Formatiounen, Formatioune fir d'Mosaik Klassen, an IPDM Formatiounen. Et ginn der genuch, an d'Proffen hun keng Zäit der nach méi ze maachen. Wann se eng Formatioun maachen, dan kënnen se de Moment och keng Schoul halen. Zevill ass net gutt. An de Formatioune begéint een och ëmmer déi selwecht Leit zeréck, a wann ee méi Saachen ubidd, dann heescht dat net dass eng méi grouss Grupp vun Enseignanten drun deelhuelen.

14. Bereet d'Formatioun déi jonk gutt op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklassse fir ?

Op jiddefall. Et ass d'Haaptzil vun der Formatioun. D'Konzept vum UELL ass virun allem d'Stäerkte vun de Schüler ze ënnerstëtzen.

15. Erreecht d'Formatioun d'Erwaardunge vun de Schüler ?

D'Schüler hu kloer Erwaardunge wann se d'Joer ufänken, wat schonn am Interview getest gëtt. Et ass fir d'Schüler wichteg an d'Aarbechtswelt erauszegoen.

1. Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

D'IPDM Klasse si gutt, an Demande geet an d'Luucht. De Besoin vir des Klass ass definitiv do. Et kommen ëmmer méi Schüler an eng Situatioun wou eng IPDM Klass ka positiv sinn. De Programm fonctionnéiert tip top. D'Stäerkt vum Programm ass d'Vilfalt vun de Schüler, dass se vun sou verschiddene Backgrounds a klasse kommen.

D'Gefor ass dass et eng Klass "poubelle" gëtt, wou nëmmen 9ième modualaire Schüler hikommen déi hier 18 Modulle net gepackt hunn. Et muss vermidde ginn dass nëmmen déi schwaachst vun de schwaachste Schüler op eng IPDM Klass kommen. Dëst géif e grousse Problem mat de Patrone ginn.

Date d'Inscriptioun ass am UELL réischt am September, an dat fonctionnéiert tip top.

E Problem ass de Suivi mat de Schüler. D'ALJ sinn iwwerfuerdert vir Kontakt mat alle Schüler ze halen (och well der vill Lokalitéit änneren, an dann och den ALJ). Et wär vläit gutt wann d'Enseignante méi beim Suivi mat agebonne ginn, mä dat ass zäitlech wahrscheinlech net méiglech. Et ass gutt wann d'Enseignanten eng Décharge am Kader vum SPOS hunn, fir d'Orientatioun ze maachen.

Annexe 2.4 : Questionnaire D

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

Momentan 14 Klassen, mä am Januar 15. Et si bis zu 16 Klassen am CNFPC méiglech. E Problem ass dass et net genuch Atelier Instructeure ginn.

Wéi vill Schüler am September ?

138 am September. Dovun 50 Meedercher. Et gëtt eng Liste d'Attente vun ongeféier 20 Schüler.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

Prinzipiell : 1 Chef d'Atelier, 1 Instructeur fir Kommunikatioun, 1 fir Calcul an 1 Régent

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

Ass nom de Prinzipie vum Ministère gerit. Well d'Klass heterogen ass, muss Flexibilitéit bäigehal ginn. Den Enseignement general as meeschtens moies 2 Stonnen. Et ass eng kéier probéiert ginn niveausklassen ze maachen, mä dëst ass fale gelooss ginn. Gruppendynamik war net méi ze regéieren, an zevill Aarbecht fir d'Enseignanten

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

De Program as streng no de Kompetenzen opgebaut, mä all Proff setzt säi Programm selwer zesummen, a passt et dem besoin a niveau vun senger Klass un.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

De Programm vun der Programmkommissioun gëtt benotzt, deen d'Proffen aus dem CNFPC selwer zesumme gesat an entwéckelt hunn.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

5-6 Wochen Orientatioun am Ufank vum Joer, wou all Schüler kann déi verschidden Ateliere kucke goen. An der Zäit gëtt e spezifesche Programm duerchgefouert. Dono gëtt e Klassement gemat, an no dem Klassement kennen d'Schüler hier Ateliere wielen.
Vun Ateliere gëtt ugebueden:Peinture

- Méchanique
- Electro
- Holz 2X
- Metal (dëst Joer net, mä nächst Joer erem)
- Usinage
- Taulerie
- Menuiserie
- Maçonnerie
- Vente
- Coiffure/Couture
- 2 Gruppen polyvalent – aide ménage

De beléifsten Atelier ass peinture, an dan Mécanique. 1 Grupp huet normalerweis em déi 12 Schüler, dat a verschidden Atelier schonns vill ass.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Periodesch Aktivitéite mam Service de la Jeunesse.
Keng Para-scolaire Aktivitéiten. 30 Stonne Schoul gëtt de Schüler duer. Bal all Enseignantë schaffe schonn Iwwerstonnen, an et wier net méiglech nach méi ze schaffen.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

6 Woche Stage ass de Minimum wou och 80% vun de Schüler erreechen.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Planning familial, MSF, Strassig….de ganze Réseau am Süde gëtt vill ugewannt ; Statut Handicapé

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Neen. Keng Zäit, Proffen iwwerschafft. Et gi just déi virgeschriwen Aktivitéite gemaat wéi Planning Familial, BIZ asw

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Stage sichen d'Schüler selwer. Et gëtt alles am Intérêt vum Schüler gemaach. Et gi vill Enzelgespréicher geféiert. Eng gutt mä limitéiert Kooperatioun mat der ALJ an ADEM

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Normalerweis kee Problem. Lëscht ass awa ze laang, ass schwéier praktesch ëmzesetzen. Am Conseil de Klass gëtt al Schüler diskutéiert an d'Resultat gëtt ofgeschwat. Et ass wichteg net ze vergiessen dass d'Patronen op d'Conduite, absence kucken, an net op all d'Kompetenzen.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Formatioune vum Script entspriechen net onbedingt de Besoine fir IPDM Klassen. Déi meeschten Instruktere maache scho vill Formatiounen an hirem Beräich. Et gëtt eng Demande fir Formatioune mat schwierege Schüler.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Versichen se sou gutt wéi méiglech virzebereeden. De wichtegsten Deel si Sozialkompetenzen, an Aarbechstkompetenzen. Ziel vum COIP soll net de Retour an d'Schoul sinn.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

D'Schüler hunn oft kéng grouss Erwaardungen.

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Nëmme Schüler huelen déi keng Obligatioun scolaire méi hunn. Den Ënnerscheed zwëschent engem 15 jäeregen an engem 18 jäeregen ass ze grouss fir an enger Klass ze hunn.
D'IPDM Klass ass eng gudd Iddi, mä et as wichteg den Instruktere vill Fräiheeten ze lwwerloossen, an net zevill fix Programmer anzeféieren.
En 2t Joer IPDM bréngt a ville Fäll näischt. Déi Schüler déi eng IPDM Klass maachen, kreéieren déi meescht Problemer.
Suergen dass d'Ecole de la deuxième chance IPDm Schüler opfänke wärd.
Et sinn zevill schwiereg Schüler beieneen am CNFPC.

Annexe 2.5 : Questionnaire E

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

2 Klassen

Wéi vill Schüler am September ?

Am September 20. Elo 21. Majoritéit si schoulflichteg

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

4 Intervenanten an 2 Régenten. Et gëtt ganz vill Teamteaching gemaach.

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

4xCalip, 6x edu. Artistique, 2xinfo, 4x communication, 2x pojet personnel, 2 atelier artistique, 2 edu civic a social, 2xatelier (Kichen, Metal)

HORAIRES LTE WOBRECKEN
LYCEE TECHNIQUE ESCH/ALZETTE

COURS D'INITIATION PROFESSIONNELLE
IPDM2

IPDM2	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
8h1o-9hoo	CALIP	EACIP	CALIP	STAGE JOURNALIER	PRPIP
9hoo-9h5o	ENGTI	BRAJE	ENGTI		ENGTI
9h5o-1oh1o			RECREATION		
1oh1o-11hoo	EACIP	TICIP	COMIP		TPIAR
11h-11h5o	BRAJE	ENGTI	ENGTI		CHMIC
11h50-12h40			PAUSE DE MIDI		
12h4o-13h3o	COMIP	EACIP	TPIAL		ECSIP
13h3o-14h2o	ENGTI	BRAJE	FEDPA		ENGTI
14h25-15h15	Études surveillées Activités parascolaires	Études surveillées Activités parascolaires	Études surveillées Activités parascolaires	Études surveillées Activités parascolaires	
15h15-16ho5	Activités parascolaires	Activités parascolaires	Activités parascolaires	Activités parascolaires	

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

D'Programmer gi vun de Proffe selwer zesummegestallt, no de Besoinen an dem Niveau vun de Schüler.

Wat fir Eege Programmer, gi vun de Proffen zesummegestallt.

Eege Programmer, gi vun de Proffen zesummegestallt.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Zwee Ateliere Kichen a Metall/Holz. Grupp gëtt semesteriel gewiesselt. De Kichen Atelier ass spezifesch op de Segelausflug ausriicht, an am Metall,Holz gëtt e projet individuel gemaach.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Selwecht wéi Fro 11

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

6 Sparten, 6 Wochen mat roulement. Dëst ass e Projet Pilote. Et gëtt ugebueden : Métiers de l'alimentation, Métiers de l'hôtellerie, Métiers de la mécanique, Métiers de l'agriculture, Métiers de l'industrie, Métiers de la mode, de la santé, de l'hygiène, Métiers de la construction et de l'habitat, Métiers du commerce, Divers

Beispill Datum IPDM 2 : 18.10-23.10.2010, 06.12-11.12.2010, 07.02-12.02.2011, 04.04-09.04.2011, 08.05-13.05.2011 Stage Voile, 23.05-28.05.2011, 04.07-16.07.2011 Stage supplémentaire (facultatif)

•L'élève est obligé d'accomplir un stage journalier selon ses intérêts professionnels tout au long de l'année, 8heures par semaine pendant lesquelles il est libéré des cours scolaires. Les élèves ont la possibilité de changer de stage avant le début du deuxième semestre.

L'élève s'engage à chercher un stage selon la catégorie de métiers traitée en classe. L'élève qui a trouvé un stage doit remplir avec son patron la fiche de stage qu'il remet à son régent. L'élève ne trouvant pas de stage jusqu'au dernier délai doit prouver qu'il s'est présenté auprès de 10 entreprises (Fiche «A la recherche d'un stage») afin d'obtenir de l'aide auprès de l'Action Locale pour Jeunes (ALJ)

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Selon les Besoin. Et gi vill Rollespiller gespillt géint mobbing zum Beispill. Vill eenzelgespréicher gi gefouert, a wann eppes gebraucht gëtt, dan sichen Enseignanten a SPOS dono.

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Stage voile :Compétences à acquérir : Vivre en communauté, communication interpersonnelle, travail en groupe, sens de responsabilité, autonomie, évaluation journalière de chaque élève, initiation dans la pratique du sport à voile

Univers du Travail : Théorie + Pratique + Expérience Professionnelle + Arts**.** Application pratique et créative où toutes les compétences requises sont évaluées. Lieu sécurisé dans la cour interne du Lycée è CHANTIER

Micro entreprise : se présentent sous la forme de porte-clés portant une fonctionnalité qui devrait faciliter le quotidian. C'est un projet derrière lequel se cache l'idée d'une petite enterprise**,** destiné à développer l'autonomie et le sens de responsabilité chez nos élèves

Projet Théatre Vandalisme : traite une thématique omniprésente dans notre quotidian, organisation de journées pédagogiques et ateliers théâtre, tout au long de l'année**,** sensibiliser nos élèves à un sujet omniprésent dans la réalité.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Déi 2 Régentë sinn ALJ.

Mat der ADEM gëtt e Rendezvous gemaach fir sech anzeschreiwen. OSNA ass éliminéiert ginn, well d'Schüler meeschtens alleguer vun enger 9ième kommen an et schonns gesinn hunn. Wat um OSNA Dag gemeet gëtt, dat gëtt souwisou dat ganzt Joer iwwer gemaach an der Klass

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Et misst eng Synthese maache vun all de Kompetenzen. Kompetenzelescht ass ze laang. Patrone kucken et souwisou net alles un.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et gëtt e Besoin fir Anti Gewalt Training, Starke Lehrer machen starken Unterricht, Null Bock Schüler asw

generell gëtt et en Zäitproblem, d'Enseignantë schaffe schonn lwwerstonnen, wann nach vill obligatoresch Formatiounen drop kommen, da gëtt et e Problem. Wann den Enseignant midd a gereizt ass, da kann en och kee gudde Cours ginn. Dann hunn d'Enseignantë keng Zäit fir sech ze erhuelen, an ofzeschalten. Als Chargé de Cours muss en zb dëst Joer eng obligatoresch 60 Stonne Formatioun maachen. Dono bleift net méi vill Zäit fir aner Saachen.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Déi 2 Enseignanten hunn d'Konzept dëst Joer e bësse geännert. Si gi sech déi gréisste Méi d'Schüler gudd virzebereeden. D'Virbereedung vum Stage fënnt schonns virdru statt an der Klass, zb léieren se wichteg outils fir déi verschidde Beruffer an 3 Sproochen.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Déi 2 Enseignaten hunn d'IPDM Klass fir déi eischte kéier dëst Joer. Si sinn zimlech Ahnungslos erageschekt ginn. Si hunn en eegent Konzept opgebaut, well et nach keen richtegt Konzept virdrun ginn ass.

D'Schüler wessen gréistendeels virwaat se op enger IPDM Klass sinn. D'Schüler hunn vill Erwardungen un d'Enseignanten.

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Et brauch een eng Gewësse Regelméissegkeet. Flexibilitéit ass méi schwéier fir d'Kanner.

Programm op 2 Joer ? Fir déi net schoulflichteg 1 Joer ? Wann d'Schüler d'Joer fir Zweet maache verléieren se ganz schnell Motivatioun, well de Programm d'selwecht ass.

Et gëtt net genuch Budget fir IPDM Klassen. D'Enseignantë mussen oft Sue selwer dozouleeen. D'Schoul hat mol kee Budget fir Classeuren. E Minimum muss zur Verfügung gestallt ginn, dass et och eppes bréngt.

Mat der Reforme gëtt de Choix vun de Beruffer ëmmer méi kléng

Et wier gudd méi Erfahrungsaustauch ënnert den Enseignanten ze hunn. En Austausch vun Iddie wier positiv.

Annexe 2.6 : Questionnaire F

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

1 Klass
2009/2010 och just 1 Klass.

Wéi vill Schüler am September ?

16 Schüler, dovun 3 déi ënnert obligation scolaire sinn. Et gëtt eng Liste d'attente vun 6 Leit. All Schüler si Francophone. Déi eelste Schülerin huet 19 Joer. Vill Schüler komme vun enger Accueil Klass.
2 Schülerinne maachen d'Klass fir d'zweet, e Meedchen dat Kriibs huet an en anert dat u multiplesklerose erkrankt ass. Dës ware speziell Fäll. Normalerweis gi kéng Schüler geholl déi schonns eng kéier eng IPDM Klass beluecht hunn.
Lescht Joer hunn 11 vun de 16 Schüler e Stage fonnt.

Wéi vill Enseignantën, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

3 Enseignante fir d'Atelier, 1 Régent an 1 Sportsproff.

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

Den enseignement général ass esou organiséiert wéi et virgeschriwwen ass. Et besteet Kooperatioun zwëschent den Atelier an dem enseignement général
Et gëtt vill Gruppenaarbecht gemaach fir d'Selbstvertrauen ze stäerken, a generell sollen déi méi staark Schüler déi méi schwaach ënnerstëtzen,
D'Schüler léieren och Lëtzebuergesch, Cuture générale, Info, Premiers secours an englesch. Déi englesch Optioun ass awer wahrscheinlech zevill. Déi mécht Schüler kommen aus enger Accueil Klass, an hu scho genuch ze di mat den anere Sprooche léieren.
Dat perséinlecht Engagement vun de Schüler gëtt bewäert.
Et gi keng Strofen a Retenue ausgedeelt

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Ma vie privée, ma vie professionnelle gëtt benotzt, an d'Schüler mussen dës Classeure kafen. De Programm gëtt no de besoine vun de Schüler organiséiert.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

De Programm de vum CNFPC zesummegestallt gouf, gëtt an den Ateliere benotzt.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Et gëtt Holz, alimentation an divers Métiers ugebueden, am ganzen 12 Stonnen d'Woch (4 Stonne pro Atelieren). Et wier besser nach méi Atelieren ze hunn. Am Atelier divers metiers, besichen se verschidden Entreprisen.
D'Schüler ginn an den UELL fir d'Atelieren.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

De Programm ass schonn iwwerlueden sou wéi e momentan ass. Et ass besser wann d'Schüler an hirer Fräizäit schaffe ginn, wéi nach eng Aktivitéit an der Schoul ze maachen.

E puer vun de Schüler schaffe regelméisseg no der Schoul, wat hinne vill mat hirem Selbstvertrauen hëlleft.
Et ginn awer déi Saache gemaach wéi bei all den anere Lycéeë wéi zb Planning Familial, BIZ asw. Den OSNA Stage gëtt am Gebai selwer gemaach, wat ganz gutt fonctionnéiert.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Trimester 1 : All zweete Freiden een Dag an de Stage
Trimester 2 : 1X d'Woch Stage. Flexibilitéit fir méi Deeg Stage, wann et eng Propositioun fir e poste d'Apprentissage gëtt.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Wann e Schüler hëllef mat eppes Bestëmmtes brauch gëtt hëllef gesicht. Eng Schülerin mat visuelle Problemer gëtt speziell begleet vum Institut pour deficient's Visuels.

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Cf Fro 8

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

D'Kooperatioun mat der ALJ fonctionnéiert ganz gutt, an et gëtt eng gutt Verbindung zwëschent dem Lycée an der ALJ Stat.
Den OSNA Stage gëtt am Gebai selwer organiséiert, wat besser fonctionnéiert.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Op der Eltereversammlung gëtt den Elteren erkläert em wat et geet bei der Evaluatioun no Kompetenzen. Et ass awer of schwéier fir d'Schüler de Konzept ze verstoen. An den Ateliere ginn et kéng Problemer et ëmzesetzen. Et ass am grousse ganzen eng gutt Bewäertung fir d'Aarbechtsliewen.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et wär wäertvoll vläit spezifesch IPDM Formatiounen ze hunn.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

D'Formatioun bereet d'Schüler gutt op d'Aarbechtswelt fir. D'Stage si wäertvoll soulaang de Patron seriös ass. Vill Schüler hunn am Ufank Angscht och nëmmen dem Patron unzeruffen. Während dem Joer kréien se méi Selbstvertrauen, a ville sech méi responsabel.
Virun allem déi sozial Kompetenze vun de Schüler gi gestäerkt, a si léiere gutt Manéieren.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Am Interview gëtt schonns gekuckt op de Schüler motivéiert ass eng IPDM Klass ze maachen. Den Interview gëtt am Juli gemaach, an am Fong wier et besser wann et obligatoresch wier am September bei der ALJ a beim BIZ ze passéieren. Et besteet eng Gefor dass d'Schüler e bemol d'IPDM Klass als eng Klass 'Poubelle' gëtt

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Et wier eng Iddi d'IPDM Klass op 2 Joer ze maachen. Déi Schüler déi e Stage fonnt hu maachen 1 Joer, an déi wou nach Problemer hu kënnen en zweet Joer maachen, dat dann e bëssen anescht gestallt ass wéi dat éischt Joer. Dat wier fir ze vermeiden dass d'Schüler sech langweilen, an och am zweete Joer gefuerdert ginn.
Et wier besser d'Schüler réischt am September anzeschreiwen.
Et misst en Informatiounsdokument zesummegestallt ginn, fir dass d'Patrone besser informéiert si wat eng IPDM Klass ass. Dat selwecht wier och nëtzlech fir Enseignante déi Orientatioun op der 9iere maache wéi am INL.
Déi finanziell Ënnerstëtzung ass geréng, an et wier wichteg dass e Minimum finanzéiert gëtt fir d'Schüler wéi zb hier Classeuren (Ma Vie privée, ma vie profesionelle).
Et wier och positiv dass déi ex Schüler géifen encouragéiert ginn an der Klass laanscht ze kommen, vir iwwert hier Experienzen no der IPDM ze schwätzen.

Annexe 2.7 : Questionnaire G

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

Dëst Joer ginn et 2 Klassen. D'lescht Joer goufen et vill Disziplin Problemer an dofir ass och ee Rapport méi kritesch ausgefall. Dëst Joer ginn et anscheinend vill manner Problemer, an ënnert de Schüler gëtt et kee sou groussen Absentismus méi.
Am LTMA ginn et och 9MOR Klassen (redoublants). Vill vun de schwache Schüler hun sech net wierklech fir eng Léierplaz gesicht, well se wossten das se dëst Joer erëm kéinten an d'Schoul kommen. De Profil vun de 9MOR Schüler ass awer nach aneschtes wéi d'IPDM Schüler.

Wéi vill Schüler am September ?

An deenen 2 Klasse si 21 Schüler. All Schüler si nach schoulflichteg. Fir d'Ateliere sinn et zevill Schüler. 8 wier ideal.
Vun de Schüler d'lescht Joer si vun 11 aus enger Klass nëmmen 4 an engem Apprentissage ënnerkomm. Dës si der awer nach ëmmer méi wéi an der 9ième Modulaire. Vu Joer zu Joer verännert sech dat. Et sinn och schon Joeren iwwer 50% ënnerkomm.
Wann e Schüler feelt, gëtt direkt bei den Elteren ugeruff. Dëst Joer ginn et manner Disziplinsproblemer.
D'Schüler kennen nëmmen an Ausnahmefäll redoubléieren. Déi meescht IPDM Schüler ware virdru schonn am LTMA.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

IPDM 1 : 2 Intervenante fir enseignement général, 3 Intervenante fir formation professionnelle, an 1 Intervenant fir éducation physique.
IPDM 2 : 2 Intervenante fir enseignement général, 2 Intervenante fir formation professionnelle, an 1 Intervenant fir éducation physique.

Teamteaching u sech gëtt net gemaach

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

14 Stonnen Enseignement général (Communication 4 Stonnen, Calcul 5 Stonnen, Ed Civique et sociale 3 Stonnen, Edu physique 2 Stonnen)
Info 2 Stonne wou se léieren en CV opzestellen, Demanden ze schreiwen asw
Flexibilitéit, a wann de besoin do ass, kann eng oder déi aner Stonn och gewiesselt ginn.
D'Kommunikatioun leeft gréisstendeels op lëtzebuergesch a franséisch

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

De Programm gëtt selwer vun den enseignante zesummegestallt a ginn ugepasst un d'Atelieren. Vill Kompetenze si vague gehalen, an et wier gutt wann e Programm géif opgesat ginn.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

D'Programmer déi vum CNFP opgestallt gi si missen nei iwwerschafft gi well vill vun de Kompetenzen net op den Atelier den am LTMA ugebuede ginn ugepasst sinn

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Formation porfessionelle ass 14 Stonne pro Woch. Atelier Cuisine, Atelier Vente, Mécanicien de vélos. Am zweete Semester 1 Dag Stage. Et wier besser manner Leit am Atelier ze hunn.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

3 Deeg Liewenshaff. En Ausfluch vun 3 Deeg, de mat ville verschiddenen Aktivitéite verbonnen ass. Et gëtt all Joer och nach en Ausfluch gemaach, mä soss gëtt näischt ugebueden.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Generell 2 Woche Stage am November, am zweete Semester 1 mol d'Woch. Wann awer e Schüler net prett ass, da gëtt e réischt méi spéit an de Stage geschéckt. Och wa Schüler motivéiert sinn, kennen se méi Woche Stage maachen. Déi meeschte Schüler kommen un déi virgesat Stonne Stage erun.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Fall zu Fall gëtt gekuckt wann eppes gebraucht gëtt

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Visite BIZ, inscription OP, journée budget, visite planning familial, Excursiounen. OSNA gëtt net onbedingt gemaach, wann d'Schüler schonn déi Joere virdrun do waren.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

All Projet a Kollaboratioun mat ALJ Déiferdeng. Den Här Mechtel huet 10 Stonnen ALJ Décharge an iwwerhëlt d'orientation professionnelle. Eng besteet eng gutt Kooperatioun mam ALJ Differdange
Mat der ADEm besteet keng regelméisseg Kooperatioun ausser d'Aschreiwung an 1 Visite pro Joer

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Am grousse ganzen ass awer d'Evaluatioun no Kompetenze gutt. D'Kompetenze musse méi wéi 2 mol am Joer nogekuckt ginn, fir d'Schüler kenne besser ze begleeden. Eng Bespriechung ënnert all den Enseignanten ass wichteg.
Vill Kompetenze sinn awer ze vague gehalen.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et ginn eng Rei Formatiounen ugebueden déi gutt a nëtzlech sinn Wat bei IPDM Klasse vläit gutt ass, sin Formatioune fir mat sozial schwache Schüler ze schaffen.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Jo, et gëtt virun allem Schüler déi nach net räif genuch sinn eng Méiglechkeet nach e Joer an der Schoul ze maachen. Am grousse ganze kréie méi IPDM Schüler eng Apprentissage Plaz wéi 9ième MO (nokucken ---) Statistiken ?). D'IPDM Klasse si positiv.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Gréisstendeels schonn. Ech wärd e Questionnaire zesummestelle fir d'Schüler ze froen. Den Enseignant mengt des wär eng gutt Iddi, fir mol eng kéier ze héiere wat d'Schüler gutt a schlecht fannen.

Evaluation et réflexions personnelles / Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Prime de Formation: D'Schüler op der 9MOR kréie keng Prime de formation.
D'IPDM Schüler kenne bis zu 20% vun der Zäit onentschëllegt feelen, an d'Suen awer nach kréien.
D'IPDM Klasse si gutt fir d'Profil vun de Schüler.

Annexe 2.8 : Questionnaire H

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

1 Klass

Wéi vill Schüler am September ?

14 Schüler a 5 ënnert Obligation scolaire. Kee Schüler mécht d'IPDM fir d'zweet. All Joer ginn 2-3 Schüler ugeholl déi a keng aner Klass méi era kommen, mä d'Erfahrung ass normalerweis gutt mat dëse Schüler.
Et gin keng Strofen a Retenuen ausgedeelt, an et gëtt och kee Kontrakt wéi an deenen anere Lycéeën. Just fir de Stage.
Et gi keng Problemer dass e puer Schüler ënnert der Obligation scolaire sinn an e puer net. Dat eenzegt wat se vermeiden ass zevill jonk Schüler unzehuelen.
D'Schüler hunn e ganz verschiddene Profil, an et komme Schüler vun enger PO, PR, enseignement fondamental. Eng Mëschung déi Problemer bréngt beim Enseignement. All Joer sinn der awer 3-4 dobäi déi en DAP machen

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

Et gi just 3 Enseignante, an dat fonctionnéiert ganz gutt. Et gëtt scho joerelaang sou geschafft. Et leeft eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent den Enseignante, an e gudden Informatiounsaustausch. Et gi vill Reunioune mat den Eltere gemaach, an d'Elteren hunn och d'Handynummere vun den Enseignante. Et ass och gutt dass et eng gemëschten Équipe ass Fraen an e Mann, soudatt d'Schüler ëmmer en hunn de si wëllen/kennen uschwätzen (Mann/Fra).

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

De Stonneplang ass flexibel. 4 Stonne franséisch, 4 Stonnen Däitsch, 4 Stonne Mathé, 1 Stonn Info, 1 Stonn civique, 2 Stonnen turnen. Déi 10 Stonne virgesinn am Enseignement general geet net duer fir alles kennen ze maachen.
Et gëtt och e Cours den heescht Aktualitéit, an all kéier gëtt en anert Thema vun der Aktualitéit duerchgeholl.
De Sproochecours leeft ganz praktesch of, an ass keen typesche Sproochen Unterrecht, mä éischter communication professionnelle. Franséisch ass e Problem fir vill Schüler, virun allem vir de Stage. De Här Plein gëtt de franséisch Unterrecht, an hie seet et géif immens vill Zäit kaschten de Cours virzebereeden, well hien net einfach Grammaire Exercicë well maachen.
Am Mathéscours gëtt a Gruppe geschafft, well d'Schüler zevill verschidden Niveauen hunn.

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

D'Coure gi selwer vun den Enseignante zesummegesat, a gréisstendeels gëtt mat Copie geschafft. Ma vie privé, ma vie professionnelle hunn d'Schüler net. All Joer muss de Programm rëm nei gemaach gi fir en un de Niveau an de Besoin vun de Schüler unzepassen

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

D'Programmer vum CNFPC gi net benotzt well se net passe fir den Atelier den ugebuede gëtt. De CNFPC Programm ass scho bal professionell, an am Lycée hunn se

des Méiglechkeeten net. Am Kichen Atelier gëtt gekacht, mä wann en dat professionell well léiere muss en op den Terrain goen.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

3 Stonne Kichen Atelier pro Woch. Ëmmer entré, plat an dessert, an da gëtt zesumme giess. De Budget ass ganz kléng (20Euro pro Atelier). Normalerweis gëtt am Ufank als éischt eng Stonn Theorie gemaach. Et gëtt vill a Gruppenaarbecht geschafft, a saisonal Uebst a Geméis kaf. D'Schüler ënnerhalen och e Kreidergaart, an domat gëtt gekacht an och Téi gemaach, Kamelle fir de Chrëschtmaart asw. Et gëtt och e Krëschtmenu gekacht

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Theater : 1 mol d'Woch 2 Stonne gëtt en Theatersték geübt, wou d'Schüler och implizéiert ware bei der Geschicht an Text schreiwen. Nach net secher wou et virgefouert gëtt, mä vläicht op der Porte Ouverte.
En Austausch mat enger däitscher Schoul (3 Deeg) ass am gaange geplangt ze ginn, mä et gi Problemer mam Budget. Subside vum Ministère déi et an de Joere virdru gi sinn, falen dëst Joer wéinst der Krise aus. Wahrscheinlech gëtt d'Rees op Köln organiséiert.
D'Schüler ginn och Fabrike kucken, fir méi iwwert d'Handwierksberuffer ze léieren.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Déi 4 éischt Wochen ass Orientéierung, dono ginn d'Schüler10 Deeg an de Stage an dono all Freiden an de Stage. An der Mëtt vum Joer ginn d'Schüler och nach eng kéier 10 Deeg an de Stage, mä wann e Schüler well méi laang goen, dan kann dat och arrangéiert ginn. Wann d'Schüler de Stage wiesselen, da ginn se och erëm als éischt 10 Deeg an de Stage, befiert se all Freide ginn. Et gëtt e Problem wann et bei engem Schüler net klappt am Stage, an se da bis déi nächst Woch mussen en anere Stage fannen. Et wier méi einfach a besser wann d'Schüler 1 oder 2 Woche kéinten an der Schoul schaffen (CDI ?). Well soss wëssen se net wat se solle mat dem Schüler freides maachen, well et ass jo kee Cours an de Schüler kann och net doheem bleiwen.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

D'Assistante Sociale hëlleft bei Problemer. Och d'ALJ ass ganz behëlleflech. Soss gëtt et keng Ennerstetzung

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

- Mudam
- Visite am LT Bonnevoie
- Rally an der Stad
- Visite vu Politiker asw bei de Schüler fir iwwert en Thema ze schwätzen.
- BIZ um Enn vum Joer

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet

zwëschent dem lycée an der ADEM ?

D'Kooperatioun mat der ALJ ass ganz gutt. En Enseignant huet eng Décharge als ALJ. Am Ufank vum Joer gëtt 4 Deeg Orientatioun gemaach.
De Kontakt mat der ADEM reduzéiert sech op BIZ aschreiwen.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Den Dossier ass ze laang, an d'Elteren a Patronen hu Problemer se ze verstoen. De System vu Kompetenzen ass awer OK. Si musse just iwwerschafft ginn.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

IPDM relevant Formatioune si gutt fir aner Enseignante ze treffen an en Austausch ze hunn. Virun allem bei jonke Proffen ass et wichteg dass se Formatioune maache spezifesch fir IPDM a schwéier Schüler, Sozialkompetenzen, Lernstrategien…. Mä dat wichtegst dobäi ass den Austausch.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

100% Jo.
Et ass vill Opwand, well all eenzel Schüler perséinlech begleet gëtt an no em gekuckt gëtt. Mä dëst bréngt och gutt Resultater. Et ginn der all Joer natierlech ëmmer erëm 1,2 déi wëllen doheem bleiwen an näischt maachen, mä déi mécht kommen ënner. De but ass och net ze zeréck an eng Klass ze schécken, mä en Apprentissage. Just an Ausnahmefäll ginn d'Schüler op eng 10iere oder esou orientéiert.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Ech hunn d'Schüler selwer konnte froen. Si hunn alleguer gesot dass si op enger IPDM si fir en Apprentissage ze fannen. D'IPDM ass gutt well e ka verschidde Beruffer kenneléieren, a verschidde Stage maache ka bis en eppes fënnt dat zu engem passt.. Sech erop schaffen, net doheem setzen, neies léiere si Grënn déi genannt gi sinn

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

D'IPDM Klasse si immens gutt fir des Zort Schüler. D'Klass leeft bal sou of wéi 9ième Insertion déi 2002 ugefaangen huet. Den eenzegen Ënnerscheed war dass se eng aner Zensur haten, an elo kennt dozou dass d'Schüler eng aide financière kréien.
De Budget ass leider net grouss fir d'IPDM Klassen, an dat ass e Problemer bei Aktivitéiten organiséieren.

Annexe 2.9 : Questionnaire I

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

2 Klassen (zweet Klass déi éischte Kéier dëst Joer)

Wéi vill Schüler am September ?

Am September 22 Schüler, elo 24. Eng Klass sinn nëmme Jongen. An der anerer Klass 5 Meedercher. 9 si net méi schoulflichteg. Déi mécht Schüler kommen aus der

9ième MO aus dem NOSL. E kloeren Trend ass dass d'Schüler all Joer méi schwaach ginn, mä si hu keng Erklärung dofir.
De Choix vun de Schüler variéiert vu Joer op Joer. Lescht Joer sinn Interviewe mat de Schüler gemaach ginn. Am Conseil de classe ass dunn décidéiert ginn dass d'Schüler nach net sou wäit sinn, an dofir gouf dëst Joer keen Interview gemaach. Dat positivt un den Interviewe wor dass d'Schüler besser wosste wat se géif erwaarden. Et ass nach net festgeluegt wéi et nächst Joer gemaach gëtt. Et ginn awer all Joer e puer Schüler net geholl wann se net kompatibel si mat der IPDM Klass.
All Schüler muss eng Conventioun ënnerschreiwen, zesumme mat den Elteren. All Eltere mussen dofir an d'Schoul kommen. Dono ginn d'Elteren no Besoin oder Froen an d'Schoul geruff.
Vun de Schüler 2009/2010 si vun 15, 11 (10 an der Léier an 1 travailleur non qualifié) ënnerdag komm. 1 ass an Zwëschenzäit erausgeflunn. All maachen se en Apprentissage beim selwechte Patron wéi am Stage. D'Resultat dëst Joer wäert méi schlecht ausfale well d'Schüler méi schwach sinn.
Wann d'Schüler krank si mussen se an d'Schoul uruffen.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

6 Enseignante pro Klass. Et gëtt vill zesummegeschafft, mä keen team teaching gemaach.

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

Mathé 4 Stonnen. Cours ass zesumme gesat, mä gréisstendeels aus dem Buch Einblicke Mathematik.
An der Kommunikatioun gëtt haaptsächlech Lëtzebuergesch geschwat. Heinsdo franséisch an däitsch. Et geet virun allem drëm Kommunikatioun ze verbesseren, héiflech ze sinn, Froen ze äntwerten, asw. An der Civique geet et virun allem em Aarbechtsrecht.
De ganze Cours ass no Bedierfnisser vun de Schüler opgebaut.

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Programm gëtt zesummegesat no besoine vun de Schüler an ophand vun de Kompetenzen.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Den Enseignant setzt de Programm zesummen.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Et gëtt Kichen, Holz, Metall. All Schüler mécht 2 vun den 3 Atelieren, 1 pro Semester an4 Stonnen an der Woch. Et gi 8 Plaze pro Atelier.
Am Atelier Kiche kachen d'Schüler fir sech selwer.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Et gëtt e Cours den heescht 'Projet'. Do gëtt grad Thema Sport behandelt, well dat e vun den eenzegen Themen ass dat all Schüler begeeschtert. Et geet dann net nëmmen em Sport, mä och Ernährung, Muskelen asw. An dësem Fach geet et virun allem drun dass d'Schüler léieren zesummen ze schaffen, mateneen eenz ze ginn. Den Inhalt vum Cours wiesselt ëmmer erëm an ass op de Besoin vun de Schüler geriicht.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

3 X 2 Wochen (Oktober, Ufank Januar, Enn Mäerz)
De But ass et verschidde Beruffer kennenzeléieren, an d'Schüler ginn encouragéiert op mannst 2 Patronen ze hunn (den drëtte Stage ass dann oft erëm bei engem Patron vu virdrun).
Ab Ouschtere ginn d'Schüler 1 mol d'Woch an de Stage, an et geet drëm dass Patrone se besser kennenléieren an hinne vläit eng Léier ubidden, awer och dass d'Schüler léiere wat et heescht regelméisseg schaffen ze goen.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Problemer gi selwer geléist, an et ginn Uspriechpartnere gesicht wann de besoin besteet.

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Nee. Heinsdo ginn Ausflich gemaach wa sech eppes ubitt. An den Theater 1 mol d'Joer. Luxlait kucken oder esou weider.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

BIZ, OSNA, Liewen no der Schoul (4 Deeg)
D'AlJ Dikrech (Här Gengler) ass am Gebai, mä ass net am Cours agebonnen. Et gëtt och elo 1 Éducateur de mathëlleft. D'Enseignante maachen d'Orientatioun. De Suivi mécht dono gréisstendeels d'ALJ Ettelbréck.
Bei d'ADEM ginn se zesummen dohinner fir sech anzeschreiwen.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Zevill an laang. Kee Patron kuckt et. Transversal Kompetenze sinn besser.

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Vill Formatioune sinn oft zu theoretesch. Et wier besser wann se méi praktesch wieren. Demnächst gëtt en anti-Gewalt Training an der Schoul organiséiert.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Jo. D'Reinsertioun an de Lycée ass net d'Iddi a gëtt net onbedingt gefuerdert. D'Iddi ass ganz kloer d'Beruffsliewen. Déi mécht wann se et vir d'zweet maache ginn se an de CNFPC.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Ech konnt d'Schüler selwer froe wat hier Erwaardunge sinn, an se hunn all ganz kloer gesot eng Léier ze fannen.

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Et ass oft schwéier Saachen ze fanne fir d'Schüler ze motivéieren.
Et gëtt ëmmer méi schwéier Patronen ze fanne fir CCP. Mat de Joere wäert et sou gutt wéi onméiglech ginn. Fir Mécanicien huele vill Patrone näischt méi ënnert dem DAP u fir auszebilden. An der Vente ass et schwéier e Patron ze fanne well en 3 Deeg Schoul huet.
Déi mécht Stagesplaze gi font duerch eng Relatioun mam Patron (Famill oder Schoul).

Annexe 2.10 : Questionnaire J

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

1 Klass fir d'éischt dëst Joer
Choix vun de Schüler : Régente vun 9ième MO hu sech zesumme gesat a gekuckt wat fir Schüler a fro kommen. Nächst Joer wäert awer eng aner Approche gesicht ginn

Wéi vill Schüler am September ?

10 Schüler, 3 Meedercher. All aus dem selwechte Lycée, all aus enger 9ième MO Klass. Nëmmen 1 Schüler ënnert obligation scolaire.
Et gi wéineg Disziplinsproblemer, a wéineg absentéisme. Et huet sech anscheinend schonn erëm geschwat am Gebai dass wann ee näischt op der 9ième MO futtéiert, dass een da kann op eng IPDM Klass goen, an dobäi och nach eng finanziell hëllef kritt….
Bei de 9ième MO Klasse gouf et virun der Kris eng 50% succès Rate fir en Apprentissage ze fannen. Mat der Kris ass dëst op 15% gefall. Vill Patrone sinn net d'Accord mat de Reform, wou d'Schüler mussen 3 Deeg an d'Schoul goen.
1 vun de Schüler huet wahrscheinlech schonn eng Léierplaz. E Problem ass dass et ëmmer manner Léierplazen am Norde ginn, a vill vun de Plaze vu Belsch besat ginn (déi méi héisch qualifizéiert sinn). Och franséisch spillt eng grouss Roll. Ëmmer méi Patrone si franséischsproocheg, an 8 vun 10 Schüler sinn extrem schwaach am franséisch.
Op Plazen am Norde wou et nach eventuell einfach wier eng Stage Plaz oder Apprentissage Plaz ze fannen, déi si schwéier erreechbar mam Bus.
De Kontrakt gëtt mat de Schüler ënnerschriwwen.
8 vun 10 Schüler kréien d'aide financière.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

6 Enseignante an 1 Éducatrice déi ½ Dag am Kader vun hirem Mémoire matschafft.

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

4 Stonne Mathé, 4 Stonne Kommunikatioun, 2 Stonne Civique

Mathé gëtt sou vill wéi méiglech fachiwwergräifend gemaach.
Schwéier fir Sujeten ze fannen déi d'Schüler intresséieren.
Vill vun de Schüler sinn extrem Schoulmidd, an dofir ass et besser sou vill wéi méiglech praktesch ze schaffen.

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

Programmer gi selwer zesumme gesat. Et gëtt vill mat ma vie professionnelle geschafft. D'Kompetenze gi systematesch duerchgaangen, an da gëtt de Programm ugepasst.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

Selwer zesumme gesaat.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Atelier Tracteur: 3 Stonne Freides. En alen Tracteur gëtt demontéiert a restauréiert. Et gëtt mat Fotoen dokumentéiert, an da ginn d'Foto benotzt fir Vokabulär ze léieren.
Atelier divers Métiers 9,5 Stonnen: 4-5 Langzäitprojekter iwwert Joer. Bëschaarbechten, en Haus renovéieren, Apple Fiz produzéieren a verkafen, Electro am Atelier asw.
Et ass anscheinend schwéier en Ateliers Raum ze kréie vir d'IPDM Schüler, well d'Ateliers Proffen der Meenung sinn, dass se alles wäert futti maachen. Den Härr Kerschen huet zimlech frustréiert op dem Punkt geklongen. An dobäi géif hien hinnen ëmmer soen, si géifen näischt muttwëlleg futti maachen. Anscheinend sinn se dofir fir den Atelier Tracteur an engem Raum ouni Belëftung.

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

Méthode vun de 9ième gëtt ugewannt. 2 mol 2 Woche virun der Chrëschtvakanz, a virun der Ouschtervakanz. Wann e Schüler méi kann a wëll maache gëtt dat encouragéiert. Si probéieren et och op 6 Woche fir d'nächst Joer ze erhéijen.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Leeft iwwert de SPOS wann eppes ass wat den Enseignant net kann alleng maachen. All Schüler gëtt begleet, an et gëtt probéiert eppes ze ënnerhuelen, befiert d'Problemer optauchen, oder méi schlëmm ginn. Et gëtt am Gebai och eng Klass neien Ufank. Mä bis elo goufen et nach keng Problemer mat den IPDM Schüler. D'Planning Familial visite kënnt am Kader vu Liewen no der Schoul

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Konkret näischt. Wëllen dëst Joer kucke wéi sech d'Klass entwéckelt, an da nächst Joer kucke wat e ka maachen.

Liewen no der Schoul, BIZ, OSNA hunn se schonn op de 9ième gemaach.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Régent huet Décharge ALJ. Orientatioun ass de ganzen Dag, al Dag.
Liewe no der Schoul, gëtt mam ALJ Büro zesumme geschaf.
Zu der ADEM hunn se eng gutt Bezéiung. ¾ vun de Schüler si schon vum leschte Joer bei der ADEM ageschriwwen.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

D'Enseignante wossten am Ufank vum Joer net dass mat Kompetenze geschaf gëtt. (?)
Do hunn se et missen am November ëmorganiséieren….

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Et gëtt ëmmer Bedarf. Oft net praktesch genuch, misst méi präzis libelléiert ginn.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

IPDM Klass noutwenneg. Ass gutt well et méi Praxisbezunn ass.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

Schwéier fir d'Schüler e Choix ze treffen. Si sinn awer méi realistesch wéi vill Schüler op de 9ième. Den Encadrement vun de Schüler ass vill méi wichteg bei IPDM Schüler, a mat all Schüler eenzel ginn d'Gespréicher gefouert, a bei der Orientatioun gehollef. Dee gréisste Problem ass dass se net genuch Selbstvertrauen hunn, an oft net selbststänneg genuch sinn

Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Et ass wichteg méi realitéitsbezunnen Ateliere ze kréien an sou vill wéi méigleg praktech ze schaffen.

Annexe 2.11 : Questionnaire K

Wéi vill COIP/IPDM Klassen 2010/2011 ?

1

Wéi vill Schüler am September ?

8 Schüler an 1 ënnert obligation scolaire. Nëmme Jongen op der Klass. Keen deen d'IPDM fir d'zweet mécht. Nëmmen 1 Schüler kënnt vum LTEtt. D'Schüler komme vun 9ième STP, MO, PR, 8ième MO, TOEL, technicien commerce, an ee Schüler den eng Léier als Vendeur ugefangen hat.
Vun de Schüler vum leschte Joer ass 1 Schüler am auxilliaire de vie, 2 am Volontariat, 2 maachen eng Léier, 1 9ième STP

D'Schüler ënnerschreiwen de Kontrakt, a virun allem onentschëllegt Absence gi streng gehandelt.
D'Schoul huet sech e Maximum vun 10-12 Plaze gesat fir d'IPDM Klass. D'Schüler ginn interviewt zesumme mat den Eltere befiert eng Décisioun getraff gëtt op se geholl ginn. Et sti keng Schüler op der Waardelëscht.

Wéi vill Enseignaten, chargés de cours pro Klass, fir wat fir Fächer ?

6 Enseignante

Wéi ass den Enseignement général organiséiert?

10 Stonnen Enseignement General. Déi Schüler déi besonnesch schwaach an der Mathé si gi mëttes an d'Étude geschéckt. D'Schüler selwer wëllen och nach englesch léieren, mä dofir ass keng Zäit.

Wat fir Programmer ginn am Enseignement général benotzt ?

D'Enseignante setzen de Programm selwer zesummen, mä et gëtt sech un 9ieme MO Programm gehalen als eng Richtlinn.

Wat fir pedagogesch Programmer ginn an den Atelier benotzt ?

CNFPC Programmer gi net benotzt, well se ze professionell sinn. Et gëtt sech un de 9ième Programm fir d'Atelieren als eng Richtlinn gehalen. Et geet drëm an den Atelieren dass se de Beruff e bësse kenne léieren, d'Geräter, d'Material asw. De Niveau vum CNFPC Programm ass ze héich fir hiren Atelier.

Wéi sinn d'Ateliere organiséiert? Wat fir eng Ateliers ginn ugebueden?

Electro, Holz a Metall 12 Stonnen d'Woch (3mol 4 Stonnen). Dëst geet well nëmme Jongen an der Klass sinn. D'lescht Joer ass och couture gebidde ginn, mä dëst Joer net méi.

Ginn et nach aner Aktivitéiten, Projeeën ?

Cf. Fro 11

Wéi laafen d'Stagen an den Entreprisen of ? Wéi vill Deeg ?

3 mol 2 Wochen, ëmmer no der klenger Vakanz. D'Schüler maachen normalerweis verschidde Stagen, dass se kënne verschidde Beruffer kucken. Wann d'Schüler wëlle méi Stage maachen, da kann dat organiséiert ginn.

Gëtt et eng bestëmmten Ennerstëtzung fir Schüler mat spézifesche Problemer ? Wat fir ?

Et gëtt alles vun den Enseignante geregelt an d'Schüler gi gutt encadréiert vun hinnen. Si waarden nach ëmmer op en Éducateur de soll agestallt ginn, mä bis elo ass nach keen do.

Existéieren systematesch Partenariater a pedagogësch Projeeën fir sozio-kulturell, artistesch a sportlech Aktivitéiten ze favoriséieren ? Wann jo, wat fir eng ? Fir wat fir eng Aktivitéiten ? Wou fannen dës Aktivitéiten statt ? Wéi oft ? Wann nee, wat ass de Grond ?

Generell keng Zäit mä Si kënnen awer deelhuelen un de normale Projeten déi vun der Schoul ugebuede ginn.
Et ass méi wichteg de Schüler déi fundamental Saachen ze léiere wéi zb Aufgabe maache moies opstoen asw, an dofir gi keng speziell Saachen organiséiert fir IPDM Klassen.
D'lescht Joer hunn se um Gedächtnestraining vum Härebierg deelgeholl.
OSNA
De BIZ gëtt net gemaach, an och keng Visite beim Planning Familial.

Wéi ass d'Orientatioun organiséiert ? Waat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem Lycée an der ALJ ? Wat fir eng Kooperatioun besteet zwëschent dem lycée an der ADEM ?

Orientatioun mam Régent, deen eng Décharge als ALJ huet. Et existéiert eng gutt Kommunikatioun mam ALJ Büro.
D'Schüler schreiwe sech selwer op der ADEM an. D'Léierplazen déi vun der ADEM ageschriwwe sinn, sinn anscheinend ni up to date. Mä et existéiert eng gutt Kommunikatioun wann se gebraucht gëtt.

Wéi leeft d'Evaluatioun no Kompetenzen of ? Ginn et Schwieregkeeten ? Wéi eng ?

Laang Prozedur an zevill Kompetenzen. D'Atelier Kompetenze si fir eng Fachklass an immens detailléiert. De Niveau ass fir des ze héich. Zevill Paperassen. Patronen an d'Elteren hu Problemer se ze verstoen an duerchzekucken. Wann en d'Schüler net vu Joere virdru kënnt, dann ass et schwéier verschidde Kompetenze kënnen ze bewäerten

Get et e Bedarf u Formation continue ? Wa jo, wat fir eng ?

Vill Enseignante hu keng Zäit fir nach méi Formatiounen. Wann een dann eng mat mécht, muss e säi ganze Programm ëmänneren. E Problem ass och dass vill Formatiounen am Süden oder der Stad sinn, an dat ass wäit vir d'Enseignante aus dem Norden.

Bereet d'Formatioun déi Jonk gudd op d'Aarbechtswelt/ Reinsertioun an aner Lycéesklasse fir ?

Jo, mä : de Niveau vun de Schüler ass zevill verschidden, an dofir schwéier fir jiddereen ze förderen. Generell gëtt e 9ième MO Niveau agehalen. D'Joer hëlleft fir verschidde Sozialkompetenzen ze festegen, an e bëssen Disziplin bäizebréngen. Et bitt och eng Opfaangstruktur vir Schüler déi soss néierens kennen higoen. Et ass och ëmmer en Erfollegserliefnis wann d'Schüler dono gutt ënnerkommen.

Erreecht d'Formatioun d'Erwaardungen vun den Schüler ?

D'Ziler vun de Schüler stëmmen oft net mat hire Fäegkeeten zesummen. Vill hunn Erwaardungen, mä wëssen oft net a wat fir eng Richtung se solle goen. D'IPDM hëlleft hinne méi Kloerheet ze kréien.

Evaluation et réflexions personnelles / Evaluatioun a perséinlech Reflexioun

Si hunn net genuch Éducateuren a waarde scho laang drop dass de versprachenen Éducateur agestallt gëtt.

Den Aschreiwungsdatum gëtt flexibel gehandhaabt, an d'Schüler déi eng Chance hunn nach en Apprentissage ze fanne ginn encouragéiert iwwert de Summer ze sichen.

Annexe 3 : Questionnaire pour élèves

1. As-tu cherché un apprentissage avant de commencer la classe IPDM ?	**Oui**	**Non**

2. Es-tu dans cette classe car tu n'as pas trouvé un apprentissage?	**Oui**	**Non**

3. Aurais-tu préféré faire un apprentissage au lieu de la classe IPDM?	**Oui**	**Non**
4. Préférerais-tu rester à la maison?	**Oui**	**Non**

5. Est-ce que tu voudrais être dans une autre classe du lycée (non IPDM)?	**Oui**	**Non**

6. Préfères-tu les stages, les ateliers, ou l'enseignement général?	**Stages**	**Ateliers**	**Enseignement General**

7. L'année prochaine, voudrais-tu faire un apprentissage, trouver un travail, ou continuer l'école?	**Apprentissage**	**Travail**	**Continuer l'école**

8. Es-tu satisfait(e) avec ce que tu as appris?	**Oui**	**Non**

Annexe 3.1 : Total Questionnaire élèves

Questionnaire élèves

UELL, LTC, CNFPC-E, NOSL, LNB, LTEtt, LNW, LTJB, CNFPC, LTMA, LTE = 165 élèves

1. As-tu cherché un apprentissage avant de commencer la classe IPDM ?	**Oui**	**Non**
	88 **53,3%**	77 **46,7%**
2. Es-tu dans cette classe car tu n'as pas trouvé un apprentissage?	**Oui**	**Non**
	84 **50,9%**	81 **49,1%**
3. Aurais-tu préféré faire un apprentissage au lieu de la classe IPDM?	**Oui**	**Non**
	98 **59,3%**	67 **40,7%**
4. Préférerais-tu rester à la maison?	**Oui**	**Non**
	24 **14,5%**	141 **85,4%**
5. Est-ce que tu voudrais être dans une autre classe (non IPDM) du lycée ?	**Oui**	**Non**
	88 **53,3%**	77 **46,6%**

6. Préfères-tu les stages, les ateliers, ou l'enseignement général?	**Stages**	**Ateliers**	**Enseignement General**
	113 **68,5%**	94 **57%**	52 **31,5%**

7. L'année prochaine, voudrais-tu faire un apprentissage, trouver un travail, ou continuer l'école?	**Apprentissage**	**Travail**	**Continuer L'école**
	119 **72,1%**	36 **21,8%**	58 **35,1%**

8. Es-tu satisfait(e) avec ce que tu as appris?	**Oui**	**Non**
	119 **72,1%**	46 **27,9%**

Annexe 4 : Questionnaire ALJ

Numm:

Datum:

1. Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?
2. Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ?
3. Wat fir Aktivitéiten organiséiert dir während dem Joer ?
4. Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ?
5. Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ?
6. Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ?
7. Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Annexe 4.1 : Questionnaire A

1. Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

LTEtt, CNFPC Ett, NOSL

2. Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ?

Am Ufank vum Joer an den 3 Schoulen OSNA Dag. Den Enseignant mat ALJ Décharge aus dem Gebai begleet d'Schüler während dem Joer. Kollaboratioun hänkt vun de jeeweilege Persounen of. Mam NOSL besteet eng ganz gutt Kooperatioun an e regelméissegen Info Austausch, mam LTEtt manner.

3. Wat fir Aktivitéiten organiséiert dir während dem Joer ?

OSNA

4. Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ?

De Suivi fänkt de 15.7 un. Den avis d'orientation gëtt matgedeelt, an da ginn all d'Schüler an den nächsten 2 Woche kontaktéiert. Déi zweet Momentaufnahm ass am September. 'Wou bass de drun'. No Chrëschtdag ginn nach eng kéier déi Leit kontaktéiert déi net an enger Schoulklass sinn. Am Juni nach eng kéier. Nom Reglement ass de Suivi 2 Joer. De conseiller à l'apprentisage informéiert d'ALJ direkt wann et Schwieregkeete ginn.

Coopératioun mat der ADEM : Mam Service Orientation Professonelle : OSNA input. D'ALJ gëtt och heinsdo mat an de BIZ. Collaboration ponctuelle mam Service Placement. Zougréff op d'Register vun de Patronen, mä dësen ass ni geupdated, an et si souguer nach Patronen op der Lëscht déi schonn säit laangem an der Pensioun sinn.

6. Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ?

All Joer ginn et manner déi an en Apprentissage kommen, virun allem Schüler aus dem CNFPC. Déi mécht sinn an enger Mesure vum Aarbechtsamt an eng gutt parti sinn doheem. Zuel vun deenen déi schaffe ginn ass minimal

7. Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ?

Plus ou moins 30% déi en Apprentissage ufänken. Eng ganz parti packen déi 3 Méint Prouf Phas net an et gouf Fäll vu Patronen déi sech der 2 geholl hunn, a just de beschte gehalen hunn, obwuel de Feeler net onbedingt beim Jugendleche loung (Argument : hie war ze lues asw.) Déi wou no den 3 Méint prouffzäit net méi kenne bleiwen, gi ganz oft a Schoulen an der Belg vermëttelt well do Schüler nach méi spéit am Joer ugeholl ginn.

8. Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

Fir 9ième pratique méi einfach fir e Stage ze fannen, Patrone mengen dass d'Leeschtung vun dëse Leit besser ass. Et stinn hinnen och méi Beruffer op. De Virdeel vun den IPDM Schüler ass dass se dem Patron kenne vermëttelen dass se schonn eng kéier am Stage waren. De Problem ass dass d'IPDM Schüler keen Ofschloss hunn no dem Joer.

9. Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Virun 2007 war d'ALJ regelméisseg an d'COIP Klassen am CNFPC gaangen. D'ALJ hat keng fest definéiert Charge, mä si hu probéiert all Trimester 1-2 mol mat all Schüler ze schwätzen. Dat gëtt elo net méi gemaach. Weder am CNFPC nach am Lycée. De Reglement definéiert et elo als Suivi. De Problem ass elo dass vill Schüler d'ALJ Leit aus dem Büro elo net méi kennen (just 1 Dag beim OSNA an dann am Juli). Virdru konnt den Terrain preparéiert ginn.

D'IPDM Klasse si gutt als eng iwwerbréckung. De Problem ass just dass um Enn vum Joer keen Ofschloss do ass.

Den Här Sauer wor am November net an der Réunioun. Hie mengt awer dass et ganz interessant a wäertvoll wier wann all ALJ géif eng kléng Etude maache wou hir Schüler vun 2007/2008 elo dru sinn. Hie mengt och dass et kee Problem wier vir déi meeschte Schüler de Parcours ze fannen (wat sech deemools an der Réunioun fir extrem schwéier, vill Zäitopwand unhéieren huet (ass net méiglech ouni Zougrëff op Fichier national asw) vun de Leit déi an der Réunioun waren). Ech wäert bei de nächste Visitë bei der ALJ froen, op net awer e puer Leit sech bereet erklären et ze maachen

Annexe 4.2 : Questionnaire B

Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

OSNA mam NOSL (zesumme mat ALJ Ettelbruck), mä soss just d'Schüler déi hei wunnen. Mam LTEtt wéineg Kontakt

Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ? Aktivitéiten ?

Just OSNA am NOSL, mä soss net an d'Schoule wou eng IPDM Klass ass. Mat der ALJ Ettelbruck besteet Kontakt, mä net zoustäneg fir e Lycée mat enger IPDM Klass.

Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ? Wéi laang gëtt de Suivi mat de Schüler gemaach ?

Kontakt während Juni-September, Schüler ginn op de Bureau invitéiert. Eischte Kontakt bis spéitstens Oktober. Sou laang et néideg ass kennen se zeréck kommen.

Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ? Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

Am NOSL ginn se 1x d'Woch an de Stage, an déi mécht hun e Patron fonnt. Lescht Joer fir de Suivi vun 3 Schüler zoustäneg, an allen 3 hunn eng Léierplaz fonnt.

Am CNFPC ass d'Resultat net sou gutt. Vu 5 huet just 1 e Patron fonnt. (2 maachen d'IPDM fir d'zweet, an 2 sinn erëm an enger anerer Schoul)

Op enger 9ième MO sinn se oft nach net prett fir bei e Patron, an et ass gutt wann se nach 1 Joer IPDM maachen. IPDM Klassen hunn de Virdeel vu Stagen.

Régionale Problem : Et gi net sou vill Geschäfter a Betrieber an der Regioun déi Léierbouwe/meedercher huelen. Et gëtt och keng grouss Auswahl.

An de leschte Joeren huet sech d'Situatioun mat de Patrone net verännert. Sinn ëmmer déi selwecht déi Léierplazen ubidden. Transport ass schlecht, fir e Stage oder eng Léierplaz wäit eweg ze maachen.

Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ? Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Kee grousse Kontakt mat IPDM Klassen….

Annexe 4.3 : Questionnaire C

1. Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

Just fir den LTJB

2. Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ? Aktivitéiten ?

Et gëtt vill mam Lycée zesumme geschaf, an dat ass vereinfacht well de Coordinateur ALJ am Büro schafft awer och an der Schoul selwer. Eng Educatrice geet awer och regelméisseg an d'Schoul, an all Schüler kënnt si perséinlech.

Offiziell dierf si anscheinend net an d'Schoul, well gesot gi wier dass wann d'Éducateuren net an all Lycée ginn, da sollen se a kee goen. Si fënnt dat awer guer net gutt, well et sou wichteg ass dass d'Schüler si perséinlech kenne befiert se mat der IPDM fäerdeg sinn.

Virun de Stagen am Joer, gëtt eng Visite gemaach an der Schoul. An d'ALJ hëlleft och bei der Sich no de Stagen

4. Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ? Wéi laang gëtt de Suivi mat de Schüler gemaach ?

Soubal d'Resultater vun der Schoul komme ginn all d'Schüler kontaktéiert. Et gëtt mat deenen ugefaangen déi nach kee Patron hunn. Bei wichtege Fäll wou de Besoin besteet ginn se awer scho méi fréi kontaktéiert.

All Schüler gëtt individuell begleet, an et gëtt och keng Zäitbegrenzung. Sou laang et néideg ass. Bis 25 Joer, an souguer doriwwer hinaus.

6. Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ?

D'Madame Mich huet schonn op der 9ième insertion matgeschafft. Et ass extrem wichteg eng gutt Orientatioun ze maachen, a mat al Schüler eenzel ze schaffen.

7. Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ?

Si hu relativ gutt Resultater. De Gros huet eng Léierplaz fonnt. D'ALJ spillt och eng Recrutéierungsroll fir d'IPDM Klassen.

8. Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

No der IPDM hunn se eng ganz Rei Kompetenze méi, an et ass méi einfach eng Léierplaz ze fannen, well se och scho vill méi praktesch geschaf hunn.

9. Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Niewent den Enseignante missen d'Éducateure vill méi systematesch intervenéieren op den IPDM Klassen.

Et wier wichteg regelméisseg Visiten ze maache vun den Entreprisen, vir dass d'Schüler d'Realitéit um Terrain gesinn (de Geroch, d'Ëmstänn….)

Et misst op all Klass op d'mannst 1 kulturell Aktivitéit gemaach ginn. Dës Aktivitéite bréngen de Schüler am meeschten. Vill hate soss nach ni d'Geleeënheet an den Theater ze goen. Laangfristeg hunn dës Aktivitéiten de gréissten Afloss. Et hëlleft de Schüler eppes neies ze entdecken, méi Selbstvertrauen ze kréien. Des Aktivitéite missen och finanziell ënnerstëtzt ginn.

De SPOS misst méi oppe si fir d'IPDM Schüler, an et wier gutt wann de SPOS och géif d'Schüler perséinlech kennen. Soss ginn d'Schüler näämlech net dohinner wann se eppes brauchen.

Annexe 4.4 : Questionnaire D

Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

LTC an UELL. Mam LTC besteet e méi regelméissege Kontakt wéi mam UELL. Am UELL gëtt et keng direkt Usprech Persoun, well eng ganz Rei Enseignanten eng Décharge hunn.

Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ? Aktivitéiten ?

LTC : 1x Trimester an d'Klass (Virstellung ALJ, Stage d'Orientatioun, OSNA, Stage Hëllefstellung). CLIJA Dag am LTC den 23 Mee

UELL : 1x Trimester, OSNA

All Schüler léieren se kënne während dem Joer, dann ass et méi einfach hinnen ze hëllefe wann d'Schoul eriwwer ass.

Et besteet vill a gudde Kontakt mam Diane Hansen vum LTC. Sou bal e Problem ass ginn si direkt kontaktéiert. Et gëtt vill iwwert Telefon geschafft.

Et gëtt och wann néidech bei de Stage gehollef. Um Enn vum Joer kënnen d'Schüler laanscht komme wann se nach keng Léierplaz fonnt hunn, an da kréien se am Büro ënnert d'Äerm gegraff.

Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ? Wéi laang gëtt de Suivi mat de Schüler gemaach ?

Si kréien am Juli eng lëscht geschéckt vun de Schüler mat op se schonn eppes hunn oder net. All Schüler gëtt ugeruff an agelueden, déi wou näischt hunn als éischt. Si gi sou laang begleet wéi de besoin besteet. Keng Zäitlimite.

Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ? Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

D'Resultat ass oft besser op den IPDM Klasse wéi op 9ième MO oder PR, well se scho méi Stage gemat hunn, an och oft duerch e Stage eng Léierplaz fannen. D'Schüler wëssen och méi wat se wëllen, a wat se kënne maachen.

Et changéiert vu Joer zu Joer wéivill der eng Léierplaz kréien, et kann net generaliséiert ginn. Op jiddefall haten se bis elo nach keng grouss Problemer mat Patrone, déi Schüler net huele well se op enger IPDM Klass woren. De Patron ass méi wichteg wéi d'Conduite an Absence sinn.

Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ? Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Eng gutt Erfahrung mat IPDM Klassen.

De Choix vu Léierplaze fir Francophone Schüler si ganz beschränkt, an et ass heinsdo schwéier engem ze soen, du kann nëmme Vendeuse oder Coiffeuse ginn zb. An dem Fall ass et méi schwéier eng Orientatioun ze maache virun allem wann d'Schüler sech vill dru ginn.

Beim Choix vun de Schüler gëtt d'ALJ net gefrot, an et wier vläit gutt déi Collaboratioun zwëschent de Schoulen an der ALJ ze verbesseren, well si kennen d'Schüler och an hu schonn oft mat erlieft dass e Schüler den oft am Summer bei der ALJ woren an aktiv no enger Léierplaz gesicht hunn, dono net an eng IPDM Klass komm sinn, a Schüler déi net gesicht hunn awer eng Plaz fonnt hunn. Wann d'Zesummenaarbecht besser wier, da géifen déi Fäll vläit kënne reduzéiert ginn.

Eng Gefor ass dass d'Schüler sech net méi wierklech dru ginn, well se wëssen dass se dono nach kënnen op d'IPDM goen. Et wier dofir wichteg Schüler déi sech wierklech beméit hunn, Virrang ze ginn.

Et wier och gutt wann d'Schoule géife méi iwwergräifend schaffen, an och mol Schüler wiessele wann an där anerer Schoul en Atelier ugebuede gëtt den de Schüler géif léiwer maachen, an ëmgedréint.

LTB mécht nächst Joer vläit 2 klassen op

Annexe 4.5 : Questionnaire E

Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

LN zesummenarbecht um Projet Liewen no der Schoul den adaptéiert ass vum préparatoire op d'IPDM Klassen. An anere Lycée just Kontakt wann d'Schüler ophalen/ Déi méchte Schüler kennen ech schonn vun de 9ièmen.

Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ? Aktivitéiten ?

D'IPDM Klass vum LNW wor schon 3 mol am Büro. Eng ganz gutt zesummenaarbecht mam Här Kerschen, den eng décharge ALJ huet. Soss nach punktuell Interventiounen.

Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ? Wéi laang gëtt de Suivi mat de Schüler gemaach ?

Dest Joer déi éischte Kéier suivi mat enger IPDM Klass. Virgesinn se all an der grousser Vakanz ze kontaktéieren, an da suivi sou laang et néideg ass. Direkte Kontakt mat bal all den Elteren an de Patronen.

Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ? Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

40% vun de Schüler dëst Joer hunn eng Chance eng Léierplaz ze fannen. Bei deenen aaneren gëtt et méi schwéier. E puer wärten weider an de CNFPC goen. Schüler déi am CNFPC sinn, an den Atelier kënne maachen den si wollten, bei deenen besteet méchtens eng gutt Chance a Patron ze fannen.

Vill Patrone wëssen net wat IPDM ass, Patron freet oft, virwaat bass de no der 9ième dan nach op eng IPDM gaangen, du häs jo kéinten direkt hei hin kommen.

Regionale Problem. Am Norde kennt jidereen jidereen. Wann e bei enger Garage d'Léierplaz ofbrécht, dann ass et schwéier vun engem aneren ugeholl ze ginn. Déi mécht Léierplaze ginn duerch Relatiounen vun den Eltere fonnt. Mä et gëtt och net sou vill Choix, an et ginn ëmmer manner Patronen déi hei Ausbilden. Den Transport ass sou schlecht dass et schwéier ass eng Léierplaz wäit eweg ze hunn.

Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ? Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Et wier gutt wann d'IPDM Datesammlung géif centraliséiert ginn.

IPDM ass net gläich IPDM : d'Selectiounscritère sinn aanecht a verschiddene Schoulen. E puer Schüler op IPDM Klasse sinn ze staark, den 'empowerment' ass oft net genuch.

Feedback vun décrocheuren : bréngt mir näischt, léieren näischt, weess net virwaat ech op där Klass wor, etc

Et ass wichteg bei der Selectioun opzepasse wat fir Schüler huelen ech, passen déi schoulech zesummen, a wat kann ech hinnen ubidden (Atelieren, asw), wat sinn d'Méiglechkeeten ?...

Wichteg dass se kënnen un de Module weiderschaffen, sech schoulech weiderentwécklen.

Well d'IPDM aanecht fonctionnéiert wéi aner Klassen, fillen sech vill Schüler anescht, wësse net virwat se aanescht behandelt ginn, froen sech virwat se elo hei sinn.

Den CNFPC ass méi spezifesch wéi de Lycée an Atelieren asw. Besser fir Schüler déi eng Léierplaz sichen. CNFPC virdrun huet de Schüler d'Schlësselqualifikatioune ginn déi et méi einfach gemaach hunn e Patron ze fannen. D'Schoule kënnen dat net sou maachen, well net sou vill moyen hunn fir Atelieren unzebidden.

Et besteet e risque dass d'IPDM ass Classe poubelle gëtt.

Annexe 4.6 : Questionnaire F

Zoustänneg fir wat fir Lycée(en) mat IPDM Klass(en)/CNFPC ?

Gréisstendeels fir LTMA. Mä och Schüler aus anere Lycéeën. 2010-2011 :CNFPC Esch an Ettelbruck : 68 Schüler, LTMA 20 Schüler, LTE 9 Schüler, LTC 1 Schüler, LNB 1 Schüler

2. Wéi fonctionnéiert d'Zesummenaarbecht mam Lycée/CNFPC ?

Am LTMA ginn 2 Klasse suivéiert. Bei enger Klass huet d'Régente eng Décharge fir d'ALJ, an et besteet eng gutt Zesummenaarbecht. 1 mol am Mount Visite. Op enger Klass gëtt 'Liewen no der Schoul' vun der ALJ ënnerriicht.

Mam CNFPC besteet net vill Kontakt, et fënnt och keen OSNA Stage do statt. Mä et besteet e gudde Kontakt mat den Éducateuren, a wann e Problem ass gi si kontaktéiert.

4. Wéi fonctionnéiert de Suivi mat de Schüler ? Wéi ass en organiséiert ?

Am Juli August ginn all d'Schüler ugeruff. Déi Schüler déi näischt hunn, mat dene gëtt e Rendez vous organiséiert. Allerdéngs kommen der vill net. Et gëtt hinnen op mannst 2 mol ugeruff, a wann se dann nach ëmmer net kommen da gëtt et meeschtens fale gelooss. Et gëtt kee sou strukturéierte suivi wéi bei der ALJ Ettelbruck. Déi Schüler déi op de Rendezvous komm si ginn eng Zäitche suivéiert, mä déi 2 Joer déi virgesi si fir de suivi sinn net erwäänt ginn.

5. Wéi laang gëtt de Suivi mat de Schüler gemaach ?

Fro 4.

D'ADEM ass säit November am selwechte Gebai, mä bis elo besteet nach kee Kontakt. Et besteet gudde Kontakt mat der orientation professionnelle zu Esch, a wann eppes ass da gëtt Esch kontaktéiert.

6. Wéi ass är Erfahrung mat IPDM Klassen ?

Am CNFPC gëtt et kee sou enge Kontakt méi wéi virun 2007, an dofir ass et schwéier ze vergläichen.

Positiv ass dass d'Schüler während dem Joer stage maachen, an oft duerch dat eng Léierplaz fannen. Ähnlech Klasse virun der IPDM (9ième insertion LTMA), do gouf et méi Flexibilitéit bei de Stage wat besser wor. Elo ass de Programm méi rigide.

D'Situatioun schéngt déi ze sinn, dass ëmmer manner Schüler eng Léierplaz fannen. Vill sinn der ëmmer an der Vente ënnerkomm, mä elo mam neie CCP spillen d'Patronen net méi sou mat well d"Schüler zevill Deeg an der Schoul sinn.

D'Kompetenze sinn zevill subjektiv a schwéier ze bewäerten. De Patron liest se och net.

7. Wéivill Prozent vun de Schüler mat deenen dir de Suivi gemaach hutt, hunn eng Léierplaz fonnt ?

Ganz wéineg. Säit d'Evaluatioun no Kompetenzen ass et biergof gaangen. Et gëtt net genuch gemaach fir d'Schüler ze förderen. Vill si dofir iwwerfuerdert wann se bis bei de Patron kommen. Virun allem an der Mathé ginn d'Schüler net genuch gefördert.

Et si vill Portugisen am Suivi, an de Problem ass dass déi mécht déi ganz Summervakanz a Portugal ginn. Déi Allermannst këmmere sech em eng Léierplaz am Juli, an da wann se zeréck kommen ass et oft ze spéit. Vill vun den Eltere sëtze keng Valeur op d'Schoul, an ënnerstëtzen hier Kanner net wierklech. Et wier zb besser wa se géife soen dëse Summer bleiwe mir heiheem bis du eng Léierplaz fonnt hues. Vill Elteren huelen hir Kanner och aus der Schoul fir dass se doheem hëllefen, virun allem d'Meedercher.

8. Wéi ass de Vergläich mat der 9ième pratique a 9iéme préparatoire ?

D'IPDM si besser virbereet am prakteschen. Mä bei ville Léierplaze mussen se dono rëm vill an d'Schoul, an do hunn der vill Problemer. En ënnerscheet ass dass d'Sozialkompetenzen oft méi wéineg si bei den IPDM Schüler.

9. Wat fannt dir positiv a negativ un den IPDM Klassen ? Wat kéint amélioréiert ginn ?

Positiv ass dass d'Schüler e Joer hu fir un hire Sozialkompetenzen ze schaffen, an 1 Joer méi Zäit hu fir räif ze ginn. Et bréngt awer net wierklech eppes d'Joer fir d'Zweet ze maachen. D'Resultat ass dono net onbedingt besser.

Et wier gutt méi genau Kriterien ze hu bei der Sélectioun vun de Schüler. Heinsdo setze Schüler do déi vill ze gutt sinn.

Et wier gutt méi Stagen ze maachen.

Annexe 5 : grille horaire 2007-2011

Cours d'orientation et d'initiation professionnelles

IPDM

Branches	Code	Rem.	IPDM	
			5	
			hrs.	coeff.
Enseignement général	ENGEN	1		
Communication	COMIP	2	4	
Calcul	CALIP		4	
Éducation civique et sociale	ECSIP		2	
Formation pratique et Professionnelle	FOPPR			
Travaux pratiques en atelier	TPIxx		10	
Stage pratique en entreprises	STAIP	3		
Education technologique et branches d'expression	ESTIP	4	10	
Education physique et sportive	EDUIP			
Education artistique et culturelle	EACIP			
Technologies de l'information et de la communication	TICIP	5		
Projets pédagogiques	PRPIP			
Ateliers	ATIxx			
Total			**30**	

Remarques :

1. ENGEN — Vu le caractère transversal, l'enseignement général et l'éducation technologique et branches d'expression qui se composent à la fois par la communication (COMIP), le calcul (CALIP), l'éducation civique et sociale (ECSIP), les technologies de l'information et de la communication (TICIP) et par l'éducation physique et sportive (EDUIP) ne sont pas dispensés par branches isolées, mais par les biais de thèmes interdisciplinaires.

2.	COMIP	Choix de la langue : En début de l'année scolaire l'élève opte pour une langue dans laquelle il sera évalué. Les élèves ne maîtrisant pas la langue luxembourgeoise, suivront un cours de base de luxembourgeois.
3.	STAIP	L'année scolaire est complétée par des stages longs et/ou hebdomadaires en entreprises d'une durée minimale de 30 jours sans pour autant dépasser la durée maximale prévue par la loi concernant l'emploi des jeunes et élèves. Les stages longs peuvent être organisés pendant les périodes scolaires et/ou pendant les vacances scolaires.
4.	ESTIP	La direction de chaque lycée ou de chaque centre décide des matières qu'il convient d'inscrire au programme de l'éducation technologique et branches d'expression, en fonction des besoins des élèves et des ressources de l'établissement : options, ateliers, travaux pratiques, culture générale, éducation physique et sportive, initiation à la vie culturelle et artistique…
5.	TICIP	Il est vivement recommandé que les technologies de l'information et de la communication soient intégrées dans le volet général et social, afin que les élèves puissent s'y familiariser, acquérir des notions de base dans un contexte naturel et réel et adopter une attitude responsable dans l'utilisation de l'Internet et des logiciels.

Annexe 6 : grille horaire 2011-2012

Cours d'orientation et d'initiation professionnelles

IPDM

Branches	Code	Rem.	IPDM	
			5	
			hrs.	coeff.
Enseignement général	ENGEN	1	10	
Communication	COMIP	2		
Calcul	CALIP			
Éducation civique et sociale	ECSIP			
Formation pratique et professionnelle	FOPPR			
Travaux pratiques en atelier et options	TPIAO		10	
Stage pratique en entreprises	STAIP	3		
Education technologique et branches d'expression	ESTIP	4	9	
Education physique et sportive	EDUIP			
Education artistique et culturelle	EACIP			
Technologies de l'information et de la communication	TICIP	5		
Projets pédagogiques	PRPIP			
Citoyenneté	CYTIP	6		
Tutorat	TUTIP		1	
Total			**30**	

Remarques :

1. ENGEN — Vu le caractère transversal, l'enseignement général, l'éducation technologique et les branches d'expression qui se composent de la communication (COMIP), du calcul (CALIP), de l'éducation civique et sociale (ECSIP), des technologies de l'information, de la communication (TICIP) et de l'éducation physique et sportive (EDUIP) ne sont pas dispensés par branches isolées, mais par thèmes interdisciplinaires.
2. COMIP — Choix de la langue : En début de l'année scolaire l'élève opte pour une langue dans laquelle il sera évalué.

	Les élèves ne maîtrisant pas la langue luxembourgeoise, suivront un cours de base de luxembourgeois.
3. STAIP	L'année scolaire est complétée par des stages en entreprise d'une à plusieurs semaines. Les stages en entreprise ont une durée minimale de 30 jours et une durée maximale de 40 jours. Les stages sont organisés dans les métiers et professions donnant accès à une formation professionnelle. Pour des raisons motivées une dérogation ministérielle peut être demandée par la direction du lycée ou du centre.
4. ESTIP	La direction de chaque lycée et de chaque centre décide des matières qu'il convient d'inscrire au programme de l'éducation technologique et branches d'expression, en fonction des besoins des élèves et des ressources de l'établissement: options, ateliers, travaux pratiques, stages d'une journée hebdomadaire en entreprise, culture générale, éducation physique et sportive, initiation à la vie culturelle et artistique…
5. TICIP	Il est vivement recommandé que les technologies de l'information et de la communication soient intégrées dans le volet général et social, afin que les élèves puissent s'y familiariser, acquérir des notions de base dans un contexte naturel et réel et adopter une attitude responsable dans l'utilisation de l'Internet et des logiciels.
6. CYTIP	La branche « citoyenneté » n'est pas dispensée en tant que branche isolée, mais elle regroupe un ensemble de compétences transversales et sociales qui sont évaluées dans les autres branches de la grille horaire. Les socles de compétences transversales et sociales visent l'éducation à la citoyenneté, le développement de la personnalité ainsi qu'une sensibilisation à l'engagement personnel et collectif.

Annexe 7 : Ateliers offerts en 2010/2011

	CNFPC	CNFPC-E	LTC	LTE	LTEtt	LTJB	LTMA	LN	LNB	NOSL	UELL
Agriculture, horticulture et environnement naturel		X									
alimentation et cuisine		X	X	X		X	X		X		
Service restauration		X									
aide aux personnes											
Vente	X	X					X				
Coiffure et soins corporels	X										
Habillement											
Peinture	X	X									
Bois	X	X	X	X	X				X	X	
Toiture											
Bâtiment		X									
Metal	X			X	X				X	X	
Mécanique et mécanique automobile	X	X									
Électrique	X				X						X
Divers Métiers			X					X			
Usinage	X										
Taulerie	X										
Menuiserie	X										
Maçonnerie	X										

© Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, SCRIPT

Fondation Lydie Schmit

Luxembourg, 2012

Auteur : Carole Reckinger

Isbn : 978-2-87995-081-5